l'unité

M 2805 - N° 459 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 12 mars 1982

SPECIAL CANTONALES

Faire taire ceux qui dépassent "les limites de l'admissible"

PAR CLAUDE ESTIER

A l'exception de Paris, on vote dimanche dans l'ensemble des départements français pour renouveler la moitié des conseillers généraux. Chacun convient que ces élections cantonales seront politiques, la droite ayant changé d'avis sur ce point même si, en contradiction avec les proclamations de ses leaders à Paris, beaucoup de ses candidats continuent, sur le terrain, à se dissimuler sous l'étiquette de l'« apolitisme ».

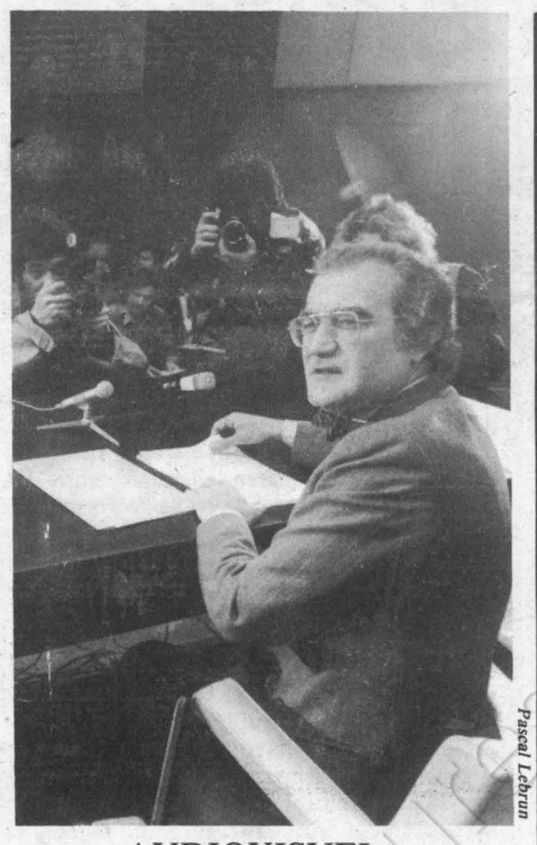
Elections politiques donc, qui sont pour des millions d'électrices et d'électeurs la première occasion de s'exprimer après neuf mois de gouvernement à direction socialiste et face à un bilan impressionnant de réformes fondamentales — les nationalisations, la décentralisation — et de mesures économiques et sociales qui ont commencé à réduire les inégalités héritées de plus de vingt ans de pouvoir conservateur.

De ces élections cantonales, l'opposition attend naturellement une revanche de son cuisant échec de mai et juin derniers. Elle n'a rien ménagé pour cela, ni les déclarations fracassantes, ni les prévisions apocalyptiques dont elle s'est fait une spécialité, ni la démagogie la plus effrénée (exemple, la campagne à propos de la télévision), ni les provocations en tous genres. Incapable de proposer quoi que ce soit aux Français, elle n'a pour seul objectif que d'essayer de les dresser contre le pouvoir démocratiquement élu, en faisant flèche de tout bois : les agriculteurs, les cadres, la police, les fuites étranges pour tenter de compromettre deux avocats et, par la bande, le ministre de l'Intérieur, et jusqu'à cette indécente exploitation de la mort de René Lucet dont Edmond Maire a eu raison de dire qu'elle « a dépassé les limites de l'admissible ». Ce ne sont effectivement pas les scrupules qui étouffent, par exemple, le directeur du « Quotidien de Paris » qui se plaint que la gauche veuille « casser moralement la France en deux » alors qu'il a osé écrire il y a une semaine que « M. Lucet a été assassiné par le pouvoir socialiste » !

Mais, suivant le vieil adage, trop c'est trop. Face à ce débordement de fureur qui ne correspond à aucune réalité vécue par les citoyens, il est bien qu'ils gardent leur sang-froid. Devant le calme qui règne dans le pays, devant les premiers signes du redressement, devant le renforcement indiscutable du rôle de la France dans le monde, comment pourraient-ils ajouter foi aux criailleries du chiraquien Charles Pasqua, l'ami du Sac, dénonçant « la guerre civile laryée » ou du giscardien Michel Poniatowski, l'homme de l'affaire de Broglie, venant à la rescousse d'une aristocratie policière qui avait pris d'autres habitudes et n'a pas encore compris que le Pouvoir n'est plus celui d'avant le 10 mai.

Il est clair que la droite continue à refuser le verdict du printemps de 1981 par lequel le suffrage universel a condamné sa gestion passée. Il faut donc que les scrutins des deux prochains dimanches confirment ce verdict et, d'abord, qu'il soit démontré, dès ce dimanche 14 mars, que le Parti socialiste demeure, de très loin, la première force politique du pays. C'est pourquoi, toutes celles et tous ceux qui veulent que le changement se poursuive, dans le respect des engagements pris par le président de la République et par le Premier ministre, iront voter au premier tour en confirmant leur choix de mai et juin derniers. Ce sera le meilleur moyen de faire taire ceux qui osent se poser aujourd'hui en champions de la démocratie après avoir si longtemps régné en maîtres absolus. ●





Pascal Lebrun

AUDIOVISUEL

Un grand pas en avant

UN conseil interministériel s'est saisi cette semaine des derniers points demeurés en suspens dans la préparation du projet de loi concernant la réforme de l'audiovisuel. Le texte entre maintenant dans sa phase finale de rédaction avant d'être adopté fin mars en conseil des ministres et déposé aussitôt à l'Assemblée nationale pour y être discuté dans le courant d'avril.

Les premières indications officielles données la semaine dernière sur le contenu du projet, notamment à la suite de la réception par Georges Fillioud des représentants de l'ensemble des syndicats concernés, ont été accueillies de façon plutôt positive, y compris par ceux des journaux qui n'avaient pas ménagé leurs attaques contre le gouvernement à propos de la télévision. Les réactions des syndicats eux-mêmes, si elles ne sont pas exemptes de critiques, et si elles expriment des désaccords, témoignent d'une acceptation du dialogue offert — et pratiqué — par le ministre de la Communication et dont il nous paraît bon qu'il se substitue à des menaces de grèves aussitôt « récupérées » par ceux dont le but avoué est de porter atteinte au service public de la télévision au bénéfice des intérêts privés dont ils sont les mandataires.

Il est important que le principe même d'une haute autorité de la communication audiovisuelle soit accepté par tous comme garantie de l'indépendance du service public et cela même si des propositions diverses sont faites pour en modifier la composition et les compétences actuellement prévues par le gouvernement. Il n'est pas moins important que soit retenue l'idée d'un conseil national de la communication audiovisuelle qui sera un organe de consultation, de réflexion et de proposition, où seront représentés à la fois les usagers et les professionnels, et qui participera à la désignation des membres des conseils d'administration des sociétés de radio et de télévision.

Nous reviendrons bien entendu sur les détails de cette réforme fondamentale, qui va occuper l'actualité pendant plusieurs semaines. Ce qui est clair dès aujourd'hui, et qui rend dérisoires les accusations de la droite, que son comportement passé en la matière devrait conduire à plus de discrétion, c'est que, pour la première fois, le gouvernement se préoccupe d'inscrire dans une loi les conditions de l'indépendance des médias audiovisuels et de ceux qui y travaillent. C'est encore un engagement des socialistes — et non des moindres — qui va être tenu. ●

C.E.

Les nouveaux rapports entre préfet et président de conseil général, au quotidien
(page 2)

Au hit-parade du sexisme
(page 5)

Des chouans à la Tour Pointue...
(page 6)

Comme un vol de gerfauts...
(page 7)

Quand le courage paie
(page 8)

Dans la Pologne de "l'après-guerre"
(page 9)

Nouvelle-Calédonie: la terre des grandes inégalités et des grandes promesses
(page 12)

La journée des dupes
(page 14)

Remue-méninges à la télévision
(page 18)

SPECIAL CANTONALES

Les nouveaux rapports entre préfet et président de conseil général, au quotidien

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

PIERRE Palau est le président (socialiste) du conseil général de la Côte-d'Or depuis 1979. Un département de la France rurale qui a élu trois députés socialistes (sur quatre sièges) en juin 1981. Pierre Palau, membre du comité directeur du P.s. de 1975 à 1979, s'est entièrement consacré depuis son élection à l'exercice de son mandat départemental. Avant et après la décentralisation : quels changements en perspective pour le président d'un conseil général ?

« L'Unité » est allé l'interroger, à Dijon, dans les locaux du conseil général — un petit immeuble construit dans l'ombre du superbe hôtel particulier occupé par la préfecture... mais qui dispose depuis 1900 d'une salle des séances indépendante, véritable parlement miniature.

« L'UNITE » : La loi sur le transfert de l'exécutif des décisions du conseil général va s'appliquer dès le lendemain des élections cantonales. Comment se passe actuellement la période de transition entre vous-même et le préfet ?

PIERRE PALAU : Dès le 24 mars, c'est en effet le président du conseil général qui reprend une grande partie des prérogatives du préfet. Ce sera désormais le président élu du conseil général qui aura l'initiative des décisions de l'assemblée départementale : jusqu'à présent, le conseil général ne pouvait discuter d'aucun projet sans que le préfet n'ait d'abord présenté son rapport sur le sujet. Ce qui permettait de faire traîner les choses à volonté, si le préfet le souhaitait. Maintenant, ce rapport sera présenté par le président du conseil général. Les élus auront donc enfin l'initiative de leurs propres décisions. Ils en auront aussi le contrôle puisque l'exécutif des décisions prises par l'assemblée départementale sera assumé par le président et non plus par le préfet.

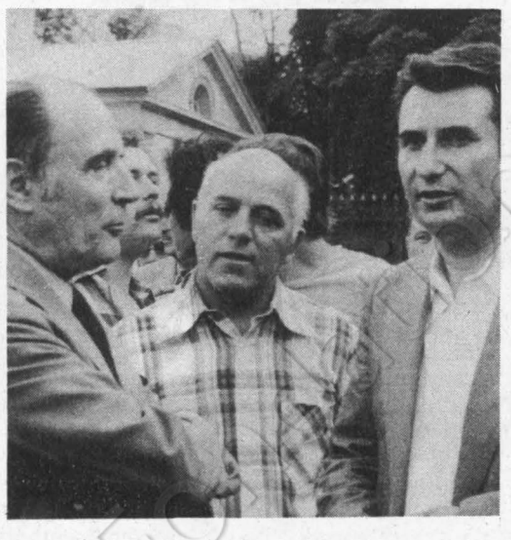
Déjà la réforme est presque entrée dans les mœurs. Dès le début du mois d'août, quand la loi a été votée en première lecture à l'Assemblée nationale, les gens qui ne connaissent pas très bien le fonctionnement des rouages parlementaires ont pensé que tout était déjà changé. Dès cette époque j'ai constaté un énorme accroissement du courrier qui m'était adressé. Pas seulement pour les affaires du département mais aussi pour toutes sortes de demandes d'intervention. Même chose pour les rendez-vous avec tous les responsables de sociétés ou d'organismes qui ont des rapports avec le département. Au lieu de s'adresser comme par le passé au préfet, ils ont voulu me mettre au courant de leurs dossiers.

Du côté de l'administration préfectorale, je n'ai pas à me plaindre — contrairement à certains collègues... Ici, le préfet a appliqué loyalement les circulaires Defferre qui demandaient aux préfets d'adopter une attitude de collaboration avec le président du conseil général avant même que la loi ne soit appliquée. Ainsi j'ai été associé de très près à la préparation du budget du département pour 1982.

— Tout de même, le partage des compétences entre préfet et président n'est-il pas actuellement source de conflits ?

— La loi précise que les moyens matériels seront partagés dans chaque département par la signature d'une convention qui sera établie « en référence » à une convention type qui sera publiée par décret. A ma connaissance, il y a déjà eu plusieurs moutures de cette convention type : le corps préfectoral a fait pression sur le ministère de l'Intérieur pour tenter de perdre le minimum au change... Ce n'est pas facile du tout de répartir les services car il y a aujourd'hui une imbrication totale des services de l'Etat et des services du département. Et il y a aussi un mélange des personnels : dans les services de l'Etat (carte grise, immatriculation, etc.), beaucoup d'employés ont un statut de personnel départemental. A la préfecture de Côte-d'Or, cela se répartit presque moitié-moitié. En tout, il y a cent vingt-cinq emplois d'Etat (qui sont surtout sur des fonctions d'encadrement) et cent trente emplois départementaux (essentiellement sur des tâches d'exécution). Avec la réforme, le préfet perd au moins la moitié de ses attributions. Mais, pour le moment, il est prévu qu'il conserve la même équipe d'encadrement : deux ou trois sous-préfets continueront à le seconder. Parallèlement, le président du conseil général devra recruter sa propre équipe. J'ai déjà recruté mon futur secrétaire général, qui est aussi un sous-préfet et qui sera payé et logé aux frais du département. Ainsi, dans un premier temps, la décentralisation se traduit par un accroissement des charges de personnel financées par le département ! Ce qui est normal : pour assumer les nouveaux pouvoirs, il nous faut davantage de postes d'encadrement.

Mais il y a aussi des transactions en

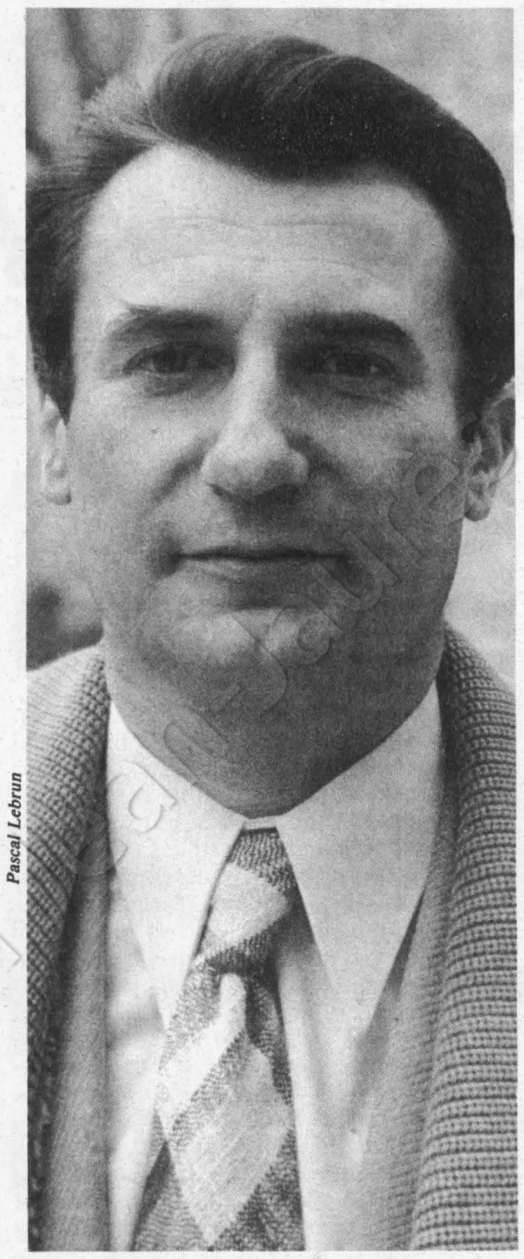


cours pour la répartition des services : sur les deux cent cinquante-cinq emplois de la préfecture, le préfet m'en propose quarante-cinq pour le conseil général. Or, il en faut au moins le double pour faire tourner les services du département...

— Cette loi sur le transfert de l'exécutif va-t-elle signifier pour vous un changement radical par rapport au fonctionnement passé ?

— N'exagérons rien, il ne faut pas s'imaginer qu'avant le conseil général n'avait aucun pouvoir. Cela dépendait certes des départements, du tempérament des préfets... et des élus !

En Côté-d'Or, il y avait une bonne concertation entre préfet et conseil général. Bien sûr, pour discuter de quoi que ce soit il fallait que le préfet le veuille bien. Mais en règle générale, dans ce département, il préparait les rapports sur les sujets que nous voulions aborder. Quand il y avait une volonté politique affirmée par les élus, le préfet avait du mal à s'y opposer... sauf sur instruction spécifique du ministre de l'Intérieur : c'est arrivé lorsque nous avons voulu créer un fonds d'aide à la vie associative ; Christian Bonnet — à l'époque ministre de l'Intérieur — a voulu bloquer cette initiative. Mais on y est tout de même arrivé ! De même que nous avons décidé le schéma départemental des transports bien que, là aussi, le préfet ait fait traîner les choses... Parfois, il est arrivé aussi que le préfet présente au conseil général un rapport inspiré... par la minorité des élus du conseil ! Mais le préfet ne pouvait pas faire grand-chose sans l'accord du conseil général : le pouvoir délibératif de l'assemblée élue était déjà absolu — si le conseil général refusait de voter les crédits, le préfet était paralysé... Mais, bien entendu, la loi sur la décentralisation va nous donner une marge de manœuvre infiniment plus grande. Le préfet ne sera plus que le représentant local du gouvernement et toutes les affaires du département seront



Pascal Lebrun

Pierre Palau.

de la responsabilité exclusive des élus du conseil général.

— Ces nouvelles responsabilités donnent un intérêt encore plus grand aux élections cantonales : est-ce que cela est sensible pendant la campagne électorale ?

— La mobilisation des militants est assez exceptionnelle : de nombreux camarades venus de cantons non renouvelables nous donnent un coup de main pendant la campagne. Pour nous, socialistes de la Côte-d'Or, ces élections ont une double importance. D'une part, maintenir l'acquis du département — où la gauche ne dispose que d'une faible majorité à deux sièges près — ; d'autre part, encourager l'action du gouvernement. Mais il faut répéter que la loi sur le transfert de l'exécutif n'est que la première qui doit marquer le processus de décentralisation. Quatre autres grandes lois doivent intervenir et sont indispensables pour que les élus du département deviennent pleinement responsables de leur gestion : loi sur la répartition des compétences entre Etat, départements et communes ; loi sur la réforme des finances des collectivités locales ; loi sur la fonction publique des collectivités locales ; enfin, loi sur le statut de l'élu local.

Nous vivons actuellement une période de transition. A terme, on peut estimer que la décentralisation ne réussira vraiment que si l'on peut proposer aux fonctionnaires des carrières locales aussi valorisantes que les carrières d'Etat avec des passerelles possibles.

Quant à la répartition des services entre l'Etat et le département, elle pourra encore évoluer. Exemple : la direction départementale de l'Equipement, qui est un service extérieur de l'Etat, continuera pour le moment à être « coiffée » par le préfet. Dans l'avenir, on peut imaginer qu'elle pourrait devenir un service proprement départemental puisque 90 % du réseau routier est géré par le département et seulement 10 % par l'Etat... ●

Clermont (Oise) : un jeune socialiste dans un département passé au P.s.

SEPT candicats pour un canton ! Celui de Clermont, dans l'Oise, est apparemment l'un des plus disputés. Avec ses vingt mille habitants répartis en dix-neuf communes rurales et un petit district urbain, il appartient à cette troisième circonscription qui, en juin dernier, a envoyé à l'Assemblée nationale un socialiste, Jean-Pierre Braine. Dans le canton de Clermont, celui-ci avait recueilli au second tour 60 % des suffrages après avoir très longuement distancé le candidat communiste au premier.

Pas de problème, dira-t-on ! Ce n'est pas si simple car le conseiller général sortant, André Pommery, avait un peu brouillé les cartes en 1976 en se faisant élire comme « socialiste indépendant » contre le candidat désigné par le P.s. Il est maintenant revenu au bercail et, aspirant à la retraite, il appelle à voter pour le nouveau candidat socialiste, André Vantomme. Inspecteur des impôts, âgé de 33 ans, celui-ci est un pur produit du nouveau Parti socialiste auquel il a adhéré en 1973 dans le Nord, tout en militant dans les associations de parents d'élèves, au syndicat des impôts et à la Fédération Léo-Lagrange.

Face à ses adversaires, parmi lesquels le maire de Clermont, étiqueté « divers gau-



André Vantomme.

che » mais dont la position actuelle est quelque peu incertaine, il présente inlassablement le projet socialiste pour l'Oise et proclame partout que, dans le canton comme ailleurs, le problème est de réussir le changement. Là aussi, l'emploi est une première préoccupation. A Clermont, la principale « entreprise » est l'hôpital psychiatrique doublé d'un hôpital général qui comptent au total 2 800 salariés. C'est dire que la modernisation hospitalière figure en bonne place dans le programme d'André Vantomme mais aussi le développement économique, social et agricole, l'aménagement de l'espace et la construction du lycée de Clermont.

De commune en commune, accompagné d'une équipe de militants dynamiques, le candidat socialiste va répétant que « les électeurs souhaitent un conseiller général actif, proche d'eux, capable de les informer et de les aider chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Ils ont aussi conscience, pour l'efficacité de son action dans le canton, qu'il doit travailler en confiance et en étroite collaboration avec le député de la circonscription ».

L'élection d'André Vantomme, comme celle de plusieurs candidats socialistes dans les cantons voisins, devrait s'inscrire dans la logique d'une poussée qui, il y a neuf mois, a donné au P.s. quatre députés sur cinq (pour un sortant) dans ce département où la droite, autrefois triomphante, en est réduite au seul « Café du commerce » de Marcel Dassault !

A.V.

Joinville: un «apolitique» soutenu par Vivien et Griotteray

COINCEE entre deux « grosses » communes — Créteil et Champigny —, Joinville possède la particularité d'être coupée en deux par la Marne qu'enjambe le fameux pont d'où la ville tire le reste de son nom. Deux moitiés qui ne se ressemblent guère : d'un côté le R.e.r. et le débouché de l'autoroute de l'Est, deux liaisons rapides vers Paris, tandis que sur l'autre rive de petites rues fleurent encore la campagne même si les bords de la Marne, à Nogent comme à Joinville, ne sont plus ce qu'ils étaient.

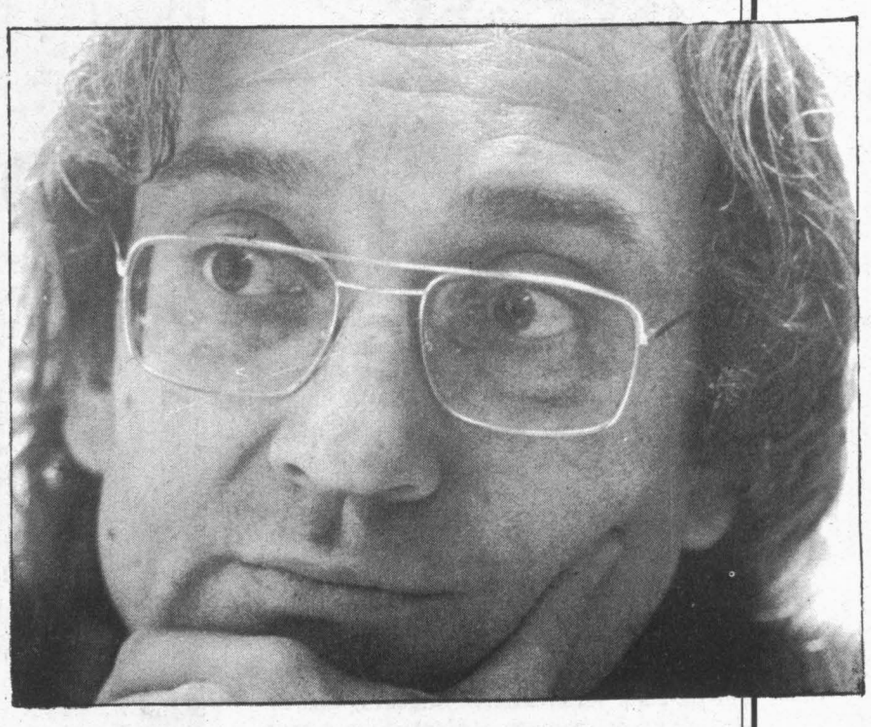
Les Joinvillais sont quelque vingt mille et leur commune correspond aux limites d'un canton où l'on va voter dimanche. Un canton tenu depuis dix-huit ans par un notable réactionnaire qui a décidé de passer la main. La droite a donc choisi un autre candidat qui essaie de tromper les électeurs en se déclarant « apolitique », ce que dément la présence à ses côtés d'hommes aussi marqués que Robert-André Vivien, Roland Nungesser, députés du département, et aussi Alain Griotteray, qui déverse chaque semaine sa bile antisocialiste dans les colonnes du « Figaro-magazine ».

Le conseil général du Val-de-Marne a une confortable majorité de gauche qui n'est pas en cause à l'occasion de ces élections. Mais le rapport interne de la gauche est de seize communistes pour sept socialistes, ce qui ne correspond guère aux résultats des élections législatives de juin dernier qui ont vu l'élection de quatre députés socialistes : Joseph Franceschi, maire d'Alfortville qui était le seul sortant et que remplace aujourd'hui René Rouquet, Laurent Cathala, maire de Créteil, Paulette Nevoux et Pierre Tabanou. Dans le canton de Joinville, qui appartient à sa circonscription, Laurent Cathala est arrivé, il y a neuf mois, largement en tête de la gauche ce qui donne toutes ses chances au candidat socialiste Patrick Sève, qui a succédé à Paulette Nevoux comme Premier secrétaire de la Fédération. Dans ce canton qui doit être arraché à la droite, le Parti socialiste, devenu la première force du département, apparaît nettement le mieux placé. C'est en tout cas le premier tour qui déterminera le second.

A.V.

La chronique de Max Gallo

Nice: trente ans ça suffit



La droite a l'argent. Elle se bat avec colère. Elle veut effrayer. En face : des militants, la raison, la démonstration, des candidats neufs

REGIS, quand il a ce regard-là, et ce teint gris, ces cernes sous les yeux, ces épaules lourdes, et Pierre quand il se voûte un peu et que ses joues se creusent, je sais ce qu'ils ont. Et Francis, et André, Jean-Paul ou Roland, et Maurice quand il a perdu sa verve flamande, je n'ai pas besoin non plus de les interroger. Je reconnais ces signes. Mes camarades ont affiché cette nuit, jusqu'à l'aube. Et il suffit que quelqu'un avec hargne annonce en arrivant dans le local de la section, ou bien parmi nous qui distribuons des tracts sur le marché, dans ce quartier ouvrier de l'est de la ville, « ça y est, « ils » ont déjà tout recouvert », pour que la fatigue soit, quelques minutes, encore plus marquée, et que le découragement un instant se mêle à la colère. Mais la nuit prochaine, Régis, André, Pierre ou Francis auront à nouveau bourré le coffre de la voiture d'affiches et de pots de colle. Et « ça » recommencera jusqu'à la fin des « cantonales ».

On prend souvent comme héros de roman et donc objet d'analyse et de réflexion des personnages en trench-coat beige qui traversent le siècle en voiture décapotable. Je voudrais qu'on s'attarde sur la détermination des camarades, Régis ou André, Pierre ou Francis qui, la journée bouclée, s'en vont à quatre ou cinq tenter d'ouvrir dans le mur du mensonge, une fenêtre, cette affiche collée et recollée, et qui présentera un nom associé à des idées.

Mais il y faut aussi du courage. Coller, c'est affronter — sans que la violence naisse à chaque fois — un groupe d'une vingtaine d'hommes circulant en voitures ou en camionnettes reliées entre elles par radio — des salariés, bien sûr, des « employés » en mission très ordinaire — qui, alors que l'affiche est à peine posée, l'arrachent, cherchant l'incident, bousculant parfois, menaçant presque toujours. Les panneaux électoraux réservés à la gauche sont eux aussi recouverts par ces étranges partisans du libéralisme et du pluralisme qui gaspillent en une nuit plus de moyens que nous n'en avons pour toute la campagne.

Il faut voir les murs de la ville. Panneaux payants tapissés d'immenses portraits de tel ancien ministre balayé par Jean Colonna, en juin 1981, de son siège de député. Mais il s'obstine — c'est son droit le plus strict — à l'exemple de Giscard — à revenir en scène. Combien coûtent ces grands espaces achetés au bord de la Promenade des Anglais ? Et il en est de même pour chaque candidat de la droite. C'est dire leur crainte et leur but.

La droite veut garder son fief. Cette ville, ce département où elle s'accroche depuis parfois plus d'un demi-siècle malgré les mutations sociologiques qui la condamnent à terme. Alors elle paie : espaces et afficheurs. Elle ment. Elle veut inquiéter. Elle use de tous les moyens.

J'ai déjà parlé de ce tract significatif où une tête de mort remplace la rose. Il en est d'autres plus odieux encore qui essaient de créer un climat d'inquiétude. L'un, sous forme d'une lettre qu'un travailleur immigré — Mustapha — adresse à son cousin Kadour, rassemble les thèmes racistes les plus éculés. Qu'on en juge : « Il y a la « moutouelle », et avec les allocations familiales de dix gosses tu peux très bien vivre, peut-on lire... N'hésite donc plus, viens avec tes femmes et tes enfants, frères et oncles... Viens vite nous t'attendons très nombreux, car Mitterrand nous promet pour bientôt le droit de vote. Nous avons fichu les Français hors d'Algérie pourquoi nous ne ferions pas autant ici. »

Un autre tract — anonyme lui aussi — pose en caractères gras la question : « Les socialo-communistes vont-ils supprimer les vieux ? » (Vous avez bien lu mais il faut relire !) Le texte, à l'aide de citations tronquées et falsifiées de Jacques Attali, nous accuse d'être, à l'égal des nazis, partisans de liquider les vieillards. Conclusion du tract : « Les Français doivent réaliser jusqu'où osent aller des FOUS à qui ils ont confié leur destin. »

Ces lignes — stupides cela va sans dire — frénétiques, calomniatrices ne sont-elles pas à mettre en rapport avec cette déclaration d'un homme politique « responsable », Charles Pasqua, qui affirme tout naturellement : « Nous nous acheminons vers une guerre civile larvée ». Où en déceler les signes sinon dans ces textes haineux, dans ces pronostics qui font dire à Jacques Chirac que nous serons contraints à des élections législatives anticipées ?

A qui parcourt les rues, à qui tient des réunions dans les cantons les plus opposés — quartiers de cadres et de fonctionnaires ici, banlieue ouvrière là — s'impose plutôt le sentiment que les citoyens tiennent à connaître calmement les enjeux de ces élections cantonales. Bien sûr on ne réunit pas les foules enthousiastes de juin mais rencontrer une soixantaine de personnes un samedi soir, à vingt heure trente, dans une banlieue, me paraît déjà extraordinaire. Ailleurs ce sont vingt, quarante personnes qui se rassemblent, qui écoutent et interrogent.

Travail de fourmi du militant : deux milles tracts, cinquante affiches là, quatre réunions ici. Ainsi vit la démocratie.

Il suffit alors de lire à l'assistance l'un des tracts de l'adversaire — ainsi celui qui tente d'effrayer les vieux —, de faire le bilan des carences du système d'assistance aux vieillards dans un département voué pour une bonne part à l'accueil des personnes âgées pour que le mensonge se démasque.

Cette campagne des cantonales est ainsi, quand on la mène sur le terrain, un révélateur des méthodes et des desseins de la droite, de la richesse humaine de la gauche et des rapports de force.

La droite a l'argent : débauche d'affiches et utilisation de mercenaires. Elle se bat avec colère. Elle veut effrayer. La presse locale use selon son bon plaisir du monopole dont elle dispose, publie les communiqués de la gauche quelquefois, les oublie le plus souvent, les tronque presque toujours. Et la « radio-libre » de la droite déverse ses éditoriaux chaque jour. En face : des militants, la raison, la démonstration, une foule de réunions et surtout des candidats neufs. Ils manifestent qu'une couche sociale jusqu'alors écartée des responsabilités les revendique avec calme et compétence. Et la droite n'a qu'un seul argument : nous sommes là depuis trente ans, dit-elle.

Précisément ! Il est grand temps. ●

Perpignan: la fin des élus "caméléons"

PAR ANTOINE VIOLET

DEPUIS de longues années, le département des Pyrénées-Orientales a, en matière politique, une spécialité peu enviable : celle des « élus caméléons » : se présentant aux suffrages des électeurs sous une étiquette qui comporte le mot « socialiste », ils deviennent, une fois en place, des agents actifs des partis de droite. La « trahison » de Paul Alduy, député F.g.d.s. passé à Giscard en 1974 a fait école et a largement contribué à « pourrir » la vie politique dans ce département où l'on a pourtant toujours voté majoritairement à gauche.

Grâce à la remontée du Parti socialiste — qui avait longtemps souffert de ces retournements de vestes et cela au bénéfice du Parti communiste —, Alduy et ses amis sont désormais en perte de vitesse. Le maire de Perpignan a mordu la poussière aux législatives de juin dernier et, qui plus est, devant une femme, Renée Soum, ce qui, en pays catalan, n'était pas une mince prouesse à l'actif du Parti socialiste.

Pour la fédération catalane du P.s., il s'agit aujourd'hui de renouveler cet exploit pour rendre à des socialistes authentiques la présidence du conseil général qui sera demain l'exécutif départemental. C'est le sens de la bataille menée dans les seize cantons, nouveaux ou renouvelables, où l'on vote les 14 et 21 mars.

D'abord celui du « Moulin à vent » où Alduy lui-même a choisi de se présenter en pensant que dans ce quartier neuf de Perpignan, à forte population « pied-noir », il a de fortes chances de conserver son siège, ce qui n'est évidemment pas l'avis du docteur Henri Vuillemin, qui fait un actif porte-à-porte au nom du P.s. Dans la ville même de Perpignan, cinq autres cantons sont en jeu où des socialistes affrontent des « alduystes » soutenus par le R.p.r. et l'U.d.f. Le secrétaire fédéral, Daniel Gineste, livre un « combat de chefs » dans le quartier de la gare, chère à Salvador Dali, où se représente aussi le secrétaire fédéral du P.c.f., titulaire du siège. A Per-

(suite en page 4)

SPECIAL CANTONALES

(suite de la page 3)

pignan III, nouveau canton, Renée Soum devrait confirmer son brillant succès de l'an dernier. Mais la tâche est plus difficile dans les cantons « bourgeois » du centre ville où, pourtant, un certain « ras-le-bol » contre la gestion municipale pourrait provoquer une surprise. A Toulouges, en revanche, le maire Louis Cazeilles est pratiquement assuré de tirer le bénéfice de l'action dynamique, au plan social en particulier, qu'il mène depuis des années au service de la population de cette commune suburbaine.

Tandis qu'à Céret, le seul socialiste sortant de cette série, Michel Sageloli, âgé de 82 ans, laisse sa place à Henri Sicore tout en continuant son œuvre sociale et culturelle à la mairie, la bataille est serrée, mais décisive, dans deux cantons de l'arrière-pays. D'abord, dans celui de Millas-Le Saulet où François Beffara, maire de la première de ces communes, affronte le très réactionnaire Daugnac, maire de la seconde et conseiller général sortant. Ensuite, dans le canton d'Arles-sur-Tech-Amélie-les-Bains où la sortante Jacqueline Alduy, qui a choisi le même itinéraire tortueux que son mari, trouve en face d'elle un jeune avocat, René Landrieu, assistant parlementaire de Renée Soum. Ajoutons le cas particulier du canton d'Elne dont le maire, communiste devenu contestataire, est soutenu à la fois par le P.c.f. et par le P.s. !

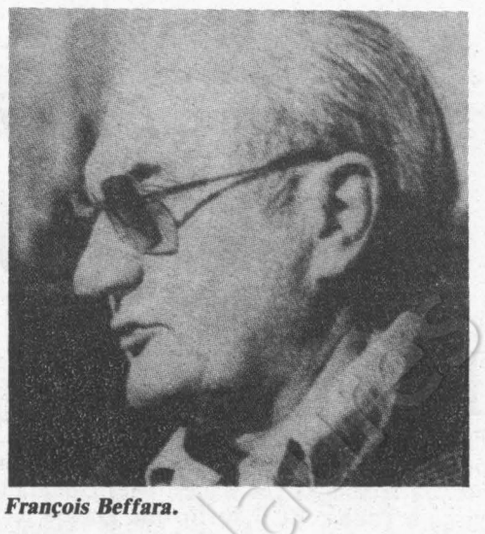


Pascal Lebrun

Renée Soum.

Bataille serrée donc mais dans laquelle la fédération catalane, consciente de l'enjeu, s'est jetée à fond. Dans la seule journée de samedi dernier, Claude Estier, venu de Paris, et Gérard Delfau, venu de Montpellier, ont accompagné les candidats dans l'ensemble des cantons et Pierre Mauroy vient ce vendredi clôturer la campagne par un meeting à Perpignan où il évoquera à la fois les problèmes nationaux et ceux de ce département qui souffre encore plus que d'autres du manque d'emplois, la principale entreprise de Perpignan, la fabrique de poupées « Bella », connaissant elle-même de sérieuses difficultés en dépit des premiers succès remportés par les socialistes pour la sauver.

Alduy et ses amis, après avoir si souvent changé d'étiquette, voudraient faire croire aujourd'hui qu'ils sont seulement de bons gestionnaires. A Perpignan, comme dans l'arrière-pays, de plus en plus nombreux sont cependant ceux qui pensent le moment venu de mettre le Roussillon à l'heure du changement. ●



François Beffara.

Lozère : socialisme et ski de fond... même combat

Dans ce fief de la droite, qui est aussi le désert, français quelques militants socialistes refusant la résignation et l'exil se battent pour offrir une chance à la Lozère : le ski de fond

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

(de notre envoyée spéciale)

SUR les hautes terres de la Margeride entre Lozère et Haute-Loire, le thermomètre descend souvent vers — 20 ° et la neige recouvre forêts et pâtures de décembre à avril. L'hiver a façonné les maisons et leurs habitants. Imposantes bâtisses faites d'énormes blocs de granit et couvertes de lauzes, les fermes lozériennes sont à l'image de ceux qui les ont bâties : rigides, austères, presque immuables...

Cette année pourtant, l'hiver est exceptionnellement doux. La neige s'est réfugiée tout au sommet de la montagne, piégée depuis décembre dans les forêts de conifères. Et le canton de Grandrieu, grand nord de la Lozère, s'apprête à élire son conseiller général... Comme le reste de la Lozère, ce canton est encore une terre de mission pour la gauche (il en reste !). Roger Durand, le candidat socialiste, est un lozérien de pure souche : chasseur et pêcheur depuis l'enfance, ce professeur de mécanique est intarissable sur les extraordinaires ruses du lièvre à la recherche de son gîte ou les mœurs secrètes de la truite de rivière. Mais ce militant de 47 ans est aussi un vieux routier du socialisme qui appelle par leur prénom bon nombre d'actuels ministres, anciens, comme lui, de la Convention des institutions républicaines. Ah, la belle époque du congrès de Vienne... celui où il fut décidé que l'on « ferait » Epinay !

« Tu sais, se souvient-il, on n'était pas bien fiers : nous étions nombreux à avoir la trouille de nous noyer dans la vieille S.f.i.o... Mais, encore une fois, Mitterrand avait raison ! » Que la victoire a bon goût pour ceux qui ont passé vingt ans à se battre... Mais, en Lozère, Roger Durand est toujours dans l'opposition. Par habitude ou goût de l'immobile, ce rude pays est encore un bastion de la droite. Une droite qui souvent ne dit pas son nom et présente des candidats « apolitiques ». Cette fois, ils sont trois, les « apolitiques » : le conseiller général sortant Auguste Roudil, propriétaire d'un café à Grandrieu (500 habitants, le chef-lieu de canton, qui serait plutôt proche du R.p.r. Céline Fage, assistante sociale de la mutuelle agricole, sous-marin envoyé par Jacques Blanc, le grand manitou giscardien de la Lozère et André Chazal, « indépendant », cultivateur. Le P.s., lui, a fait une jolie percée depuis les cantonales de 1976 : de 13 %, il est passé à 28 % aux législatives de 1978 et à 29 % en juin dernier.

« Pour l'élection présidentielle du mois de mai, les partisans de Giscard n'ont pratiquement pas pu afficher, raconte Roger Durand. Nos militants étaient partout, avant et après les autres ! » Ici, en Lozère, les socialistes ne sont pas guettés par l'ankylose de la victoire : confrontés à un environnement politique très hostile — et à des adversaires qui ne font pas de cadeaux — la section socialiste de Grandrieu mobilise toutes ses forces pour épauler Roger Durand. « Il nous faut même calmer un peu les jeunes, explique Roger, car ils ne pensent qu'à en découdre ! »

La campagne pour l'élection cantonale s'ouvre sur un enjeu très clair. D'un côté, les trois candidats « apolitiques » qui n'ont d'autres projet pour le pays que le statu quo. En patois on dit souvent : « A quo faro bé coma quo... » (« Ça a bien fait comme cela jusqu'à maintenant, ça pourra bien faire encore... ») Les partisans de l'immobile bénéficient encore de cette mentalité profondément enracinée. De l'autre côté, la gauche, avec un candidat socialiste qui a un projet pour que ces hautes terres continuent à vivre. « Si on laisse la situation se dégrader, la Lozère et ce canton en particulier deviendront un désert peuplé de quelques survivants qui seront entretenus grâce à la charité du pays », affirme Roger Durand. Avec 75 000 habitants et une population très âgée, la Lozère est depuis longtemps un département en déclin. Selon les prévisions du ministère de l'Education nationale les effectifs des écoles auront diminué de 30 % en 1987 par rapport aux chiffres actuels. Comment inverser l'évolution ? Aider les exploitants agricoles à maintenir leurs revenus : c'est bien sûr l'une des propositions des socialistes. Mais Roger Durand propose aussi de tirer parti des ressources naturelles de la région — la forêt et la neige...

Sur les sommets de la Margeride, les chemins ouverts par l'Office national des forêts représentent tout l'hiver des dizaines de kilomètres de pistes de ski de fond. Et les amateurs s'y précipitent de toute la région mais aussi de Paris, Rennes, Marseille ou Bordeaux. Le long de la petite route qui mène au col des Bouviers, à quelque 1 400 mètres, il n'est pas rare de voir des centaines de voitures en stationnement. Le développement du ski de fond est devenu en France un véritable phénomène de société : plus de 9 000 personnes ont participé à la compétition de la « Foulée Blanche » organisée cette année dans le Vercors.

Dans le Jura, les communes ont compris l'enjeu économique : elles ont organisé et contrôlé l'accueil des skieurs. « Là-bas, des villages de 500 habitants se débrouillent pour loger des milliers de skieurs grâce à des gîtes communaux ou à l'hébergement chez l'habitant » explique Jack Bastide, qui habite Chambon-le-Château (l'autre bourg du canton de Grandrieu) et participe à des compétitions nationales de ski de fond.

Sur la Margeride, au contraire, le ski de fond s'est développé de façon sauvage. Sans que la population locale n'entreprenne de contrôler cet essor et d'en tirer parti. Rien n'est prévu pour héberger les skieurs et les trois petits hôtels de Grandrieu sont saturés pendant les vacances d'hiver. Des jeunes de Grandrieu ont pourtant créé l'association « Grandrieu-Neige » (1) pour promouvoir le ski de fond. Une dizaine de bénévoles font tourner la boutique : location de matériel de ski, accompagnement des skieurs par un moniteur (bénévole aussi !), organisation de semaines en forfait — en pension complète à l'hôtel 860 francs tout compris : le prix n'a pas bougé depuis 4 ans !

« La commune nous donne une subvention de 600 francs par an, indique Louis Loupias, le président de l'association, et le conseil général rien du tout ! Pourtant plusieurs centaines de skieurs passent par notre association. Les gens apprécient l'ozone de nos montagnes et les tarifs très bas... » Philippe et Jeannot, militants socialistes et animateurs actifs de Grandrieu-Neige, ne sont pourtant pas très optimistes : « Les commerçants sont plutôt favorables à l'essor du ski de fond mais les agriculteurs sont contre ou ils s'en foutent. Pour la plupart d'entre eux, le bon touriste c'est celui qui envoie son chèque et ne vient pas ! Et avec les élus qu'on a, on n'est vraiment pas aidés... »

Pourtant, il y a incontestablement une chance à saisir pour la Lozère. Le ski de fond a aujourd'hui un million et demi d'adeptes en France. Les prévisions du secrétariat d'Etat au tourisme tablent sur cinq millions en 1985. Et le ski de fond, activité familiale et peu onéreuse, correspond bien au créneau des nouvelles couches sociales qui vont découvrir les vacances d'hiver grâce à la 5e semaine de vacances et au chèque-vacances instauré par le gouvernement pour aider les familles à financer leurs loisirs.

« Il faudrait créer une société d'économie mixte qui regrouperait les cantons concernés pour développer le ski de fond, estime Roger Durand. Si la population ne s'organise pas pour contrôler l'afflux des skieurs, il y aura des intérêts privés qui ne rateront pas l'occasion. Les Lozériens devront supporter les touristes tout de même mais les bénéfices n'iront pas dans leur poche ! » Ski de fond et socialisme, même combat : pour que la Lozère vive... ●

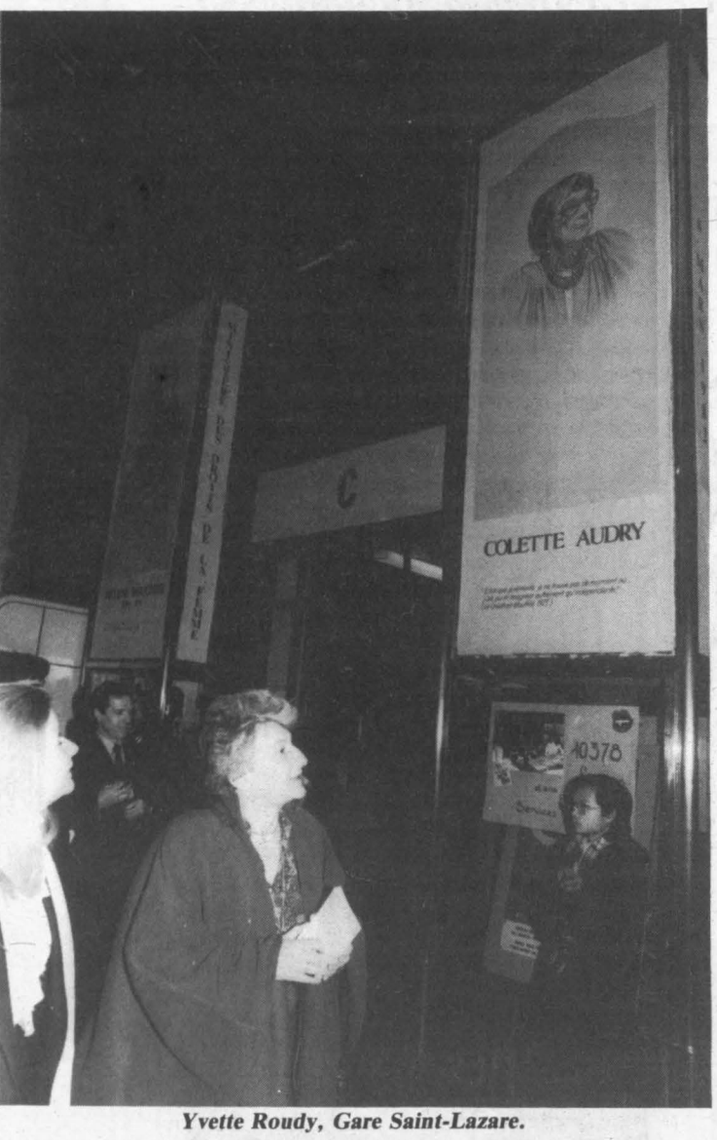
(1) BP 7 48600 Grandrieu - Tél. : (66) 46.30.73.



Sygma

8 MARS 1982

Une bien belle journée



Yvette Roudy, Gare Saint-Lazare.

PAR MICHELE COQUILLAT

YVETTE Roudy, ministre des Droits de la femme, a commencé la journée du 8 mars à la gare Saint-Lazare par l'inauguration de la galerie de soixante portraits de femmes qui, de Christine de Pisan à Fadela M'Rabet, en passant par Flora Tristan, George Sand, Louise Michel, Simone de Beauvoir, Colette Audry et tant d'autres ont marqué et continuent de marquer l'histoire du féminisme. Devant ces portraits de 3,25 m sur 1,20 m qui donnaient à la pensée et au visage de toutes ces femmes un air de gigantisme, une mesure formidable, elle a fait remarquer combien il était inhabituel de mettre de la culture et de l'histoire dans une gare, et combien, cependant, le lieu s'y prêtait. Les voyageurs habituels étaient en effet assez surpris et intrigués par ces visages souvent souvent extraordinaires, cette collection de femmes portant dans leurs traits une détermination, une force aussi, pour Mme de Staël, Louise Michel ou Pauline Roland un romantisme puissant et créateur soulignés par l'acuité des citations choisies pour chacune : « L'inégalité des deux sexes... un concept inadmissible pour la conscience moderne (Marie d'Agoult)... la femme est la prolétaire du prolétaire même (Flora Tristan) ... l'infériorité des femmes n'est pas un fait de nature, c'est une invention humaine, une fiction sociale (Maria Deraisme) ... on ne naît pas femme on le devient (Simone de Beauvoir) ... » Sur les 50 000 brochures distribuées avec noms et citations, le portrait d'Olympe de Gouges, l'une de celles qui a su défendre jusqu'à l'échafaud, en 1793, ses convictions fémi-

(suite en page 6)



A.f.p.

François Mitterrand avec les quatre cent cinquante « élues », à l'ELysée.



Inauguration des nouveaux locaux du ministère des Droits de la femme, par Pierre Mauroy.



Au hit-parade du sexisme

ON a beau être blindée par vingt ans de combats féministes, le sexisme ordinaire provoque toujours la même fureur impuissante. Et la lecture d'un certain nombre de quotidiens datés du 8 mars est édifiante quant à l'évolution des mentalités dans la presse de droite.

Le ruban bleu de la misogynie revient incontestablement (malgré une rude concurrence en provenance de la presse Hersant) au « Quotidien de Paris ». On savait Philippe Tesson hystériquement antisocialiste — c'est même parfois drôle cette exaspération quasi pathologique qui le pousse à découvrir chaque jour un nouveau scandale —, mais on ne le savait pas couard au point de faire faire ses commissions par son épouse... qui fait aussi et accessoirement bouillir la marmite avec son rentable « Quotidien du médecin »...

Titré « Alors on se promène », le numéro du « Quotidien » du 8 mars restera un morceau d'anthologie raciste. En voici quelques perles. Extrait de l'éditorial signé par le docteur Marie-Claude Tesson-Millet : *« Les femmes — enfin, certaines — veulent à la fois qu'on leur donne des droits égaux à ceux des hommes et qu'on leur réserve des traitements de faveur. Aussi se sont-elles empressées de demander au nouveau pouvoir de leur faire une petite fête, pour elles toutes seules. Naturellement, elles ont immédiatement obtenu gain de cause. Non que les dirigeants socialistes aient plus de faiblesses pour elles que leurs prédécesseurs. Mais cette fois, en allant réclamer leur fête, les femmes se sont montrées animées de si excellentes intentions politiques que pas un pouvoir socialo-communiste n'aurait pu leur refuser cet innocent plaisir. Voilà un gage qui ne coûte pas grand-chose. Qu'elles se promènent et s'amusent, les chéries, puisque c'est leur jour. Qu'elles clament leurs droits, et proclament leur victoire, qu'elles fassent un peu grève si cela leur fait plaisir, qu'elles revendiquent une journée « chômée et payée », comme elles disent, et même tout ce qu'elles veulent d'autre ; après tout, ça ne fait de mal à personne et surtout pas à la politique du changement ! »*

Il y a même une page hypocritement titrée « Mesdames ne lisez pas » avec entre autres un petit bijou de papier d'humeur rédigé par la célèbre mère Fouettarde (vous savez celle qui battait ses enfants pour se calmer les nerfs) Geneviève Dormann où l'on peut lire ces choses délectables : *« Et la journée des hommes, alors, quand aura-t-elle lieu ? Ce n'est pas parce que leurs voix sont moins nombreuses que les nôtres qu'il faut mépriser les exploités, les battus, les faiblards. Quand défendra-t-on les cadres décadrés, les chômedus et les demandeurs d'emploi, les époux de viragos, les fils de castreuses, les laissés-pour-compte, les fils-pères, les moches, les branques, les bande-mou, les priapeux, les alcoolos anonymes, tous les claqués du bureau, les déprimés, les comprimés, ceux qui ont les éponges mitées, la prostate qui prend l'eau, les nerfs en peau de fleur, les glandes invisibles à l'œil nu ? A quand la fête des retraités, des sous-traités ? Une journée des hommes, tiens, pour lesquels un ministre de la Condition masculine — mon ami Pierre-Yves Guillen serait parfait — pourrait proposer des mesures d'urgence corollaires, des mesures « féministes » de cheftaine Roudy. Des mesures pour rassurer ceux qui, de plus en plus, changent de trottoir dès qu'ils voient une nana se pointer ».*

Ça qu'ils changent de trottoir quand ils aperçoivent la redoutable Geneviève c'est bien possible. Jean Cau lui (mais oui le voilà bien sûr) n'a pas craint de voisiner colonne contre colonne avec la ci-devant dame, et c'est pour se répandre assez salement comme à son habitude. *« Il va y avoir cinquante mémères qui vont défiler. Une vraie galéjade. Une farce qui n'atteint pas la France profonde. C'est de la mousse. Vous savez bien, toutes les mares font de la mousse ! Tout est de l'histoire. Même la pornographie fait partie de l'histoire. Mais il y a eu l'histoire sérieuse et l'Histoire cocasse. L'histoire des femmes, c'est de l'histoire pour rire. Nous vivons dans une société qui cherche à s'étourdir de faux problèmes. Ça vous suffit ? »*

Oui, ça nous suffit, surtout quand on sait que le pauvre éditorialiste misogyne ne s'est jamais remis d'avoir moins de talent que Françoise Giroud.

Passons au « Figaro ». Tiens revoilà Geneviève Dormann. Très demandée, la « harki » de service comme dit Benoîte Groult et sa façon de s'épancher dans le journal de Monsieur Hersant est encore plus malpropre que dans « le Quotidien de Paris ». En un mot si les femmes sont féministes c'est qu'elles sont mal baisées. Elémentaire, ma chère Geneviève. *« Il m'est arrivé, dans la vie, de croiser des féministes convaincues. Dans chacune j'ai deviné à l'origine de leur option, un manque, une infirmité ou un gros chagrin, résultant presque toujours de l'absence d'un homme. Je connais des féministes enragées qui, brutalement saisies par l'amour, viraient de bord et se transformaient joyeusement en moukères asservies. J'en ai vu qui, laissant là banderoles, comités et manifs, sombraient dans le porte-jarretelles, la popote et la couche-culotte. J'ai vu, à l'inverse, de braves femmes, jusque-là saines d'esprit, se mettre à militer comme des folles pour tromper leur ennui ou l'ennui d'être trompées. Sus à l'homme ! Mort aux vaches ! Les voici embrigadées par Beauvoir, Halimi, Groult et consœurs ».*

Quant à nos petits camarades de « Libération » qui, pour faire un bon mot, n'hésitent pas à bafouer ce qu'ils défendent depuis des années (et dans les pages intérieures), ils titrent à la une : « Mitterrand : nos amies les femmes ». C'est d'un goût !

Ne terminons pas ce hit-parade du sexisme ordinaire sans citer ce bon pépé Faizant qui nous gratifie d'un dessin ignoble. Mais il a des excuses. A son âge on peut plus grand-chose !

N.C.

(suite de la page 5)

nistes et qui écrivit dans un article prophétique de sa déclaration des Droits de la femme et de la citoyenne en 1791 : « La femme a le droit de monter à l'échafaud : elle doit avoir également celui de monter à la tribune. »

Le commentaire, la réponse à toute cette analyse, c'est à l'Elysée qu'ils furent donnés peu après, où le président de la République, dans un discours historique, proposa une politique d'égalité, d'autonomie, et de dignité pour les femmes.

L'Elysée n'avait cerainement jamais autant vu de femmes à la fois : quatre cent cinquante d'entre elles représentaient — dont deux cent vingt venues des régions — les aspirations de toutes les femmes. Parmi les personnalités invitées, on remarquait Clara Malraux, Colette Audry, Marguerite Thibert, les membres de la commission ad hoc réunies par Yvette Roudy pour remettre un rapport sur l'état des femmes en France (rapport remis en janvier dernier), des présidentes d'associations féminines, Louise Brocas, vice-présidente du Comité du travail féminin, les déléguées régionales des Droits de la femme, et tant d'autres encore... Le gouvernement était au complet, qui participe à l'élaboration d'une politique commune pour les femmes.

Les « 17 mesures » du président

Le président de la République a proposé ce qu'on appelle déjà « les 17 mesures ». Parmi celles-ci, des lois. Une loi antisexiste, permettant aux associations de se porter partie civile dans tous les cas d'incitation à la discrimination et de discrimination flagrante ; une loi (si attendue) sur l'égalité de droits, de chances, de promotion en matière d'emploi ; un statut pour que cesse « l'invisibilité » du travail des femmes d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants ; le remboursement à 70 % de l'I.v.g. par la Sécurité sociale ; un relèvement des pensions alimentaires, des pensions de reversion et des allocations familiales.

A 15 h 30, le Premier ministre inaugurait le nouveau ministère des Droits de la femme, 53, avenue d'Iéna. Pour présenter l'exposition sur « l'histoire du travail des femmes de 1900 à nos jours » conçue par Janine Niepce, Yvette Roudy faisait un bref bilan de l'action de son ministère en faisant remarquer, entre autres, qu'en dix mois il avait été créé plus de centres d'information sur les droits des femmes qu'en sept ans, qu'une campagne d'information sur la contraception avait été lancée, que des stages de formation professionnelle avaient été mis en place pour les femmes dans toutes les régions, que l'article 7 du statut des fonctionnaires, qui était discriminatoire et empêchait les femmes d'accéder à de nombreuses fonctions, avait été modifié, que l'accueil dans les commissariats pour les femmes victimes de violence était entièrement renouvelé et qu'enfin la voie était tracée vers plus d'égalité et de justice.

Le Premier ministre répondit en reconnaissant l'injustice du traitement des femmes dans notre société, évoquant ses fondements historiques, faisant remarquer, comme l'avait fait le président de la République, le poids des mentalités et le lourd passé culturel dont nous héritons. Il annonça la décision gouvernementale — capitale pour les femmes — d'exiger pour elles un quota de 30 % sur les listes électorales des municipales. Rappelant le long débat sur les quotas, il fit remarquer qu'une telle action volontariste était seule cependant susceptible de porter rapidement ses fruits. Il ajouta, au demeurant, que 30 % était « un minimum », et qu'on pouvait, certainement, « faire mieux ».

Certains penseront peut-être que le récit satisfait — disons le mot : heureux — d'une telle journée témoigne d'un esprit de rêverie intellectuelle devant le pouvoir des mots. Mais il y a des mots et des reconnaissances qui valent des actes, et les féministes qui font de la recherche savent bien par exemple à quel point reconnaître leur existence serait déjà capital. Car une existence s'accompagne de tant de besoins, de tant de droits, de tant de responsabilités. Qu'un président de la République, qu'un Premier ministre, qu'un gouvernement tout entier s'associent pour reconnaître qu'il y a un problème spécifique des femmes et qu'elles souffrent, dans leur ensemble, de ce phénomène particulier qu'est le sexisme, c'est là une action historique et qui comptera dans l'histoire de ce qu'Yvette Roudy appelle la « Longue Marche des Femmes ». N'était-il pas étonnant d'entendre en effet François Mitterrand s'écrier : « Le ministre des Droits de la femme n'est pas là pour satisfaire notre bonne ou notre mauvaise conscience » ?

POLICE

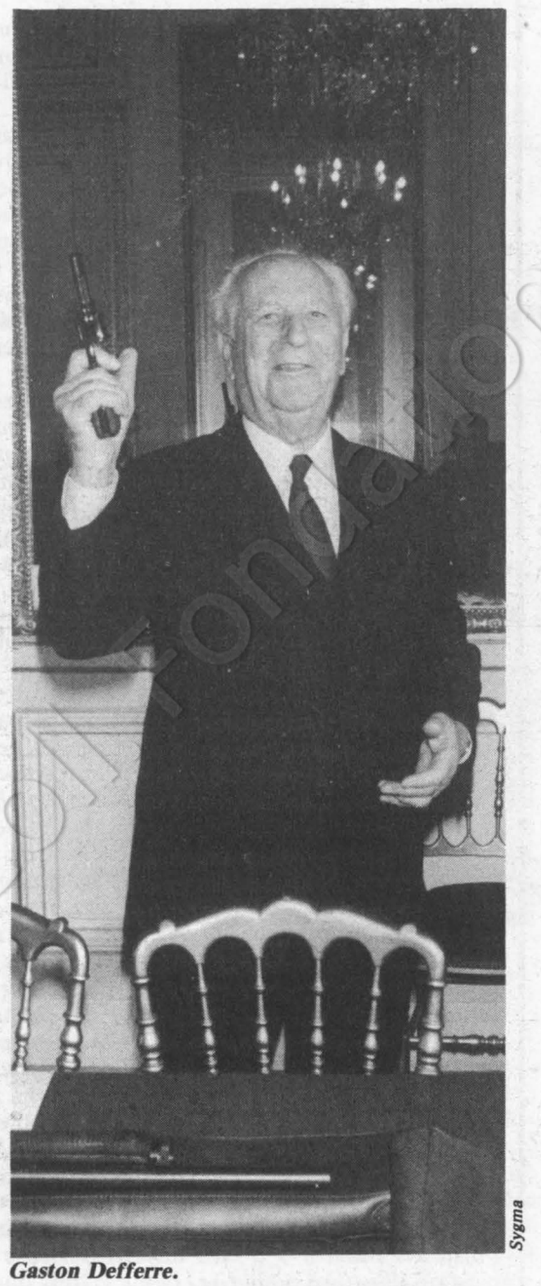
Des chouans à la Tour Pointue...

La hiérarchie de la Préfecture de police a choisi de se dresser contre le ministre de l'Intérieur. Faute d'avoir pu faire reculer Gaston Defferre, quelques patrons de la police parisienne cherchent à entraîner leurs troupes dans une douteuse chouannerie

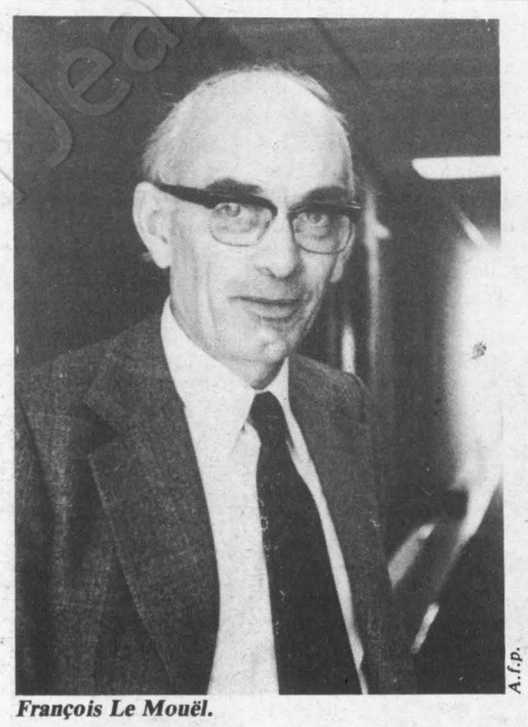
PAR PAUL LEDUC

C'EST donc l'épreuve de force. Comment en est-on arrivé à cette situation ? Lorsque Gaston Defferre convoque Marcel Leclerc, patron de la brigade criminelle, dans son bureau, le 19 février, pour lui proposer de prendre la tête du Service régional de la police judiciaire (S.r.p.j.) à Marseille, en accédant au grade de contrôleur général, l'offre n'a rien de négligeable. D'autant que le ministre de l'Intérieur entend faire de sa ville de Marseille un modèle de la lutte contre la délinquance. Il y a là une marque certaine d'estime et de confiance. Si le commissaire Leclerc tergiverse, puis décline l'offre, c'est d'abord sous l'effet de la surprise. Il s'attendait à être promu sous-directeur des affaires criminelles, c'est-à-dire adjoint du contrôleur général François Le Mouël, lui-même directeur de la police judiciaire à Paris. Les deux hommes se connaissent de longue date. Et depuis que François Le Mouël avait été promu à ce poste, en septembre dernier, par Gaston Defferre, il n'avait pas caché qu'il souhaitait prendre Marcel Leclerc comme bras droit.

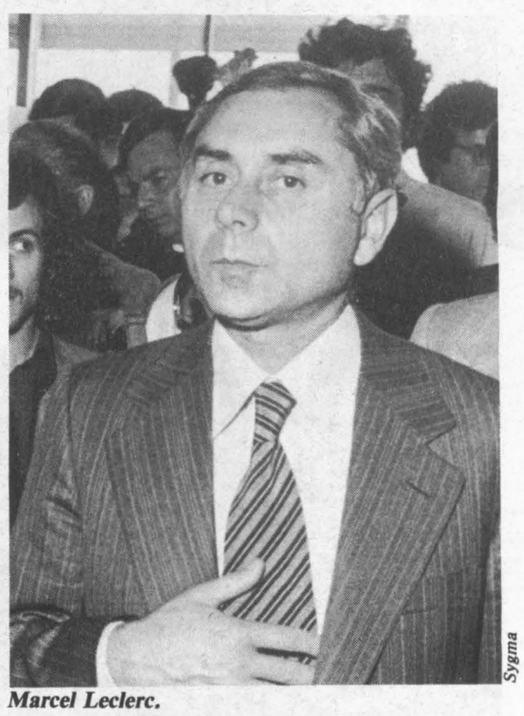



Sygma

Gaston Defferre.


A.f.p.

François Le Mouël.


Sygma

Marcel Leclerc.

En faisant un autre choix, le ministre de l'Intérieur provoque une levée de boucliers, se heurte au refus — ce qui était son droit — de Marcel Leclerc et à la décision de François Le Mouël d'être déchargé de ses fonctions où il a été remplacé dès mardi par Pierre Touraine avec comme adjoint André Solères.

Quel crime de lèse-majesté le ministre a-t-il commis ? Sans doute n'a-t-il pas respecté l'usage qui veut qu'avant de recevoir l'intéressé le ministre le fasse prévenir de sa nouvelle affectation. D'où la déconvenue de Marcel Leclerc, qui, apparemment fort porté sur le respect des us et coutumes, ne dissimule pas qu'en fin de compte il aurait sans doute accepté le poste à Marseille si le ministre y avait mis les formes habituelles.

La brusquerie de Defferre ne peut expliquer à elle seule la grogne des patrons de la P.j. parisienne. François Le Mouël est plus explicite dans sa déclaration de lundi après-midi. « Quelques individus sans scrupule, explique-t-il, appartenant à un syndicat majoritaire d'inspecteurs et qui se reconnaîtront d'eux-mêmes, ont décidé de soumettre à leur bon vouloir des nominations aux postes de responsabilité à la direction de la police judiciaire de la Préfecture de police. Leur entreprise a abouti à écarter le commissaire Leclerc d'un poste pour lequel sa nomination avait été proposée par l'ensemble de la hiérarchie. »

Au-delà du cas Leclerc, il s'agit donc bien, pour ladite hiérarchie, d'engager à travers le ministre une épreuve de force avec le Syndicat national autonome des inspecteurs en civil (S.n.a.p.c.) et la Fédération autonome des syndicats de police (F.a.s.p.) — représentant 80 % des personnels en tenue —, à laquelle il a adhéré l'an dernier.

En quelque sorte, la hiérarchie veut accréditer l'idée que le ministre aurait accédé à la volonté de ce syndicat de régler de vieux comptes. On peut tout d'abord se demander pourquoi la F.a.s.p. aurait des comptes à régler, si tant est que cette hypothèse soit la bonne.

L'époque n'est plus où l'harmonie régnait dans l'intersyndicale qui regroupait ponctuellement la F.a.s.p., le S.n.a.p.c. et le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale. Les commissaires ont pris leurs distances lorsque les deux autres organisations s'en sont pris à l'utilisation partisane de la police, trop souvent devenue la règle ces dernières années. La F.a.s.p. mais aussi la C.f.d.t.-police et la C.g.t.-police n'avaient pas ménagé leurs critiques à l'ancien ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet. Que dénonçaient ces organisations ? La priorité accordée à la répression et au maintien de l'ordre, les affaires du type 23 mars, la manière dont, de certains conflits sociaux, les grévistes étaient vidés manu militari des usines qu'ils occupaient, le développement excessif des contrôles d'identité qui s'apparentaient souvent à la chasse au faciès, les « opérations coup de poing » plus spectaculaires qu'efficaces, la multiplication des brigades spécialisées, par trop compromises dans des bavures, etc. En prenant avec courage position sur tous ces points, les syndicats de base ont fait l'objet de multiples mesures de rétorsion, pour ne pas dire d'une véritable répression. Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur ne ménageait pas ses efforts pour appuyer des syndicats maison, aux penchants d'extrême droite notoires. Sans grand succès...

Le débat sur la loi Sécurité et Liberté (loi Peyrefitte) n'a rien arrangé. F.a.s.p., C.f.d.t. et C.g.t. n'ont pas ménagé leurs critiques envers un texte menaçant gravement les libertés (par l'extension de la garde à vue et la législation des contrôles d'identité en particulier). Le Syndicat des commissaires dans le même temps affichait à l'inverse une attitude beaucoup plus favorable à la loi Peyrefitte.

A ces clivages s'ajoutaient d'autres frictions, liées au fonctionnement quotidien de la police. En butte au despotisme de certains patrons de service, les syndicats n'avaient pas l'oreille du ministre de l'Intérieur qui entretenait les meilleures relations avec la hérarchie. Et lorsque la F.a.s.p.

dénonçait le rôle peu exemplaire de la police dans les « affaires » et à l'occasion de certaines bavures, son isolement d'alors valait bien celui de ceux qui la dénoncent aujourd'hui. Le vent a tourné. On comprend mieux pourquoi la F.a.s.p. exigeait à la fin de l'été qu'il soit procédé à un sérieux coup de balai.

Peut-on pour autant considérer que Gaston Defferre a suivi la F.a.s.p. sur ce terrain ? Certes, des changements non négligeables sont intervenus ces mois derniers (voir « l'Unité » n° 458). Mais dès son arrivée Place Beauvau, le ministre de l'Intérieur a tapé du poing sur la table en annonçant qu'il ne procéderait à aucune chasse aux sorcières. Et il a tenu parole. Cela étant, si, comme le dit François Le Mouël, la hiérarchie propose, le ministre doit-il se sentir lié par les desiderata de celle-ci ? Telle n'est pas l'idée que se fait Gaston Defferre des responsabilités qui lui incombent.

« La morale de cette histoire est claire, indiquait lundi le ministre. Les directeurs et particulièrement ceux de la Préfecture de police avaient pris l'habitude de décider eux-mêmes de la carrière de leurs collaborateurs. Le ministre de l'Intérieur semblait là pour entériner. Je considère que c'est une mauvaise méthode. C'est le ministre qui a la responsabilité, ce ne sont pas les directeurs. C'est donc au ministre qu'il appartient de choisir et de décider... Toute autre conception ne peut mener qu'à des clans, à des coteries et en définitive au désordre. »

L'esprit de corps et l'affaire de Broglie

Tel est bien le problème de fond. Malgré l'unification de la Sûreté nationale et de la préfecture de police de Paris (P.p.) au sein de la police nationale, en 1966, la P.p. est restée une forteresse avec laquelle ont toujours composé les prédécesseurs de Defferre. Les nominations et promotions au sein de la P.p. ont toujours résulté d'une cooptation entérinée par le titulaire du portefeuille de la Place Beauvau. De sorte qu'il n'est pas exagéré de parler, comme Defferre, du danger qu'il y aurait à accepter le maintien de telles coteries. L'affaire de Broglie en a apporté une pénible démonstration, lorsque les responsables de divers services ont fait passer l'esprit de corps avant l'exigence de justice, en dissimulant des informations importantes aux magistrats.

En proposant à Marcel Leclerc une promotion en province — comme il l'avait fait auparavant avec le commissaire Lucien Aimé-Blanc nommé à Lille —, Gaston Defferre prenait ses responsabilités de ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il a voulu agir en douceur et se voit contraint, par une fronde de policiers qui serrent les coudes, de porter le fer dans la plaie. La hiérarchie de la police n'a pas intérêt à s'enfermer dans une attitude où elle fait passer les privilèges de quelques-uns avant sa mission au service du public. Quant à Marcel Leclerc, il va se retrouver dans un placard à l'Inspection générale de la police nationale (I.g.p.n.), tandis que François Le Mouël, policier aux qualités incontestées, renonce à continuer d'exercer ses talents. D'un simple malentendu au départ, la hiérarchie a choisi de faire un règlement de comptes politique. Sans doute avait-elle mal mesuré le rapport des forces en présence. Au demeurant, elle apporte la démonstration que, malgré diverses dénégations, la P.p. restait bien un Etat dans l'Etat. Une situation qu'il n'eût pas été raisonnable de subir plus longtemps. ●

Aux anciens abonnés de « Combat socialiste »

Les anciens abonnés de « Combat socialiste » à qui, depuis le mois d'octobre, nous adressons chaque semaine « l'Unité » en compensation du préjudice subi lors de l'arrêt du quotidien, reçoivent actuellement une lettre personnelle dans laquelle nous leur demandons de soucrire un abonnement à notre hebdomadaire. Il nous est, en effet, impossible de continuer à leur servir celui-ci sans contrepartie, comme nous l'avons fait pendant six mois. Compte tenu des conditions particulières que nous leur offrons, nous voulons croire qu'ils répondront très vite à notre appel. S'ils ont pris intérêt à la lecture régulière de « l'Unité » qu'ils ne connaissaient pas auparavant, nous ne doutons pas, en effet, qu'ils voudront nous aider à développer et à améliorer un journal qui demeure le seul moyen d'expression d'audience nationale du P.s. et dont la présence, face à la presse déchaînée contre le gouvernement de la gauche, est à l'évidence plus nécessaire que jamais. D'avance, nous les remercions de leur concours. ●

Comme un vol de gerfauts...

René Lucet se donne la mort le 4 mars. A partir de là chacun aurait mieux fait de se taire. Au lieu de cela, les charognards ont exploité ce suicide sans vergogne. Michèle Kespi revient sur la chronologie des faits

PAR MICHELE KESPI

L'IGNOBLE exploitation politique qui a été faite du suicide de René Lucet, ce directeur général de la Caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône, ne doit pas conduire à oublier les faits. Et si Nicole Questiaux s'est tue jusqu'à mardi 9 mars, date de l'enterrement de René Lucet, c'est par un souci de décence vis-à-vis de l'entourage du mort qui devrait sembler évident. Malgré les attaques les plus basses dont elle a été l'objet, le ministre de la Solidarité a adopté la seule attitude digne en l'occurrence : le silence et le calme. Cela a alimenté encore plus le grand air de la calomnie : le ministre n'aurait pas d'arguments sérieux étayant la mesure de retrait d'agrément prise à l'encontre de ce directeur. Etc, etc.

Ses appels au calme n'ont pas eu plus d'effet que ceux de Pierre Mauroy, qui déclarait, dès le 5 mars : « Je vois bien quelle exploitation trop rapide on fait de ce suicide. Quand quelqu'un choisit de se donner la mort, ce qui reste une interrogation douloureuse pour ceux qui restent..., je pense qu'il y a une certaine décence à garder le silence... Le gouvernement s'en tient aux déclarations du ministère de la Solidarité nationale. »

Le mercredi 10 mars, c'est toujours avec dignité que Nicole Questiaux s'est exprimée dans un communiqué : « En tant que ministre de la Solidarité nationale, responsable de la gestion d'un grand service public, la Sécurité sociale, je suis amenée à acomplir certains actes d'autorité. Telle est ma responsabilité. Je le fais dans l'intérêt du service public et de sa bonne marche. Je ne me suis pas exprimée plus tôt dans l'affaire de Marseille malgré les attaques dont j'ai été l'objet, par décence et respect de la mort. Je déplore profondément ce drame. Je tiens cependant à dire que j'assume pleinement la responsabilité que j'ai prise en retirant l'agrément de Monsieur Lucet en raison de sa manière de servir et sur la base d'un rapport parfaitement explicite de l'Inspection générale des affaires sociales. Monsieur Lucet a pu s'expliquer et ses réponses ne m'ont pas convaincue. L'occupation de la caisse par ses partisans et par le directeur pourtant suspendu de ses fonctions ne pouvait être admise. Ces faits ont rendu inévitable le retrait de l'agrément de Monsieur Lucet auquel j'ai procédé le 2 mars. J'ajoute que ce retrait n'empêchait nullement une nouvelle affectation pour Monsieur Lucet qui devait être reçu à mon cabinet le 5 mars. Je comprends l'émotion. Je ne puis accepter l'exploitation sans scrupules qui en a été faite pour des motifs politiques évidents. Elle n'atteindra pas la sérénité et la volonté de progrès du service public de la Sécurité sociale que je défendrai en toutes circonstances. »

Il convient maintenant de rétablir une chronologie des faits. Oui, contraitement à ce qui a été écrit ici ou là, René Lucet a eu les moyens de se défendre. Non, il n'a pas été la victime d'un complot où Nicole Questiaux, comme l'ont titré sans vergogne certains journaux, aurait livré « la Sécurité sociale à la C.g.t. » !

La C.g.t., il faut le rappeler, n'était pas la seule à se plaindre de méthodes de direction de ce directeur de caisse. La C.f.d.t. aussi n'appréciait pas ses conceptions très personnelles de l'autorité. Dans un communiqué daté du 25 février, la fédération C.f.d.t. du personnel de la Sécurité sociale écrivait, à propos de René Lucet : « Sa conception des relations humaines a été jusqu'à créer un service où des individus fichés au banditisme circulaient librement dans l'entreprise pour contrôler et surveiller le personnel. » Des membres de son propre syndicat, F.o., s'étaient également élevés contre des décisions arbitraires. Les syndicats de gauche étaient d'accord pour lui reprocher « la chasse aux sorcières » parmi



Sygma

René Lucet pendant l'occupation de la caisse des Bouches-du-Rhône.

les délégués syndicaux qui s'opposaient à lui, en procédant à des mutations dont le caractère professionnel ne semblait pas toujours évident.

René Lucet n'a-t-il pas également enfreint l'obligation de réserve en envoyant, dès sa nomination à Marseille, en janvier 1981, une lettre personnelle à chacun des trois mille trois cents employés de la caisse, sous franchise de la Sécurité sociale. Lettre où il ne cachait nullement ni ses options gaullistes (n'oublions pas qu'il fut appelé à sa fonction sous Giscard), ni son anti communisme et anti cégétisme en des termes que l'on ne peut qualifier d'impartiaux...

Et puis, des plaintes étaient arrivées, concernant des anomalies de gestion. En novembre et en décembre 1981, l'Inspection générale des services entreprend une enquête. Les trois inspecteurs qui en sont chargé déposent leur rapport le 10 décembre. Le compte frais de missions et réceptions « se trouverait multiplié par 33 en 1978 et 1981 ». De son examen, les inspecteurs concluent à « une répartition très particulière ». Il est opportun de « mettre en cause » certaines responsabilités : « Celles du directeur général, ordonnateur des dépenses qui non seulement est responsable directement d'abus manifestes, mais encore a couvert de son autorité les fraudes commises par des agents de la caisse... »

Par ailleurs, notent les inspecteurs, « le jour même de son arrivée à la caisse, le directeur engage quatre personnes comme chauffeurs qui sont promues très rapidement attachés de secrétariat », dans des conditions pour le moins bizarres : ils jouent plutôt le rôle de « garde du corps » et se seraient livrés, avec l'assentiment de René Lucet, à des fraudes pour des remboursements de frais importants. L'Inspection générale a relevé ces irrégularités signalant que les intéressés « ont fréquemment demandé et obtenu pour un même jour le remboursement de factures d'indemnités forfaitaires et de factures de restauration : l'impossibilité d'être simultanément à Marseille et en déplacement est bien révélatrice du caractère frauduleux de ces opérations ».

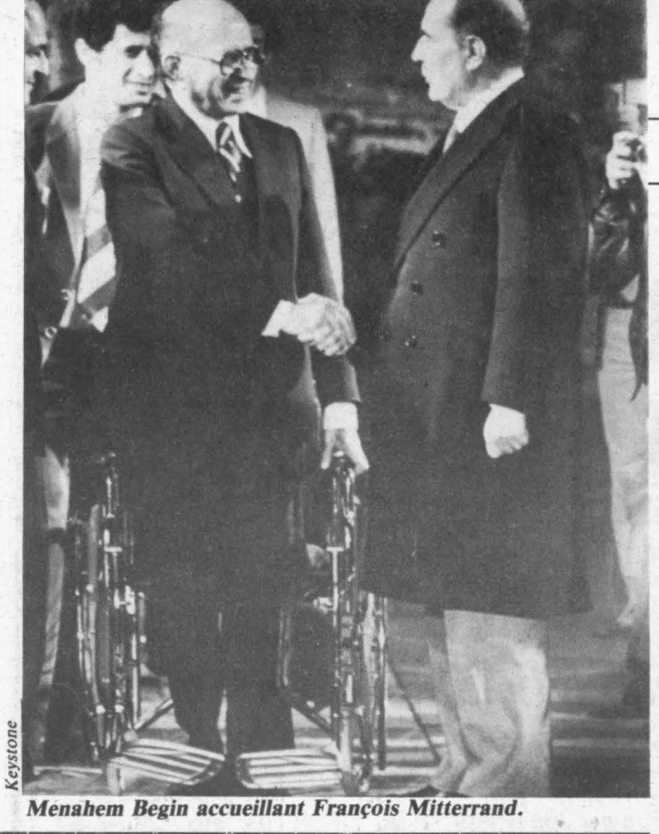
Le moins que l'on puisse dire est que Nicole Questiaux n'a pas agi à la légère : entre la remise de ce rapport, et sa décision, il s'écoule deux mois. Ce n'est que le 12 février 1982 qu'elle notifie à René Lucet qu'une procédure de retrait d'agrément est engagée en lui donnant quinze jours pour se défendre. Cette procédure est normale : les directeurs de caisse, nommés par le conseil d'administration, doivent en effet avoir l'agrément du ministre chargé de la tutelle des organismes de la Sécurité sociale. Le ministre dispose du pouvoir de retirer son agrément après avoir provoqué les explications du conseil d'administration et de l'intéressé. Cette mesure interdit alors d'exercer les fonctions de directeur pour lesquelles l'agrément avait été donné. Elle n'implique pas obligatoirement de poursuites disciplinaires, et tous les droits acquis sont respectés. Le ministère envisageait d'ailleurs d'affecter René Lucet à un autre organisme de Sécurité sociale.

Informé du début de la procédure, René Lucet réagit en termes vigoureux. Le malaise à l'intérieur de la caisse n'existe pas. La lettre mensuelle ? Il l'estime « originale et fort bien rédigée... un document novateur à plus d'un titre ». Les inspecteurs de la mission de contrôle sont même accusés d'incitation à la délation, de menaces, de chantage. Pour lui, aucun doute : on s'acharne à lui nuire, on le jette en pâture aux communistes. Il écrit au ministre en termes passionnels : cette sanction lui fait connaître un « sentiment nouveau, celui que mes parents et mes alliés, dont certains sont morts pour la France, on dû éprouver lorsqu'ils sont entrés dans la Résistance ». Son ton est celui de ses lettres aux assurés où il écrivait : « Avis aux amateurs. Pour que je sois battu définitivement, il faudra que je sois mort. »

Le 23 février, une mesure de suspension permettant de confier l'intérim au directeur adjoint intervient. Il s'agit de calmer les esprits. Contre toute attente, le siège de la caisse est alors « occupé » par René Lucet et certains éléments du personnel. L'accès en est interdit au reste des employés et au public. Les imprimés de « pré-décompte », outil nécessaire au travail, sont retirés des centres de paiement la nuit du dimanche 25. Par la suite, des archives seront emportées du siège, à destination inconnue. Curieuse conception du service public. Preuve aussi d'une fragilité psychologique. Et si l'on ne peut jamais connaître les multiples raisons qui poussent un homme à se donner la mort — qui oserait se permettre d'en juger ? — on se demande pourquoi André Bergeron, son ami de vieille date, ne l'a pas retenu dans cette action d'insubordination sans issue, avant de décider quand même, le 3 mars, de lui conseiller l'évacuation de la caisse.

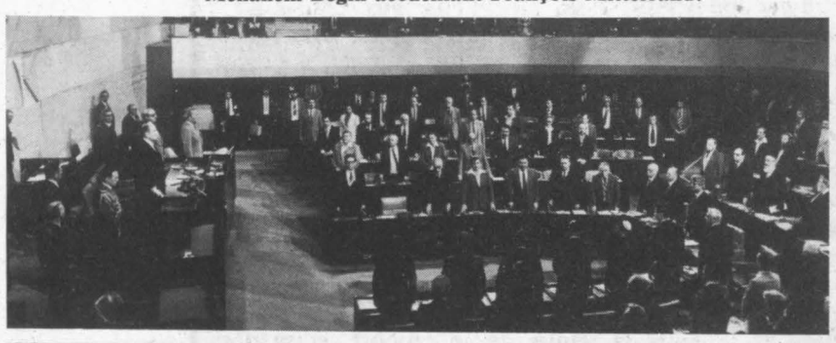
A partir de là, la situation était en voie de règlement. Le ministère acceptait que René Lucet soit reçu au cabinet le vendredi 5 mars. Ce contact devait permettre d'examiner les conséquences à tirer pour sa carrière personnelle, qui n'aurait eu d'autre portée qu'une mutation.

René Lucet s'est donné la mort le 4 mars. A partir de là, chacun aurait mieux fait de se taire. Quel que soit l'enjeu des prochaines élections dans les caisses de Sécurité sociale, nul ne devrait se permettre d'utiliser une affaire à la fois délicate et dramatique à des fins partisanes. Le Premier ministre a d'ailleurs dit clairement que la Sécurité sociale doit rester au service de tous les Français : « Le gouvernement veillera à ce qu'elle ne devienne ni un enjeu ni un champ clos de luttes. » ●



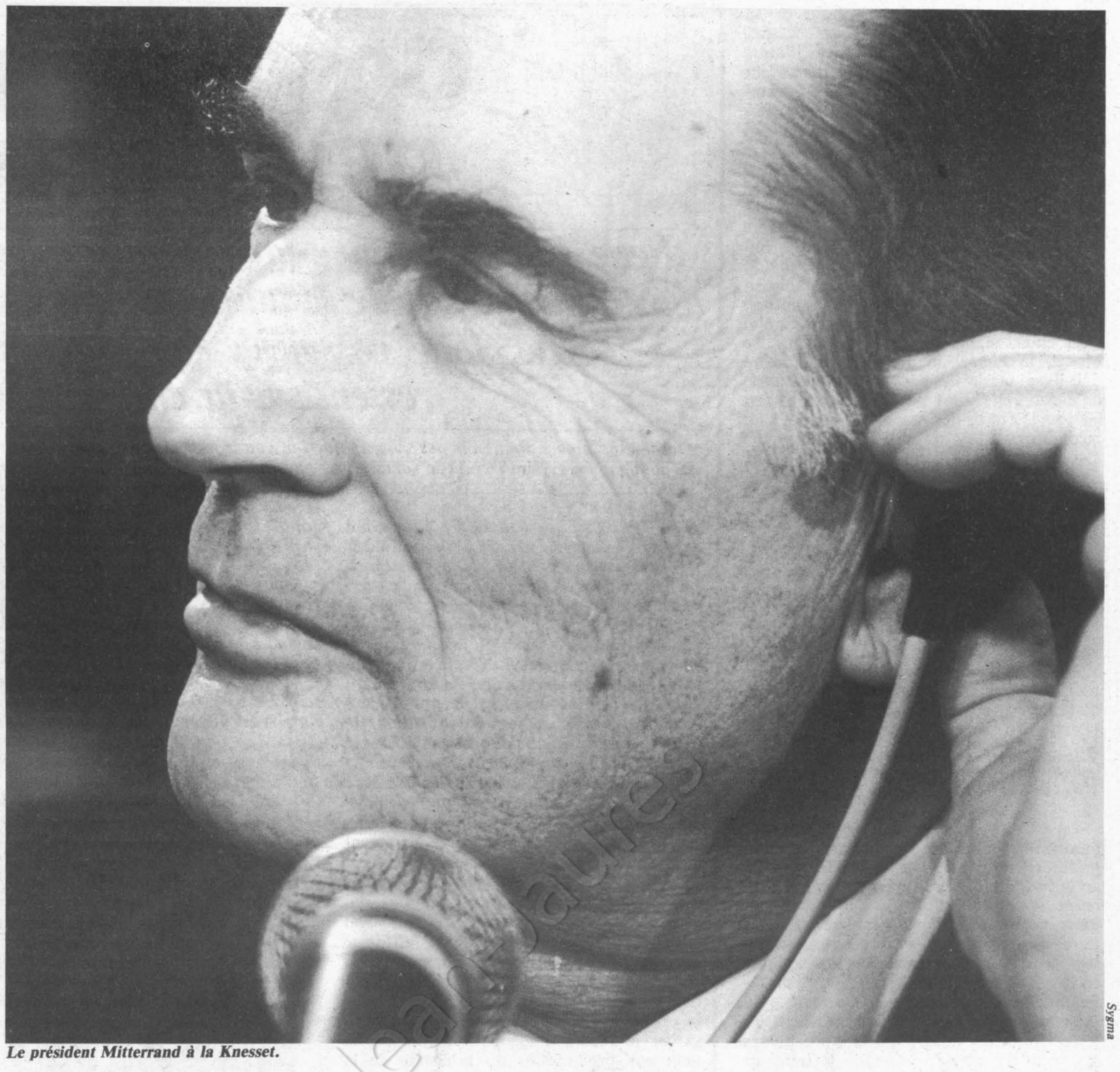
Keystone

Menahem Begin accueillant François Mitterrand.





Claude Cheysson recevant les maires palestiniens.



Sygma

Le président Mitterrand à la Knesset.

LE VOYAGE DE FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAËL

Quand le courage paie

La franchise rugueuse des premières réactions ne doit pas cacher l'essentiel : le discours de Mitterrand à Jérusalem aura -a déjà- des retombées positives

PAR GUY PERRIMOND

(de notre envoyé spécial)

UN voyage utile. Une fois la pression de l'actualité retombée, avec ses passions, ses pressions, ses manipulations, que reste-t-il du voyage en Israël du président de la République ?

D'abord son utilité. Car pour les Israéliens, les Palestiniens, l'ensemble du monde arabe et une bonne part des peuples méditerranéens ce voyage, qui fut qualifié parfois de « voyage tous risques », est une étape importante sur le chemin de la paix.

Certes la France n'a ni le goût ni la vocation de régler les problèmes des autres et personne n'attendait d'elle qu'elle le fasse. François Mitterrand n'est pas allé en Israël pour proposer une solution, la sienne, toute prête, bien ficelée, « une paix en kit », dirait un publicitaire. Les enjeux et les possibilités de ce voyage étaient ailleurs.

Il fallait tout d'abord rappeler aux Israéliens — et pas seulement aux hommes politiques — que leur pays n'était pas solitaire, dédaigné de tous. Que leur droit à exister n'était pas seulement inscrit sur le papier de multiples déclarations. En un mot qu'il ne convenait pas de pratiquer — pour survivre — la fuite en avant. Car rien n'est pire pour un peuple qu'un isolement prolongé : vient la méfiance, le refus de tout dialogue, de toute nouveauté. L'évolution se fige, l'histoire aussi. Rappeler une amitié, les intérêts communs, trouver les mots pour que chacun comprenne qu'au-delà de la diplomatie les discours étaient « vrais », tout cela était nécessaire, mais n'était qu'une étape.

Expliquer, de la tribune de la Knesset, que le droit s'applique à tous « ce qui pour les Palestiniens peut signifier un Etat », expliquer que l'O.l.p. n'est pas une « prétendue organisation », que les combattants devront un jour s'asseoir à une table de conférence, rappeler que le dialogue « suppose la reconnaissance préalable mutuelle », bref dire là-bas ce qui se dit ailleurs depuis fort longtemps n'est pas simplement de la répétition.

C'est rendre réel, possible ce qui la veille était encore hérésie. C'est banaliser, rendre plus évident le poids des mythes. Et il était important qu'un « ami » vienne rendre ce service aux Israéliens. Et aux Palestiniens. Car, s'il n'existe pas de miracle en politique, il est nécessaire qu'Israéliens et Palestiniens comprennent l'intérêt qu'ils ont à résoudre, entre eux, le conflit actuel. A moins de vouloir que les grandes puissances ne le règlent un jour en fonction de leurs intérêts. C'est-à-dire ne le règlent pas !

Avec le temps les retombées d'une telle « banalisation » seront importantes. Personne ne s'y est trompé, ni à Jérusalem ni dans le monde arabe. Et la franchise rugueuse des premières réactions ne doit pas cacher l'essentiel : les responsables politiques israéliens ou palestiniens ne pouvaient pas sur un seul discours modifier, radicalement, leurs positions. Il faudra du temps, de longues évolutions — espérons-les, pour tous, pas trop lentes — pour que la raison fasse son chemin, que l'intérêt commun prenne le dessus, que des adversaires deviennent les protagonistes d'une crise à régler.



A.f.p.

Le président au Mémorial juif.



Sygma

Le président et Danielle Mitterrand attendant leurs invités au King David Hôtel.

Pour cela les réactions des deux peuples compteront. Celles des Israéliens qui ont entendu un « ami » leur dire qu'une négociation était possible, que le danger principal n'étaient pas là où ils pensent le percevoir. Celles des Palestiniens qui ont appris qu'un responsable politique de premier plan, dont le pays n'a pas d'intérêt direct dans la région, a rappelé « aux autres » les droits — et les devoirs — communs.

Cette politique du symbole est d'ailleurs la seule possible. Depuis trente ans tout a été essayé. La force, souvent, le refus, toujours. Les « amis », de part et d'autre, ont soutenu l'un ou l'autre. On a accumulé dans la région assez d'armes pour que la notion de « sécurité » perde son sens. Construit des barrières mentales aussi solides que les meilleures lignes de défense militaire. On a bloqué les évolutions, freiné le développement — en dehors de la rente pétrolière cette zone serait une des plus pauvres du monde —, placé les enjeux nationaux et sociaux dans la logique des rapports Est-Ouest, quasiment détruit un pays comme le Liban. On a dispersé des familles, on en a militarisé d'autres. Que reste-t-il à tenter si ce n'est l'essentiel, la politique du symbole, pour rappeler aux uns et aux autres où se trouvait l'issue ? C'est à cela que la France s'est attachée, tenant à tous le même langage, soucieuse de ne pas rester muette, ce qui pour des responsables à courte vue serait plus confortable.

C'est à partir de là que peut se mesurer l'utilité du voyage. Nombreux sont ceux qui par ces temps de crise doutent du « poids de la parole ». C'est oublier les raisons de bien des évolutions et surtout, en Israël et dans le monde arabe, la présence écrasante du Verbe. Terre de textes sacrés, cette région du monde prouve quotidiennement à quelle source — les religions — l'idéologie s'abreuve. Et la permanence du verbe dans les actes politiques. S'il était une zone où l'on puisse espérer que la parole échangée — surtout publiquement — pèse lourd c'est bien celle-là ! Dès lors les réactions enregistrées au cours du voyage prennent un autre sens. A Jérusalem, il y avait tout à la fois un sentiment de reconnaissance, la France venant rappeler le droit d'Israël à vivre. Il y avait, chez certains officiels, les aspérités de vocabu-

laire habituel, mais nombreux étaient ceux qui parlaient de la « banalisation » du problème palestinien. Et dans les capitales arabes ou à l'O.l.p., il semble bien que les « aspérités » de langage ne dureront pas. La discrétion des uns et des autres laisse penser que ce voyage a été beaucoup moins mal reçu qu'il n'y paraît.

Restent les relations bilatérales. Après de longues années d'un déséquilibre qui n'a en rien aidé à avancer vers la paix, la France va donc rééquilibrer ses relations. Le monde arabe sait le prix que la France attache aux rapports économiques qui ont été tissés aux fils des ans, aux rapports politiques nouveaux bâtis depuis mai dernier. L'Algérie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite peuvent en témoigner. Mais à Paris on sait que si l'on ne veut pas limiter les échanges au plan mercantile, il faut que la France tisse avec Israël les mêmes liens. Quitte à ce qu'avec les uns et les autres, ponctuellement, des points de désaccord surgissent. L'importante délégation ministérielle qui accompagnait le président de la République témoigne des efforts faits en ce sens. Le jeudi soir à la fin des entretiens officiels, un membre de la délégation française m'a dit : « C'est très positif. » Je le connais assez pour savoir que ce n'était que la vérité. Vendredi c'est un Israélien qui prononçait les mêmes mots. Rentré à Paris, j'ai rencontré des amis arabes. Derrière la prudence — logique — la même réaction. Le pari de François Mitterrand avait été gagné. Le bilan est simple : les relations franco-isréaliennes seront, enfin, normales. Les relations franco-arabes ne seront pas affectées par ce rééquilibrage. Et les rapports entre Israéliens et Palestiniens pourront, à terme, être modifiés. Qui a dit que le courage ne payait pas ?

Ce que Mitterrand va dire à Reagan

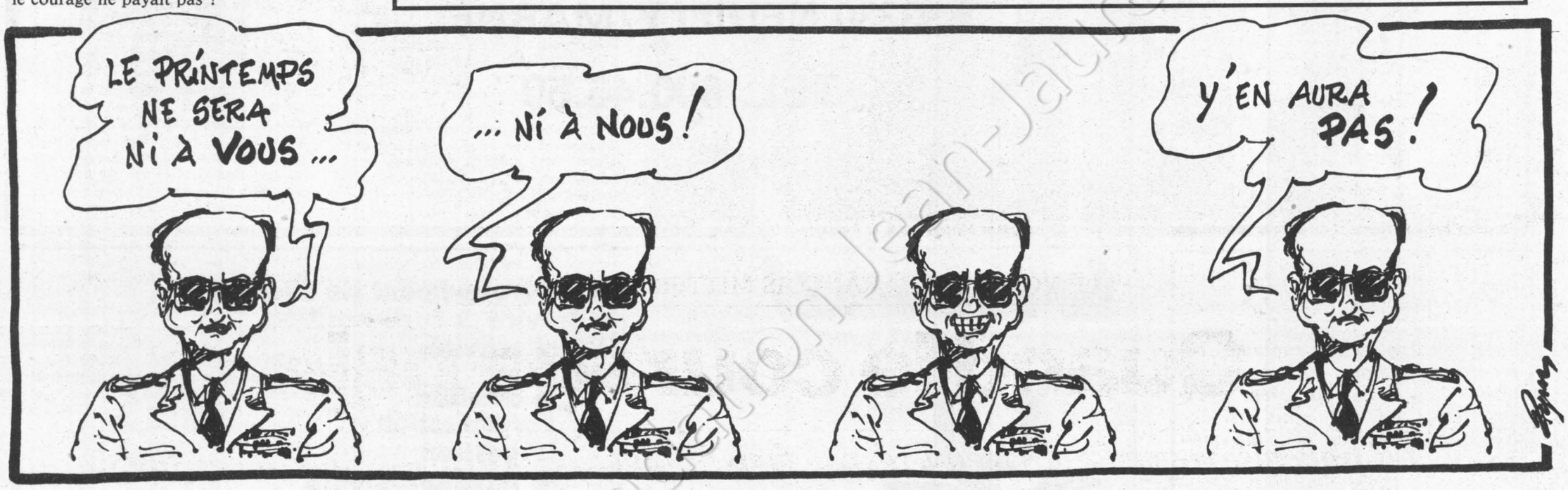
FAIRE en sorte que Washington comprenne. Le voyage que François Mitterrand fait ce vendredi à Washington peut se résumer ainsi. Face à une Amérique indifférente aux conséquences de sa politique économique, il fallait que l'Europe fasse entendre sa voix. Dans un premier temps il y a donc eu les rencontres franco-allemande et franco-italienne. Le résultat en est connu. Et la suite logique de ces discussions, de l'accord réalisé, c'est le bref voyage entrepris par le président de la République. Car il est urgent qu'aux Etats-Unis on comprenne que l'on ne peut pas, tout à la fois, compter sur ses alliés et ne pas tenir compte d'eux. Il est urgent que Washington prenne la mesure des dangers que fait courir à l'Europe sa politique monétaire. Avant le sommet des pays industrialisés qui se tiendra à Versailles au mois de juin il était nécessaire que les pays européens concernés préviennent les Etats-Unis : ils ne peuvent pas accepter la guerre économique qui leur est faite. Et surtout ils ne peuvent pas l'accepter tout en restant fidèles à l'autre versant de l'alliance.

L'exemple français est simple. La balance commerciale s'améliore : un taux de couverture de 88 % en janvier 1982 contre 83 % en janvier 1981. Les grands contrats conclus à l'étranger sont en hausse (plus 30 %) malgré un recul des commandes militaires. La consommation populaire a repris, la production à son tour démarre. Une inflation enfin maintenue. Or, malgré cela, la relance hésite. Les raisons sont connues, dont la principale réside dans les taux d'intérêts. Or lorsque le taux de base pratiqué outre-Atlantique est de 16 %, lorsque les milieux financiers savent que la Banque fédérale, malgré un assouplissement passager, est toujours partisane de fermeté en ce domaine, il est évident que le dollar redevient, demeure une monnaie recherchée. Donc chère. Ce qui explique les taux atteints, plus de 6 F et plus de 2,35 D.m. Dès lors les pays européens ne peuvent pas descendre leur taux trop bas, trop vite. Sous peine de voir les capitaux flottants être transférés séance tenante en dollars. Et, conséquence, leur monnaie chuter. Mais maintenir des taux d'intérêt élevés a un inconvénient évident : le crédit demeure trop cher pour les entreprises et les particuliers. Et la relance, comme le rêve... peut passer.

A cela il existe quelques remèdes. Hexagonaux pour quelques-uns, européens pour d'autres. Il y a la possibilité de prêts bonifiés, celle d'emprunts européens pour favoriser les investissements et les grands programmes industriels. Puis, en réponse aux Etats-Unis il peut y avoir des politiques économiques moins souples. Bref répondre sur le même terrain, tenir tête. Ce ne sera pas simple, mais possible.

Avant d'en arriver là, on peut espérer expliquer aux Américains les conséquences de leur politique. En effet, cette superpuissance n'a pas l'habitude d'étudier les conséquences que ses décisions font peser sur les autres. Son espace économique c'est d'abord son territoire, le commerce extérieur pèse peu ; et l'unique monnaie de référence étant la monnaie intérieure, le dollar, ses variations n'ont que peu de sens pour les Américains. Leur faire comprendre que tenir compte du monde extérieur est pour eux une nécessité est peut-être possible. Ou leur montrer que la lutte contre le chômage a autant si ce n'est plus d'importance que la lutte contre l'inflation, à moins de souhaiter que les sociétés occidentales ne se défassent, implosent.

C'est d'abord de tout cela qu'il sera question entre Mitterrand et Reagan, avant que ne soient abordées des questions plus politiques, par exemple la situation en Amérique Centrale. Afin que le sommet de juin soit utile et profitable. A tous. ***G.P.***



NORMALISATION

Dans la Pologne de "l'après-guerre"

PAR JEAN OFFREDO

TROIS mois déjà, 13 décembre 1981 - 13 mars 1982, que la Pologne vit en état de siège et sous un régime militaro-policier. Force est de constater qu'elle apparaît aujourd'hui aux yeux des observateurs comme un pays aux perspectives incertaines.

Du côté du pouvoir, le fait récent, majeur, est la résurrection, certes encore timide, du Parti ouvrier unifié polonais, inexistant depuis le coup d'Etat. D'autant plus inexistant d'ailleurs que c'est essentiellement l'état de déliquescence dans lequel il était tombé qui aura finalement poussé le Kremlin à faire intervenir les seuls corps encore organisés dans l'Etat polonais, l'armée et la police. Comme si Moscou voulait faire une répétition générale de ce qu'il faudra exécuter bientôt en U.r.s.s...

Mais ce parti reste toujours divisé, comme avant le 13 décembre. Et il a fallu de nombreuses heures à la fin du dernier plenum pour que les « durs » autour d'Albin Siwak s'entendent avec les « pragmatistes » autour de Mieczyslaw Nakowski, l'ombre civile du général Jaruzelski.

La priorité accordée actuellement par le gouvernement polonais aux questions économiques est méritoire. Toutefois la situation reste gelée : à l'intérieur, la relance tarde à venir ; à l'extérieur, ou bien on attend de voir — à l'Ouest —, ou bien on appuie — à l'Est —, mais avec quelles contreparties ?

Par ailleurs la crédibilité du gouvernement est évidemment réduite à néant. Pour les Polonais, en particulier les jeunes, le 13 décembre a représenté vraiment un coup profond contre la nation, une forme de trahison : la guerre, en un mot. « Avant la guerre », « après la guerre » : jusqu'à maintenant on utilisait ces expressions pour parler de 1939-1945 ; maintenant la date charnière est et restera le 13 décembre 1981. Cela est capital : c'est toute une génération polonaise qui se crée sa nouvelle mémoire collective avec sa guerre et sa résistance.

Du côté de Solidarité, c'est la rude vie de la clandestinité. Paradoxalement le syndicat de Lech Walesa n'a toujours pas été dissous, mais il ne faut pas se faire d'illusion, c'est tout comme. On n'en parle plus, ni dans la presse, ni à la radio, ni dans les discours officiels. Il faut être conscient que l'on est revenu en Pologne, quoi qu'en dise le pouvoir, à la situation d'avant août 1980. Il suffit de lire le projet de loi syndicale pour s'en rendre compte.

Des tracts, des libelles circulent, entretenant toujours la flamme de la résistance. Au risque d'un lourd prix à payer : entre trois et dix ans de prison et de privation de droits civiques. Il est clair qu'une forme nouvelle de syndicalisme est en train de se créer dans cette Pologne de l'après-guerre. Que ce soit dans la clandestinité, dans la non-violence active pratiquée dans les entreprises, ou dans l'exil intérieur où se sont réfugiés la majeure partie des Polonais, se forgent des esprits nouveaux, des personnalités nouvelles avec lesquelles le pouvoir devra compter — dans trois semaines ou dans trois ans —, car on ne bafoue pas impunément les consciences. Comme me le disait récemment un Polonais, pourtant haut placé : « Vous savez, en Pologne, on en est aujourd'hui à 1955... Le pire n'est peut-être pas encore arrivé. »

De fait, nombreux sont les Polonais qui craignent, qui redoutent une explosion soudaine de colère d'autant que la vie quotidienne s'alourdit et que des témoignages me sont parvenus de bagarres entre Polonais pour obtenir à manger.

Le général Jaruzelski risque d'être placé rapidement devant une redoutable échéance : ou il « libéralise » le système policier mis en place le 13 décembre et tente effectivement d'être un Kadar polonais ; ou il réprime plus fort sous la pression — voire la provocation — des « durs » du Parti et de la milice, et il risque vraiment maintenant la guerre civile. Cette fameuse guerre civile dont le danger imminent aurait justifié le coup du 13 décembre. C'est au contraire maintenant que les Polonais en évoquent le spectre tout en espérant que l'on n'arrivera pas là.

Cette même crainte emplit l'esprit du primat de Pologne, Mgr Glemp, et des évêques polonais. C'est aussi pour en arrêter le développement et redonner aux Polonais confiance en eux-mêmes que Jean-Paul II vient de rappeler très fort sa volonté de se rendre au mois d'août à Czestockowa, pour le 600e anniversaire de la Vierge Noire. Mais l'Eglise de Pologne, en première ligne désormais du combat pour les droits de l'homme et seul espace de liberté en Pologne, légitimé par le peuple, subit aussi des attaques. Les unes insidieuses — on photographie quasi ouvertement les personnes entrant dans certains archevêchés considérés comme particulièrement « en pointe » —, les autres plus directes comme cette condamnation d'un prêtre à plusieurs années de prison pour « propos injurieux à l'égard de l'Etat » et cette arrestation d'un autre prêtre à Varsovie en laquelle on voit une provocation, un ballon d'essai pour tester la capacité de résistance de l'Eglise polonaise.

Si le primat de Pologne rencontre prochainement le général Jaruzelski, gageons qu'outre l'annonce du voyage prochain du pape, il lui dira : « Ne touchez pas à l'Eglise, sinon nous ne répondons de rien. » Puis ajoutera : « Levez l'état de siège, libérez les détenus et nous accepterons de discuter avec vous sur l'avenir de la Pologne, afin de sauver le pays. »

Mais de là à passer aux actes... Aujourd'hui, c'est un fait, le pouvoir se renforce. Dans les administrations et les entreprises, on épure et on licencie ; dans les écoles et les universités, on reprend en main.

Mais tel un Gulliver empêtré, le général Jaruzelski semble paralysé. Alors que là où il est, Lech Walesa, détenu et sans pouvoir, est devenu le symbole de la résistance, celle avec laquelle tous les pouvoirs qui ont existé en Pologne, imposés de l'extérieur ou nés de l'intérieur, ont été toujours obligés de compter. La plupart en sont d'ailleurs morts. ●

SEPUR

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

Nettoiement de voies publiques et privées
Assainissement et hygiène publique

184, rue Paul Thomoux
93330 NEUILLY/MARNE

TEL. 300.46.50

156—30

Grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité *10, rue de Solférino 75007 PARIS*

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* *abonnement d'un an (230 F)* ☐ * *abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

cinéma
QUATRE-VINGT-DEUX

N° 279 • MARS

entretiens avec
MIOU MIOU
GEORGES CUKOR
ARTHUR PENN

dossier-auteur
JEAN-PIERRE MOCKY

l'analyse de
L'ETRANGE M. VICTOR

●

Tous les films du cinéma et de la télé

●

LE CINEMA POUR ENFANT

●

Tous les festivals

en vente partout
et 7, rue Cadet, Paris 9e

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Grands Reporters :* Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; *Rédaction ;* Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédéri que de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. *Imprimerie* E.T.C. 76190 Yvetot.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Politique internationale

PAR GILBERT SANS

Guatemala : rien de changé sous le soleil de la dictature

Stabilité des mœurs électorales au Guatemala : la fraude et la répression ont régné en maître sur le scrutin du 7 mars ; le candidat officiel de l'armée arrive, pour l'instant, en tête avec 37 % de voix alors qu'un peu plus de la moitié des urnes ont été « dépouillées ».

Aucun observateur ne se risque actuellement à prédire quand ce « dépouillement » prendra fin. Les autres candidats ont d'ores et déjà demandé l'annulation des élections pour cause de fraude généralisée, et l'organisation d'un nouveau scrutin dans les soixante jours. L'officiel général Guevara a fait savoir qu'il était disposé à discuter de tous les cas contestés avec les malheureux candidats. On en est là.

Rappelons que, depuis l'établissement de la constitution de 1965, un seul civil a réussi à devenir président, lors des premières élections de 1966, et encore était-ce sous contrôle militaire. Face à cette situation, le taux d'abstention ne faisait que progresser pour atteindre 68 % en 1978. Calcul effectué, il ressort — par exemple — que le président sortant n'avait été élu que par... 8,6 % des électeurs ! Le cycle électoral rituel, en permanente compagnie de la répression et de la fraude, en éloignait progressivement la population. Démocrates et partis politiques étaient impitoyablement éliminés, y compris par l'assassinat de dirigeants.

Dimanche dernier, tous les candidats étaient de droite avec chacun sa « nuance » et sa « sensibilité ». Par exemple, l'un était le candidat officiel de l'armée, l'autre celui des grands propriétaires fonciers, etc.

La participation électorale au scrutin serait d'environ 50 %, ce qui est beaucoup plus que d'habitude. Il faut évidemment savoir que le vote a été rendu obligatoire au Guatemala. Les électeurs ont été littéralement réquisitionnés. Toute la journée de dimanche on a vu des camions de l'armée, chargés à craquer, conduisant — sous bonne garde — les paysans aux urnes. Dans tout le pays, il n'existe pratiquement pas d'isoloirs. Rien de changé sous le soleil guatémaltèque et la vieille expression populaire parlant des « urnes miraculées » demeure plus que jamais d'actualité.

Ces élections ne constituent véritablement qu'un simulacre de démocratie. L'ensemble de la gauche guatémaltèque a eu, à l'évidence, raison d'appeler au boycott du scrutin. Avec elle, l'opinion internationale dénoncera sans nuance cette sinistre farce.

En 1981 au Guatemala, l'armée, les forces de répression et les organisations terroristes parallèles ont assassiné plus de dix mille personnes.

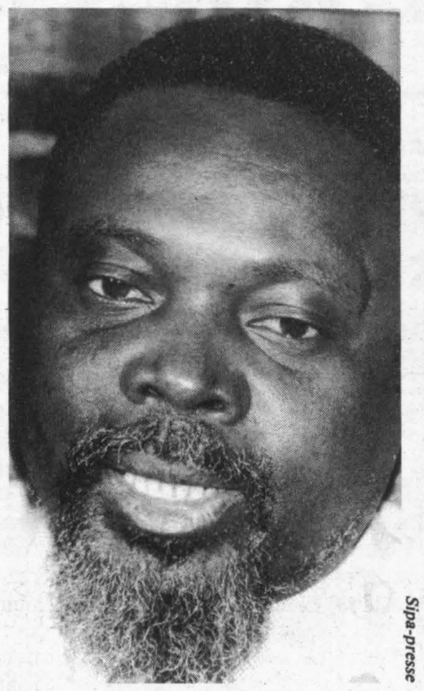
Centrafrique : les aventures abracadabrantes d'Ange Patasse

Tentative de coup d'Etat, manipulation, épisode abracadabrant de la guérilla politique que se mènent les divers responsables centrafricains ? Une semaine après l'épisode tragi-comique de Bangui la question demeure. Ange Patasse, après avoir passé cinq mois à Paris, n'a pas hésité à se lancer dans une aventure dont on comprend mal les motifs. Et, logiquement, il a échoué !

Depuis l'arrivée au pouvoir du général Kolingba, le Centrafrique avait retrouvé un minimum de calme. Avec l'aide internationale on pouvait espérer que ce pays panse ses blessures. Les leaders des différentes tendances politiques avaient pu « rentrer au pays ». Certains, tel Abel Goumba, avaient choisi un travail dans l'appareil d'Etat — Goumba comme recteur de l'Université, poste sensible s'il en est — d'autres, tel Patasse, attendaient visiblement — loin du pays — l'occasion de retrouver un rôle politique de premier plan.

Ceux qui ont connu Patasse à Paris n'ont pas été surpris par sa « légèreté ». Participer à un scénario sans aucune garantie, marcher avec des généraux sans soldats est assez étrange. A moins qu'il ne s'agisse d'une chausse-trape, d'un piège tendu au nouvel arrivant. L'histoire le dira.

Mais le plus étrange, vu de Paris, c'est l'exploitation faite par la presse française. Celle-ci semble ne pas avoir subi la « décolonisation » qu'ont connue les Etats africains ces derniers mois. Pour elle s'il se passe quelque



Sipa-presse

Ange Patasse .

chose en Afrique c'est que la France le souhaite. Et si elle ne le dit pas ouvertement elle utilise ses services spéciaux. Bref, le S.d.e.c.e. serait au centre de la toile. Ce qui semble improbable : s'il reste suffisamment d'anciens des différents réseaux français pour que l'un d'entre eux « continue le grand jeu », là s'arrête l'éventualité d'une intervention française. Quant aux divergences entre ministères et présidence, c'est à la loupe qu'il faut les chercher... pour ne rien trouver. Certes on peut trouver des responsables ayant une analyse un brin différente de leur voisin. On peut en rencontrer n'ayant pas la même sensibilité sur des questions comme l'asile politique.

Mais en ce qui concerne la politique décidée et suivie rien ne permet d'expliquer des titres comme « Remous à l'Elysée ». En un mot, nombre de confrères n'ont pas encore compris que le 10 mai dernier il s'était passé quelque chose. Et qu'il convient aujourd'hui, pour expliquer ce qu'il se passe dans tel ou tel pays... d'aller voir dans ce pays.

A Bangui, le calme est revenu — il n'avait été que très peu troublé — et Ange Patasse a trouvé refuge à l'ambassade de France. La France, une fois cet épisode terminé, continuera à soutenir un Etat, une économie, un peuple qui en ont besoin.

« Berufsverbot » sexuel en Belgique

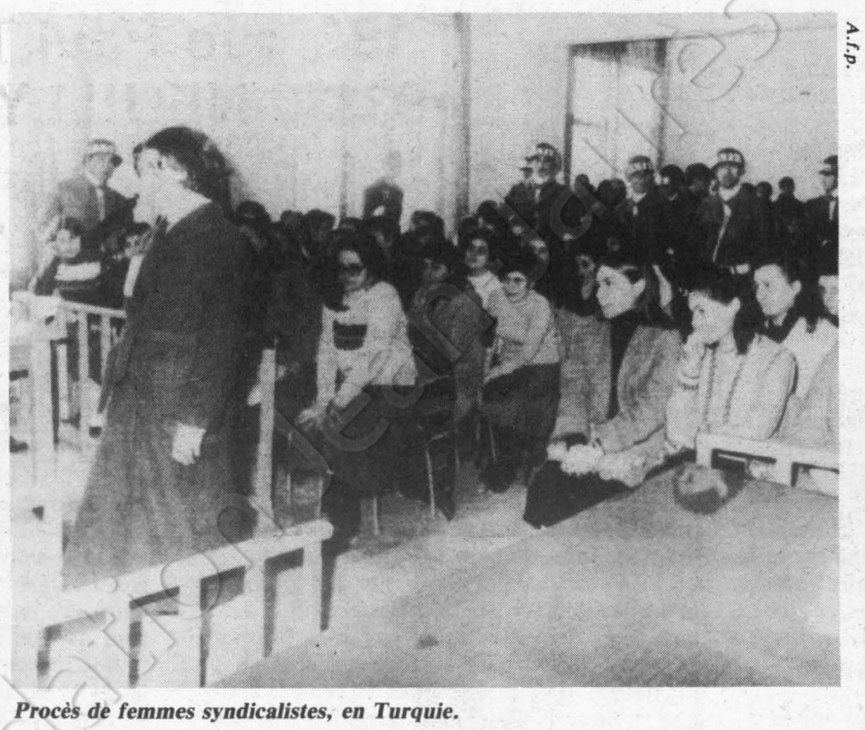
Eliane Morissens, pédagogue incontestée et militante socialiste depuis toujours, a été révoquée et démise de la direction d'enseignement qu'elle assumait dans une école régionale du Hainaut.

Raison de cette interdiction professionnelle : Eliane Morissens a exprimé publiquement — et sereinement — son homosexualité à la télévison. En Belgique, l'affaire continue de susciter quelques remous. Notre confrère « le Peuple », quotidien socialiste, pose excellemment le problème : « En fait, personne n'a demandé si Eliane Morissens était un professeur compétent. C'est pourtant l'essentiel... Si justement elle se sent mieux, est plus souriante, équilibrée, sociale en étant lesbienne, les choses de la vie sont bien à leur place. Et c'est tant mieux. » La Centrale générale des services publics (puissant syndicat socialiste), les Jeunesses socialistes, etc., ont également affirmé leur solidarité avec Eliane.

A l'étranger, ce « berufsverbot » sexuel soulève également une grande émotion. Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Van der Stoel, comme le groupe socialiste du Parlement européen, se sont emparés de l'affaire, la considérant comme une violation flagrante des droits de l'homme.

En France, Eliane Morissens a été reçue à l'Elysée, à la Ligue des droits de l'homme, au Parti socialiste... et à « l'Unité ». Eliane, après avoir fait plus de 30 jours de grève de la faim, est bien décidée à mener cette lutte jusqu'à satisfaction, légitime, des revendications homosexuelles.

Cette lamentable affaire semble, en fait, être la conséquence d'une décision un peu trop empressée de quelques notables du Hainaut refusant aujourd'hui de se déjuger. Il n'y a pourtant que grandeur à savoir reconnaître ses propres erreurs. Le Moyen Age s'étant achevé voici déjà quelques siècles, Eliane Morrissens doit être réintégrée dans son emploi. De plein droit.



A.f.p.

Procès de femmes syndicalistes, en Turquie.

Turquie : chronique de la répression permanente

« Déterminé à ne plus tolérer d'ingérence dans ses affaires intérieures, le général Evren, chef de l'Etat turc, n'acceptera plus, il l'a dit, que la question turque revienne à l'ordre du jour de l'Assemblée européenne. C'est qu'en effet les vingt pays du Conseil de l'Europe viennent d'infliger un blâme sévère — sous la pression de la gauche et suite à une mission d'enquête sur place — à la junte militaire au pouvoir à Ankara. Chaque jour qui passe, la démocratie disparaît un peu plus du paysage ordinaire turc. Et la répression, elle, s'étend et s'institutionnalise.

Voici peu, le général Evren recevait un accueil triomphal lors d'un voyage officiel en Bulgarie. « Vous apportez le soleil », lui déclarait tout de go le chef de l'Etat bulgare. Puis : je te congratule, tu me congratules. Dans le même temps, exactement, les forces de répression turques procédaient à l'arrestation de 44 intellectuels, tous membres des comités de la paix, dont le célèbre et populaire bâtonnier d'Istambul, Orhan Apaydin, avocat de la D.i.s.k. (centrale syndicale de gauche). Des journalistes, l'ancien maire d'Istambul et des anciens députés du P.r.p. (Parti républicain du peuple, social-démocrate) ont également été arrêtés.

Quelques jours plus tard, un hebdomadaire sympathisant des thèses démocrates de Bülent Ecevit, leader du P.r.p. et ancien chef du gouvernement, était suspendu « jusqu'à nouvel ordre », tant il est vrai que la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Quelques autres jours plus tard, un nouveau procès est intenté par les militaires contre Bülent Ecevit, qui sort à peine de la prison où il purgeait sa précédente et dernière condamnation. Le prétexte : alors qu'il était chef de l'opposition, le leader social-démocrate aurait insulté le préfet de police... Peine requise : de 3 à 30 ans de prison !

Le sentiment lui-même de la souveraineté sur l'ensemble du territoire national turc n'étouffe guère la caste professionnelle des militaires au pouvoir. L'Otan et les Etats-Unis d'Amérique renforcent constamment leur potentiel guerrier. La C.i.a. viendrait même d'installer dans une région frontalière orientale une puissante station de radio à destination de l'Iran, sans doute pour faire pendant à la station soviétique adverse — déjà le temps des vautours ? — ; des commandos antikhomeinystes, et néanmoins réactionnaires (rescapés du régime du Chah, etc.), s'entraînent en permanence dans des camps situés en Anatolie...

Opérations de vote au Guatemala.



A.f.p.

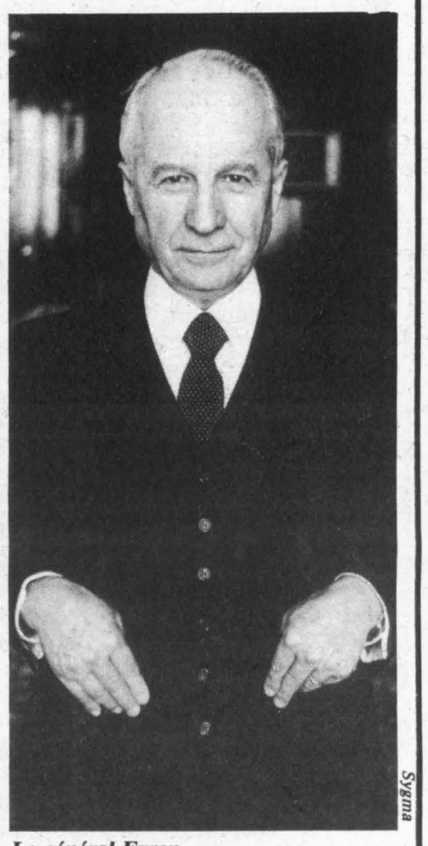
Ethiopie : le droit des Erythréens à l'auto-détermination

La guerre a repris en Erythrée. Le 15 février dernier l'armée éthiopienne a déclenché sa « sixième offensive » contre les résistants du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.p.l.e.).

Selon le F.p.l.e., plus de 5 000 soldats éthiopiens auraient depuis été mis hors de combat. Compte tenu des informations dont on peut disposer, il ne semble pas, en effet, que l'armée éthiopienne soit parvenue à réduire les zones libérées du F.p.l.e., ni à approcher la dernière ville libre érythréenne, Nakfa, symbole de la résistance.

Sixième offensive militaire éthiopienne : sixième échec ? A croire, selon nombre d'observateurs, que l'Union soviétique, et ses conseillers sur le terrain, ne serait pas forcément prête à « mettre le paquet ». Déjà les Cubains ont fermement déserté ce guépier.

Ainsi, reflétant parfaitement l'inquiétude internationale, croissante et légitime, le Parti socialiste a publié la semaine dernière le court communiqué suivant : « Une nouvelle offensive de grande envergure vient d'être lancée en Erythrée par l'armée éthiopienne ; plus de 100 000 hommes sont engagés avec l'appui de conseillers soviétiques et, semble-t-il, de troupes sud-yéménites. Devant cette sixième tentative de réduire les mouvements de libération érythréens par la force — poursuit le communiqué —, le P.s. rappelle sa position constante en faveur du droit des Erythréens à l'autodétermination. Il demande, par conséquent, d'une part, le retrait des troupes étrangères et, d'autre part, l'ouverture d'une négociation politique entre toutes les parties en cause pour mettre fin au conflit. »



Sygma

Le général Evren.

La réaction du régime éthiopien a été rien moins que violente. Voire involontairement comique : « Demandons-nous l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine ? » s'est écrié le ministre des Affaires étrangères du Derg.

En attendant, la moitié de la représentation diplomatique française à Addis-Abeba a dû faire ses valises. Selon le Derg éthiopien, la France serait ainsi soudainement devenue « adversaire de la révolution et de l'unité nationale ». Comme dans nombre de pays du tiers monde — quelquefois progressistes, quelquefois s'autoproclamant tels — le Derg confond d'abord allégrement le rôle d'un parti — sous-entendu : unique — et celui de l'Etat ; refusant curieusement de voir les différences de fonction entre l'un et l'autre en Occident, différences nécessaires à l'exercice même d'une démocratie.

En fait, l'explication du comportement officiel éthiopien n'est sans doute pas à chercher entre les lignes du communiqué de presse du P.s., mais plutôt au sein du régime éthiopien lui-même et dans les rivalités internes au Derg. Qui donc pourrait être « gêné » par la politique de paix que la France tend pacifiquement à proposer pour toute la corne de l'Afrique ?

En Erythrée, depuis le 15 février, il y aurait toujours plus de 5 000 tués ou blessés...

Nouvelle-Calédonie: la terre des grandes inégalités et des grandes promesses

Emmanuèle Plas vient de passer trois semaines sur notre caillou du bout du monde. Elle raconte le petit Paris luxueux pour touristes japonais et australiens, où quelques Caldoches se partagent un gros butin et l'envers du décor : la misère et l'humiliation des Canaques

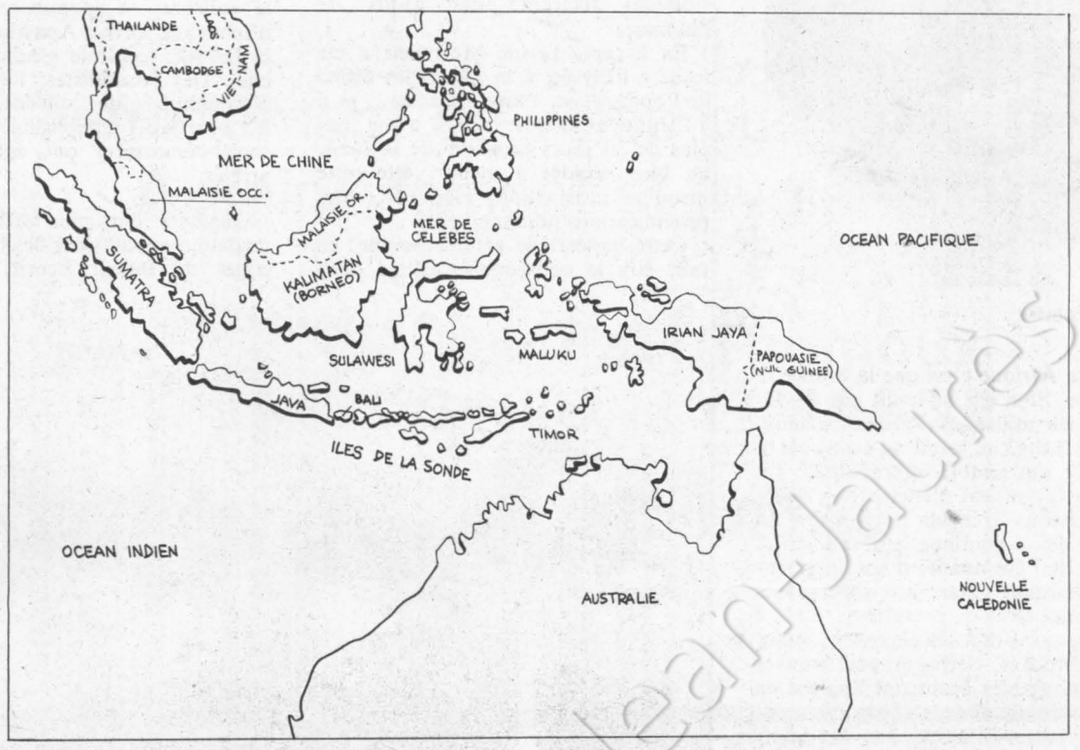
PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale)

NOUVELLE-CALÉDONIE, terre de contrastes. Ce cliché pour guides touristiques colle pourtant tout à fait au territoire français du Pacifique Sud découvert par Cook en 1774. Pour qui survole l'archipel vaste comme la Belgique c'est l'impression de désert qui prévaut : une terre boisée vide d'hommes et inexploitée. Les chiffres confirment l'impression : cent soixante mille habitants, une densité de trois habitants au kilomètre carré en comptant la capital Nouméa et, sans elle, de deux habitants au kilomètre carré.

Car le contrepoint du désert, c'est bien Nouméa. La capitale regroupe avec ses environs un peu plus de la moitié de la population du territoire. Nouméa, petite ville azuréenne ou californienne au plan géométrique pour le centre depuis le port jusqu'au haut commissariat — ici on dit « haussariat ». Et puis, tous les quartiers d'habitations enfouis dans la végétation tropicale des collines qui couvrent une superficie équivalente à celle de Toulouse ou de Bordeaux.

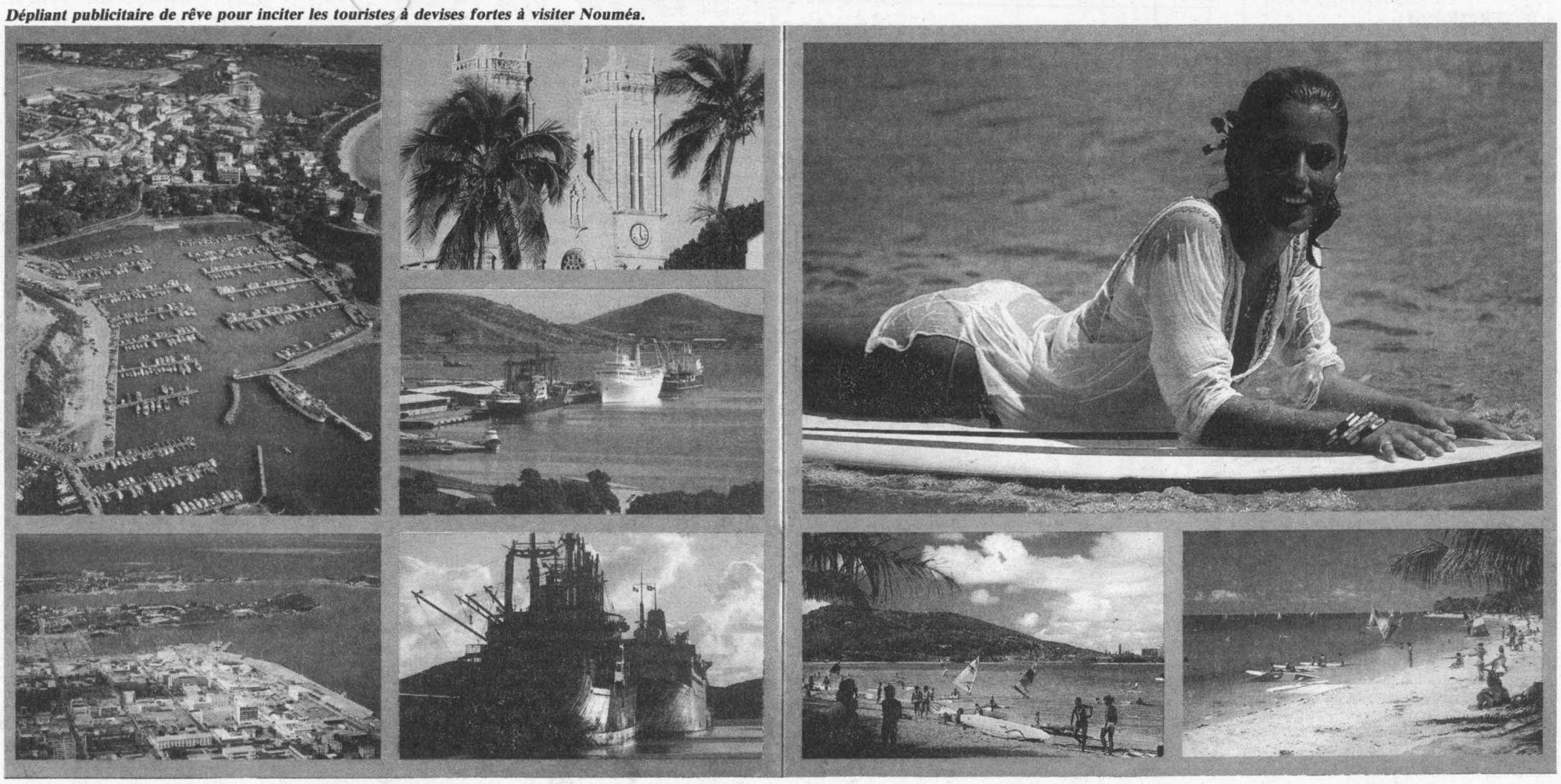
Franck Wuahuzue, conseiller du gouvernement — l'exécutif local — conduit le visiteur devant la baie qui éclaire son bureau situé au neuvième étage dans un des rares grands immeubles de Nouméa. En bas c'est la place des Cocotiers — essentiellement plantée de flamboyants d'ailleurs —, la ville animée et son port : « Vous voyez ce paysage, dit Wuahuzue, mettez en surimpression une case et vous aurez la Nouvelle-Calédonie. » Mélanésien, patron de « la promotion mélanésienne », indépendant mais grand ami — naguère — du milliardaire Jacques Lafleur, député R.p.r. à l'Assemblée nationale, Wuahuzue est un de ces politiciens locaux en voie de reclassement d'après 10 mai : il a été le seul membre du conseil de gouvernement à approuver la prise d'ordonnances par Paris.



Nouméa, au premier regard si prospère, si douce à vivre est d'abord une ville européenne (60 % de la population), c'est elle qui a profité presque exclusivement du boum du nickel dans les années soixante-dix. En 1957, elle comptait douze mille habitants et deux écoles primaires. Le premier mars dernier cinquante écoles primaires dont une dizaine d'écoles maternelles ont ouvert leurs portes pour la rentrée scolaire. Nouméa, c'est aussi la petit Paris des antipodes qui offre aux touristes japonais, australiens et néozélandais objets de luxe et bons restaurants. Villas confortables, jardins soignés, port de plaisance, Club méditerranée, il faut se dérouter de l'itinéraire habituel pour découvrir la face cachée de la petite capitale. Vingt-cinq pour cent de ses habitants sont des Mélasiens (Nouméa est donc aussi la première tribu du territoire) et les quelque vingt pour cent restants sont des Wallisiens — chassés de chez eux par le manque de travail et attirés par le mirage vite évanoui du nickel — des Vietnamiens, des Indonésiens, des Tahitiens et des Réunionnais. Les Mélanésiens, on les avait aperçus, assis ou mollement allongés sur les gazons de la place des Cocotiers : les couleurs des robes traditionnelles des femmes sont d'un si bel effet qu'on pourrait croire à une opération du Syndicat d'initiative. Mais il suffit de se rendre dans les quartiers surpeuplés de la vallée du Tir, du cimetière du Quatrième Kilomètre ou à Valroda pour découvrir l'envers du décor. Dans les « cantonnements municipaux » situés près de l'usine de nickel, trois cents à cinq cents Mélanésiens et Wallisiens s'entassent à treize personnes dans une pièce. « Nous emmerdons les blancs et leurs lois », « Vive l'indépendance canaque » crient les murs. Dans les absurdes tours de Saint-Quentin, symbole et produit du boum, la construction est tellement défectueuse que la moitié des appartements ne sont pas loués. Et pourtant on s'entasse dans ceux qui restent même si, pour y être admis, il faut gagner trois mille francs par mois (le smic local n'atteint pas les deux mille francs). Et puis il y a les bidonvilles de Saint-Louis. Peuplée de Mélanésiens et de Wallisiens, Valroda est une cité faite de baraquements en rez-de-chaussée. Les bâtiments appartiennent à un propriétaire privé et les locataires sont privés d'électricité et... d'eau depuis deux ans. Pas de tout-à-l'égout, un ruisseau fait office de collecteur. Trente-cinq degrés à l'ombre et des enfants partout (51 % de la population de la Nouvelle-Calédonie a moins de vingt ans). La Régie des eaux refuse de livrer, prétextant une dette de cent mille francs et la réparation d'un tuyau que le propriétaire devrait prendre à sa charge. Impossible pour ces familles de payer : la plupart sont chômeurs. Le maire (R.p.c.r.) de Nouméa, un nanti du territoire, président-directeur général de Ballande, le plus gros importateur, premier employeur privé du territoire, affirme que ce n'est pas de sa compétence. Le vice-président du gouvernement, le R.p.c.r. Dick Ukewé s'en lave les mains : ces gens n'ont qu'à loger ailleurs ou à retourner en brousse.

La brousse, deuxième volet du contraste : c'est tout ce qui n'est pas Nouméa, le domaine des tribus mélanésiennes où vivent seulement dix mille à quinze mille Européens. Bourail, quatre mille habitants, deuxième agglomération du territoire, est distante de cent quatre-vingts kilomètres de Nouméa. Jusqu'en 1942 où les Américains ont débarqué, provoquant un premier boum aussi éphémère que superficiel, la route empierrée s'arrêtait là. Les militaires yankees ont construit deux cents kilomètres de routes pour leurs besoins stratégiques et puis sont partis. « Bourail, c'est le cœur et les tripes des Caldoches (Européens descendants de colons, de déportés politiques, de bagnards ou de leurs gardiens) » dit le socialiste Max Chivot. Le maire de la deuxième « ville » du pays, Jean-Pierre Haïfa (F.n.s.c.), également président de l'Assemblée territoriale et qui revendique l'autonomie du territoire affirme : « Je suis un étranger en France. » La brousse blan-

Dépliant publicitaire de rêve pour inciter les touristes à devises fortes à visiter Nouméa.



che ressemble un peu au far-west avec ses « stations » d'élevage, ses « paddocks », ses cavaliers. Mais c'est là encore le contraste sous forme d'inégalités qui saute aux yeux : sur deux cent quatre-vingt mille hectares enlevés aux Canaques par les autorités coloniales et concédés aux Blancs, trois sociétés — dont Ballande — possèdent quatre-vingt-dix mille hectares ; une quinzaine de propriétaires fonciers possèdent à eux seuls les deux tiers de ces terres. Un propriétaire caldoche est propriétaire, en moyenne, de trois cent cinquante hectares et un Mélanésien de trois hectares.

« Caldoche, tête de loche »

Marcel Hernu possède cent trente hectares et cent quarante têtes de bétail dans sa ferme de Néméara, près de Bourail. Il produit huit tonnes de pommes de terre de semence. Il fait aussi un peu de culture maraîchère et de maïs. Bien équipé en matériel agricole, il emploie occasionnellement de la main-d'œuvre mélanésienne : « Mais si on est pas là pour les faire travailler. » Colon moyen, aisé, à peine descendu de tracteur, il reçoit ses hôtes dans le salon de la ferme coloniale où il est né. Devant un verre de whisky il dit ses inquiétudes : « Je n'ose plus investir car je n'ai pas de garantie sur l'avenir. Je suis inquiet parce que le gouvernement de la France écoute surtout les antifrançais. » L'indépendance canaque : « Ce serait se faire dominer par des fainéants et des incapables, alors autant que ce soit nous qui prenions l'indépendance et qui nous gouvernions nous-mêmes. » Raciste, lui ? « Quand j'étais adjoint au maire je ne faisais pas de différence entre Canaques et Caldoches. » Hernu est représentatif de ces colons, militants de R.u.r.a.l.e. (« Ruraux et urbains unis pour une réforme agraire libérale et équitable »), une sorte de syndicat de broussards, créé le 10 août 1980 pour s'opposer à la réforme foncière que l'ancien secrétaire d'Etat au Dom-Tom voulait lancer. Les militants de R.u.r.a.l.e., avec à leur tête le conseiller territorial R.p.c.r. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, de tendance giscardo-chiraquienne) Justin Guillemard, ne s'embarrasse pas de nuances et dénonce à l'envi tous les « politicards » et le secrétaire d'Etat, cause de tous les maux. Mais les troupes de R.u.r.a.l.e. représentent les éléments les plus violents des réunions du député Lafleur : « Caldoche, gueule de loche » dit un proverbe local faisant référence à la grande gueule de ce poisson. Mais ces colons aisés entraînent derrière eux « les petits Blancs », petits broussards tel Félicien Pajès de Pouéou qui, avec trente-deux bêtes sur vingt-cinq hectares, vit plus mal que le plus pauvre des paysans du plus pauvre village de métropole : « On attend que les Canaques y nous foutent dehors. » Intox et désinformation : la R.u.r.a.l.e. a convaincu ces gens que leurs intérêts étaient les mêmes que ceux du milliardaire Lafleur — appelé ici « le parrain » — et que le gouvernement socialiste et les Canaques voilà l'ennemi. C'est auprès des militants de R.u.r.a.l.e. même s'ils assurent souhaiter le contraire qu'on ressent tension et violence même si cette dernière serait plutôt du style « arrête-moi ou je fais un malheur. »

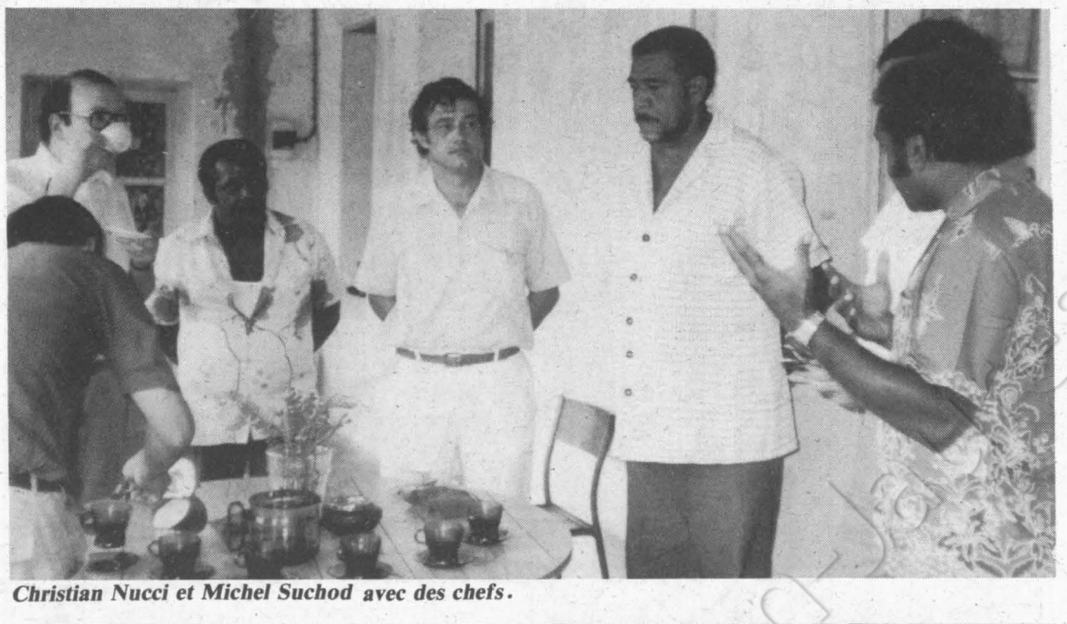
Au mois de novembre dernier les Français de métropole s'étaient réveillés en entendant à la radio que des incidents graves se déroulaient dans un des « derniers confettis » de leur empire, la Nouvelle-Calédonie, que quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux avaient bien du mal à situer sur le globe. Une mini-Algérie, à vingt mille kilomètres de distance, c'était une découverte aussi désagréable qu'inattendue pour l'opinion française. « Mais voyez vous-même comme le pays est calme », disent tous les Calédoniens sans exception au journaliste « Zoreille » fraîchement débarqué. Et il est vrai que l'atmosphère n'est pas à la tension en cette fin d'été austral sur « le caillou ».

Il n'empêche que, le 11 mai 1981, bien des Calédoniens se demandaient avec angoisse si le soleil se lèverait encore sur le lagon. En effet, les élections présidentielles s'étaient faites sur l'indépendance et François Mitterrand apparaissait comme « le candidat des Canaques ». Mais le soleil s'était levé et les problèmes restaient les mêmes : chômage, sous-développement, économie de comptoir, pouvoir entre les mains des Blancs. La majorité territoriale élue en 1979 ne correspondait plus à la majorité métropolitaine : les Européens de Nouvelle-Calédonie se retrouvaient du mauvais côté du pouvoir. Après une visite, au mois d'août, du secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, Henri Emmanuelli, affirmant la nécessité de réformes urgentes à accomplir sur le territoire, l'inquiétude au fil des semaines se faisait plus grande, justement chez ces Européens. D'autant que les indépendantistes réaffirmaient chaque jour avec plus de force le droit à l'indépendance canaque. La presse quotidienne, un seul journal, « Les Nouvelles calédoniennes », toute dévouée à Lafleur, affirmait à longueur de colonne que le gouvernement socialo-communiste signifiait pour les Caldoches « la valise ». Des armes étaient stockées par les Blancs, affirmaient les Canaques. Et à la veille du 24 septembre, jour anniversaire de la prise de possession, en 1853, de la Nouvelle-Calédonie par les Français, Pierre Declercq, un métropolitain d'origine, secrétaire général de l'Union calédonienne, principal parti indépendantiste, était assassiné. Meutre politique, assurent encore les indépendantistes. Fait divers, racontent à qui veut les entendre les anti-indépendantistes. Un jeune Européen a été arrêté, l'enquête extrêmement difficile n'est pas encore conclue mais les Caldoches ont trouvé leur martyr, eux aussi.



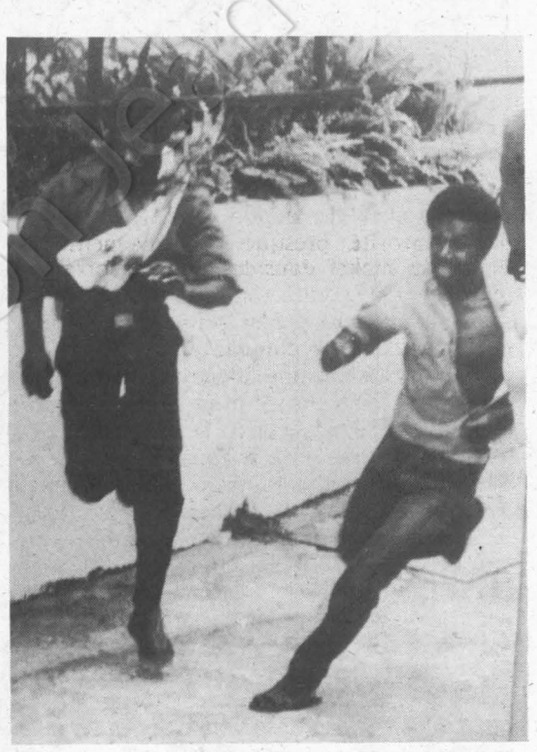
Sygma

Enterrement de Pierre Declercq.



Christian Nucci et Michel Suchod avec des chefs.


Sipa-presse



Le 1er octobre des jeunes brisent quelques vitrines.



Sipa-presse

Manifestation de Fraternité calédonienne le 11 novembre 1981.

Autour du 24 septembre, les incidents se sont multipliés dans la brousse, notamment à Kanala où des barrages de route ont été organisés par les Canaques. Jean-Pierre Haïfa parle même de « climat insurrectionnel » pour qualifier les événements de Kanala. Le 1er octobre, à l'occasion de la grande braderie annuelle de Nouméa, quelques vitrines ont volé en éclat. Le 9 novembre, « Légitime Défense » distribuait un tract dans lequel elle désignait « les responsables », autrement dit les indépendantistes : « Tous ces illuminés et dangereux personnages doivent être rejetés de notre société paisible et civilisée avant qu'ils ne deviennent les assassins de nos enfants. » Jean-Jacques Bourdinat, arrière-petit-fils d'un communard, militant de l'Union calédonienne et président de la section de la Ligue des droits de l'homme, commente : « Pour une fois ils n'ont pas fait de racisme et parmi ces leaders indépendantistes à abattre il y avait des Blancs et des Noirs. » Pendant ce temps, côté gouvernement territorial : le vide. Au moins c'est ainsi que semblent l'avoir ressenti de nombreux Caldoches qui, venus de brousse et de Nouméa, ont manifesté le 11 novembre sur la place des Cocotiers à l'appel de Fraternité calédonienne. L'association qui venait de se créer réunissait, ce jour-là, vingt mille personnes, toutes ethnies confondues. Michel Lobereau, l'un des dirigeants de Fraternité, faisait appel à toutes les bonnes volontés pour que la Nouvelle-Calédonie reste unie et fraternelle. A Fraternité calédonienne on niait qu'il y ait un pouvoir blanc : « Les abus de la colonisation, ce sont les abus des gouvernements successifs de Paris : nous ne sommes pas responsables. » Ces événements se déroulaient dans un climat de crise économique grave : huit mille huit cents chômeurs recensés. « Probablement le double, affirme Guy Mennesson, secrétaire général de l'U.s.o.e.n.c. (Union syndicale des ouvriers et employés de la Nouvelle-Calédonie), car un grand nombre de travailleurs mélanésiens vivent de la solidarité à l'intérieur de leur tribu. » Trois mille six cents jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail et la Chambre de commerce est d'accord avec les syndicats pour constater qu'il n'y a plus d'investissement. La société le Nickel, le plus gros employeur de l'île après l'Etat, fait travailler actuellement trois mille cent quarante personnes. En 1971, elle en occupait quatre mille huit cents. Si la Nouvelle-Calédonie reste le troisième plus gros producteur de nickel dans le monde avec quarante-cinq mille tonnes en 1981, ses dirigeants estiment qu'« on est au creux de la vague ». Le nickel reste pratiquement le seul produit d'exportation.

La Nouvelle-Calédonie reste un pays riche

Tout, à l'exception des légumes, de quelques fruits qui ne suffisent pas à la consommation locale et du poisson, est importé. Pour le plus grand profit des maisons Ballande, Pentecost, Lavoie, Barrau et Rabot, les deux plus gros importateurs qui n'hésitent pas à pratiquer le dumping. Pour empêcher toute production locale. Ainsi, dernièrement, un petit industriel du territoire avait-il monté, avec vingt pour cent d'aide de l'Etat français, une entreprise pour traiter le riz brut. Il le revendait cent cinq francs pacifiques (1) le kilo, alors que les importateurs le vendaient cent seize francs. Qu'à cela ne tienne, les importateurs, pour faire tomber l'entreprise, ont vendu le riz quatre-vingt-six francs le kilo. Une chocolaterie, une fabrique de produits de lessive et Manumod, une fabrique de vêtements qui emploie soixante personnes, ont résisté jusqu'ici aux requins du commerce d'importation. Mais ce sont les requins que soutiennent tous les circuits financiers.

Malgré la crise, la Nouvelle-Calédonie reste un pays riche avec un P.n.b. de vingt-trois mille francs par tête d'habitant. Ce territoire se situe au 29e rang, pas très loin de la Grande-Bretagne. Mais il est un des rares pays riches où seulement la moitié de la population profite de la manne. C'est le pays des très grandes inégalités : « 1 à 30 000 » assure un syndicaliste. Dix familles, qui représentent les plus grosses fortunes du Pacifique, détiennent le pouvoir économique mais sans investir sur le territoire. Monaco, le Mexique, Wallis-et-Futuna — la métropole est désertée depuis le vote de l'impôt sur les grandes fortunes — sont les principaux refuges de l'argent gagné sur le territoire. ●

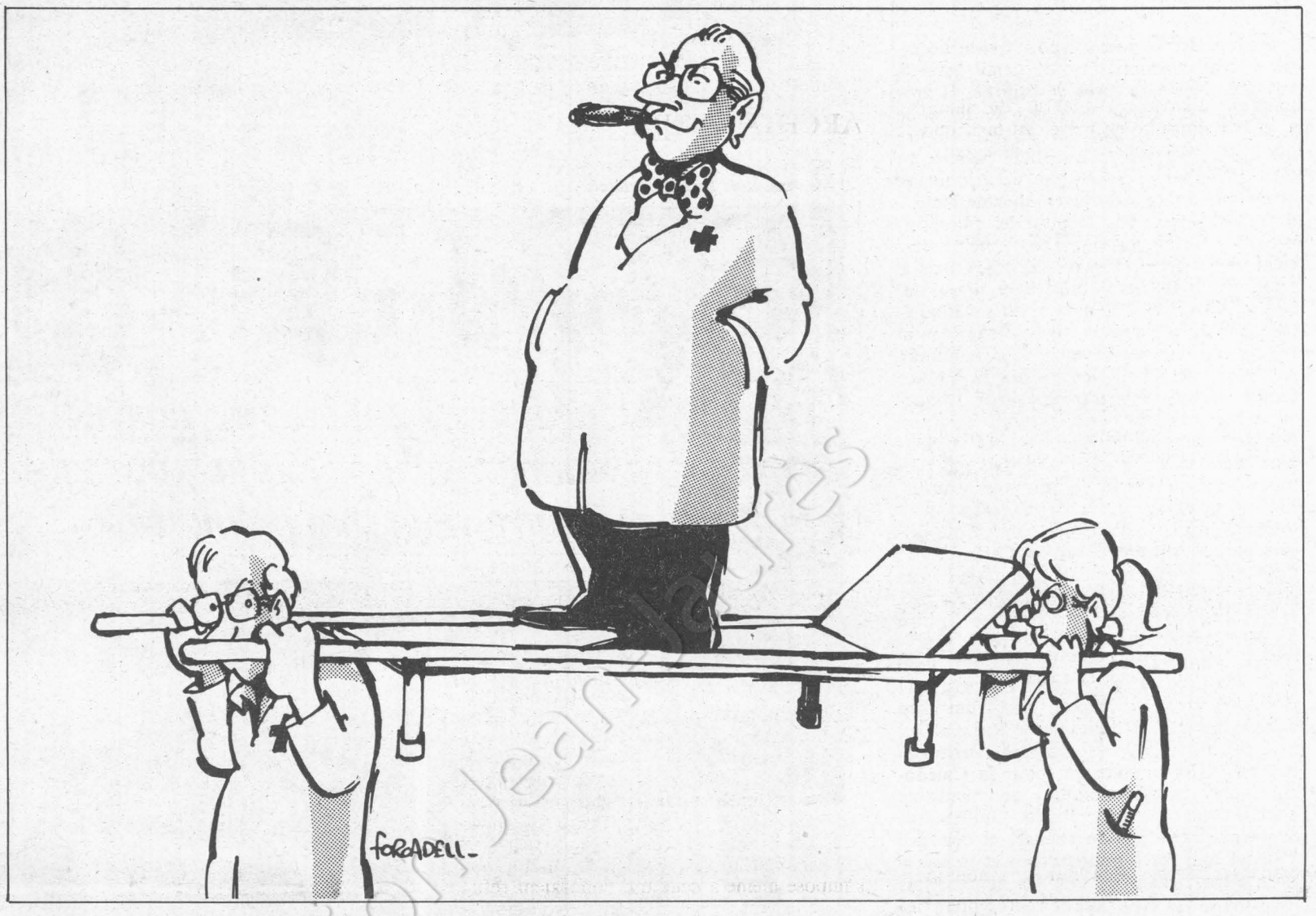
(1) 1 franc pacifique = 5,5 centimes.

La semaine prochaine la suite de notre reportage en Nouvelle-Calédonie.

La journée des dupes

Le 3 mars fut une journée de revendications pour l'ensemble du corps médical. Tous la main dans la main, de l'interne au patron, du chef de clinique à l'assistant. Curieux mélange car il n'y a pas "les" médecins, mais "des" médecins

PAR MARTINE DUCOUSSET



«SI le gouvernement continue à nous traiter en sous-développés, il s'en mordra les doigts. Nous nous chargerons bien facilement de lui augmenter le déficit de la Sécurité sociale, en gardant les malades trois jours de plus à l'hôpital ! » Délicieux chantage que celui de cet honorable praticien descendu dans la rue, pour la première fois de sa vie, le 3 mars dernier à Paris. Le corps médical, quand il menace, n'y va pas par quatre chemins. Seulement qu'on le comprenne : plutôt conservateur — c'est un euphémisme — dans son ensemble, il doit s'accommoder depuis le 10 mai d'un pouvoir de gauche et d'un ministre communiste. Pas étonnant que les blouses blanches grognent et renâclent. Au pays des nantis, les privilèges acquis se défendent chèrement.

Le méchant procès fait à Attali

«LAISSEZ-LES mourir, ces improductifs d'après 60 ans, qui coûtent si cher à la nation ! » Dixit Jacques Attali, selon la droite mal-pensante et ses journaux ad hoc et à la botte. On le savait déjà : en politique, tous les coups sont permis. Mais à ce point, on croit cauchemarder. Méchant Attali, odieux Attali : fervent « d'une solution finale », « tueur de vieillards », adepte de l'euthanasie. Tout ça parce qu'à partir de deux pages pleines d'un entretien accordé par l'accusé au Dr Salomon pour « le Quotidien du médecin », on a coupé, on a cisaillé, on a tronqué. Sorties de leur contexte, les phrases sont toujours un argument de plus pour celui qui les utilise. Attali disait : « Dans la logique du système industriel (celui de 1980) l'allongement de la durée de la vie n'est plus un objectif souhaité par la logique du pouvoir. Pourquoi ? Parce qu'aussi longtemps qu'il s'agissait d'allonger l'espérance de vie afin d'atteindre le seuil maximum de rentabilité de la machine humaine, en termes de travail, c'était parfait. Mais dès qu'on dépasse 60-65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte alors cher à la société. » Et en guise de conclusion : « Il est bien préférable que la machine humaine s'arrête brutalement plutôt qu'elle ne se détériore progressivement. » Les as du ciseau sont passés par là. Attali dénonçait les méfaits de la société capitaliste, le conseiller spécial du président de la République devient dans certaines gazettes un M. Guillotin du retraité.

Nouveaux temps, mais toujours tristes mœurs. Pour déstabiliser l'adversaire, ne reculons devant aucune bassesse. Déontologie ? Quoi, déontologie ? Après tout, ils ont le pouvoir, non ? On peut bien se permettre de truquer. Sinon, que nous resterait-il ? Aveu d'impuissance, certes, que ces pratiques pas très ragoûtantes. Mais c'est scandaleux, mais c'est honteux, mais c'est pitoyable. Tellement qu'on en a mal à la démocratie.

MARTINE DUCOUSSET

Ce qui a mis le feu aux poudres (mais n'importe quelle allumette aurait fait l'affaire) : la suppression du secteur privé à l'hôpital, annoncée, peu de temps après son arrivée avenue de Ségur, par Jack Ralite. Décision qui ressemblait fort à un crime de lèse-majesté médicale. Décision imprudente : on ne touche pas impunément à la carotte préférée des hospitaliers. Le résultat ne s'est pas fait attendre : création immédiate de Solidarité médicale (1) par les Prs Loygue et Debré, premier mouvement de protestation en novembre dernier, violents éditoriaux à la Une des journaux médicaux, et pour finir, cette grève du 3 mars, largement suivie dans toute la France (entre 70 et 90 % de participation selon les endroits). Pas touche au secteur privé : ce fut le mot d'ordre général et motivant, même si les quatorze syndicats de médecins hospitaliers qui avaient appelé à la grève s'en défendent aujourd'hui. « Ce problème du secteur privé a servi de catalyseur, mais nous avons défilé pour bien d'autres raisons », explique Etienne Weill, secrétaire général du syndicat Garbay (2). « Combattre le projet du ministre maintenant qu'il est adopté nous conduirait à refuser la légalité. Ce qui ne veut pas dire que nous acceptons cette mesure de gaieté de cœur. »


Les « mandarins » en tête de la manifestation du 3 mars.

Sygma

Son de cloche à peu près identique chez le Syndicat de la médecine hospitalière (S.m.h.), pourtant fort éloigné de l'organisation de M. Weill, dans l'échiquier syndical médical : « Nous avons toujours lutté pour la suppression du secteur privé à l'hôpital, parce que nous préférons privilégier le service public », commente Guillaume Charpentier, chef de clinique à l'hôpital Saint-Antoine à Paris. « Mais c'était une grossière erreur de s'attaquer à cette question en priorité, en négligeant toutes les autres. Dans l'état actuel des choses, avec le statut aberrant qui est le leur, les hospitaliers ont besoin du secteur privé pour vivre. »

Revenons à la case départ : en 1958, le Pr Robert Debré, désireux de revaloriser l'image de marque des hôpitaux français, imaginait de « débaucher » des médecins de renom jusqu'alors cantonnés dans le privé. Encore fallait-il leur donner envie d'exercer une activité beaucoup moins lucrative et parfois plus pénible que celle déployée en cabinet libéral. Debré leur offrit donc la possibilité de conserver, à l'intérieur même de l'hôpital, une consultation privée limitée à deux demi-journées maximum. Par ailleurs, les médecins avaient toute faculté d'utiliser un certain nombre de lits (entre 5 et 8 % de l'ensemble des lits du service) pour leurs malades « privés ». Succès sur toute la ligne pour le Pr Debré : l'hôpital français peut aujourd'hui s'enorgueillir d'une réputation internationale, et chacun lui reconnaît bien volontiers un label de garantie pour la qualité des soins.

Le chef de service est occupé à faire du privé

Pourquoi Jack Ralite s'acharne-t-il donc à supprimer une aussi bienfaisante institution ? Pourquoi s'en prend-t-il à des médecins qui ont œuvré pour la gloire de la France et pour le mieux-être des malades ? D'abord pour éviter les injustices, et donner à tout individu, riche ou pauvre, une qualité d'accueil identique et une même chance d'être bien soigné. Avec le double système de consultation actuellement en vigueur, les malades qui en ont les moyens sont privilégiés : pas d'attente éprouvante avant de se faire examiner, certitude de voir le grand patron, presque certitude qu'il sera disponible. Tandis que les patients « publics », qui prennent rendez-vous deux ou trois mois à l'avance, marinent d'interminables heures avant de se faire tâter et palper par un groupe d'étudiants — parce que justement le chef de service est occupé à faire du privé. Situation tout à fait lamentable, et qui justifie parfaitement le désir du ministre de la Santé d'instaurer une médecine égale pour tous.

Second inconvénient — le mot est faible — de la réforme Debré : les abus flagrants qui existent dans le fonctionnement de certains services privés à l'hôpital. Deux rapports accablants : celui de l'Inspection générale des affaires sociales en 1979, et celui de la Cour des comptes en 1980. Ainsi à Chambéry, le secteur privé du service de gynécologie-obstétrique était occupé à 138 % — des lits « publics » avaient donc été réquisitionnés ; aux hospices civils de Strasbourg, les praticiens consultaient dix heures en privé, au lieu de quatre heures réglementaires ; à Marseille, les versements de redevance obligatoires à l'hôpital étaient nettement insuffisants : après redressement, l'administration a empoché 400 000 F...

Pour Jack Ralite, supprimer le secteur privé, c'était donc aussi entreprendre une œuvre de purification. Seulement la situation est loin d'être aussi caricaturale qu'elle en a l'air. Les pratiques indécentes de certains mandarins sont l'exception. « Pour un grand ponte qui se fait des dizaines de millions par an, combien de médecins qui ajoutent quelques grammes de beurre dans leurs épinards ! », souligne Guillaume Charpentier. « Il y a des gangsters, c'est certain, mais ils ne représentent pas la majorité. Se polariser sur les requins, c'est oublier tous les hospitaliers de base. C'est méconnaître un dossier très complexe, et refuser de comprendre les raisons profondes du mécontentement des médecins. »

Parce que, finalement, le secteur privé, c'est la partie émergée de l'iceberg. Sur 14 000 médecins à plein temps hospitaliers, 3 500 seulement utilisent la possibilité d'exercer en privé. Beaucoup de bruit pour pas grand monde, serait-on tenté d'ironiser... si eux seuls avaient manifesté. Or le 3 mars fut une journée de revendications pour l'ensemble du corps médical. Tous la main dans la main, de l'interne au patron, du chef de clinique à l'assistant. Curieux mélange, mais signe d'un malaise profond. Curieuse manifestation, aux slogans contradictoires, mais preuve d'une réelle inquiétude chez ceux qu'on a trop souvent tendance à fourrer dans le même sac. « Il n'y a pas « les » médecins, mais « des » médecins », reprend Guillaume Charpentier. « Chacun dans la hiérarchie hospitalière a un rôle propre, un statut particulier et des revendications différentes. »

Ici s'impose une petite radiographie du système en place. Système rigide, système sclérosé bâti sur la carrière à faire et la place à prendre. Tout en bas, l'interne, médecin — non spécialisé — après avoir passé un concours très difficile et qui gagne de 6 000 à 6 500 F par mois pour souvent soixante-dix heures de travail par semaine et des gardes de quarante-huit heures

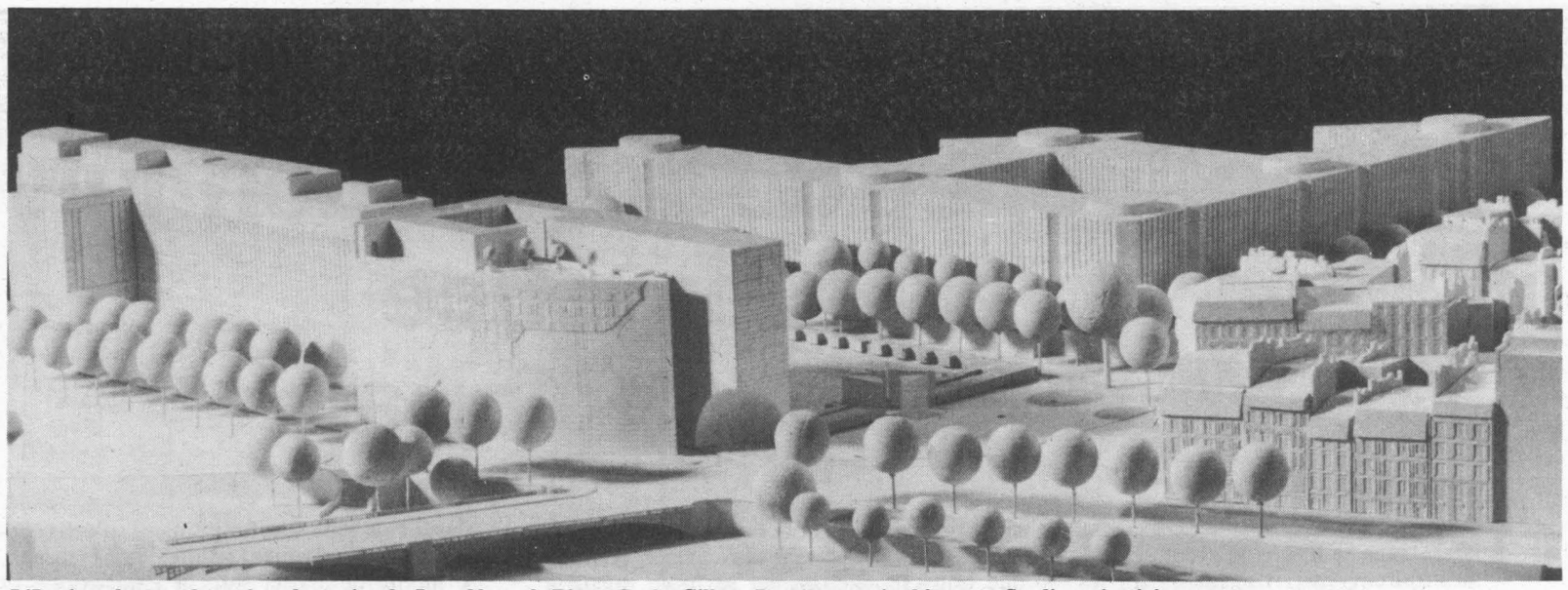
d'affilée ; vient ensuite le chef de clinique, nommé à 35 ans, non titularisé mais chargé d'une lourde responsabilité, puisqu'il fait avec l'interne « tourner la baraque » : horaires démentiels là encore, et salaire d'environ 10 000 francs par mois, un peu plus que son assistant ; tout en haut enfin, le chef de service (le mandarin, le patron) et l'agrégé, qui touchent des sommes rondelettes supérieures à 30 000 F ou 40 000 F par mois et qui, après cooptation, sont nommés à vie. Dans les hôpitaux non universitaires, la hiérarchie est un peu différente et le cloisonnement moins évident : le chef de service, qui occupe son poste parce qu'il est arrivé le premier (24 000 F par mois), l'adjoint et l'assistant (entre 11 000 F et 13 000 F par mois).

Continuons à parler, et du secteur privé, et des gros sous : le chef de service d'un hôpital non universitaire se trouve crédité, après déductions (Urssaf, allocations familiales, redevances à l'hôpital, taxe professionnelle), d'environ 15 000 F de salaire net, et, s'il consulte en privé, au tarif conventionnel, de 4 000 F supplémentaires. Pour un smicard, c'est le Pérou. Pour un individu qui a beaucoup étudié et qui donne énormément de sa personne tous les jours, c'est mérité. Mieux vaut souvent sortir de l'Ena qu'avoir fait médecine...

Dans les C.h.u., les chefs de clinique sont tellement submergés qu'ils n'ont pas le temps d'exercer en privé. S'ils ont manifesté leur mécontentement, ce n'est donc pas pour conserver un privilège dont ils se soucient peu. « Nous exigeons une meilleure couverture sociale », explique Etienne Weill. « Nous réclamons les mêmes privilèges que ceux accordés à la fonction publique : une retraite équivalent à 75 % du dernier traitement, alors qu'on nous propose seulement 50 %, et le plein salaire pour un congé maladie pendant trois mois. » Même revendication chez le Syndicat de la médecine hospitalière : « Nous avons un statut de fonctionnaires, sans en avoir les avantages. Il faut corriger ce déséquilibre. Le médecin hospitalier est salarié à 50 % par l'université, avec les prestations sociales habituelles, et à 50 % par l'hôpital, mais sous forme d'émoluments. Ce qui veut dire qu'une chef de clinique enceinte ne touchera qu'une moitié de son salaire pendant son congé maternité, celle payée par l'université. » Conscient du malaise au sein du monde hospitalier, et partisan d'une réforme urgente, pourquoi le Smh (comme d'ailleurs le Syndicat autonome des internes en médecine des hôpitaux de Paris) n'a-t-il pas approuvé le mot d'ordre de grève du 3 mars dernier ? « Parce qu'il s'agissait d'un mouvement ambigu », répond Guillaume Charpentier. « Nous avons assisté à une manipulation, à une récupération politique de revendications légitimes. Nous sommes pour la salarisation, or, certains manifestants la rejettent complètement. Nous sommes, à long terme, pour la suppression du secteur privé, or beaucoup de ceux qui défilaient ne pensent qu'à maintenir le statu quo. Nous avons donc refusé de nous associer aux grandes manœuvres de Solidarité médicale, ce qui ne veut pas dire que nous signons un chèque en blanc au gouvernement. On ne peut faire l'économie d'une réforme hospitalière, qui passe par la réforme du statut des médecins et par la départementalisation. Deux aspects qui sont liés : comment obtenir une cogestion des unités de soin si continue à subsister la hiérarchie actuelle ? » Parce qu'aujourd'hui, dans les services, personne ne bronche. La carrière d'un tel dépend du bon vouloir de tel autre. C'est dramatique, mais c'est ainsi. On comprend que de nombreux médecins aspirent au changement. Tant qu'on les obligera à suivre un jeu de piste aux flèches obligatoires, ils s'inclineront. Puisqu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Mais la médecine et les malades y perdront.

Et puis, gare aux vieux démons. Les médecins, c'est de l'explosif en boîte et ça se manie avec précaution. Pas ceux de la base, les autres. Ou alors ceux de la base manipulés par les autres. « Nous n'allons pas nous arrêter là, si personne ne se décide à nous prendre en considération », affirme le syndicat Garbay. Aïe, qu'est-ce à dire ? Chantage, d'accord, c'est peut-être vite dit. Mais quand on entend les propos tenus par les responsables de Solidarité médicale, on ne recule plus devant certains mots du Petit Robert ou du Littré. Guillaume Charpentier préfère la lucidité au catastrophisme. Mais il ne peut s'empêcher de lancer : « Allende, ce sont les camionneurs... et les médecins qui l'ont fait tomber ! » ●

(1) Comité de liaison intersyndical des professions de santé, qui regroupe une quarantaine de syndicats médicaux.
(2) Syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics. Majoritaire parmi les hospitaliers, il n'appartient pas à Solidarté médicale.



L'Institut du monde arabe : le projet de Jean Nouvel, Pierre Soria, Gilbert Lezennes et Architecture Studio qui a été retenu.

ARCHITECTURE

Il y a du beau et du bon aussi

En dépit de la médiocrité générale des années soixante-dix, quelques réalisations touchées par la grâce subsistent et les projets de la décennie quatre-vingt sont prometteurs

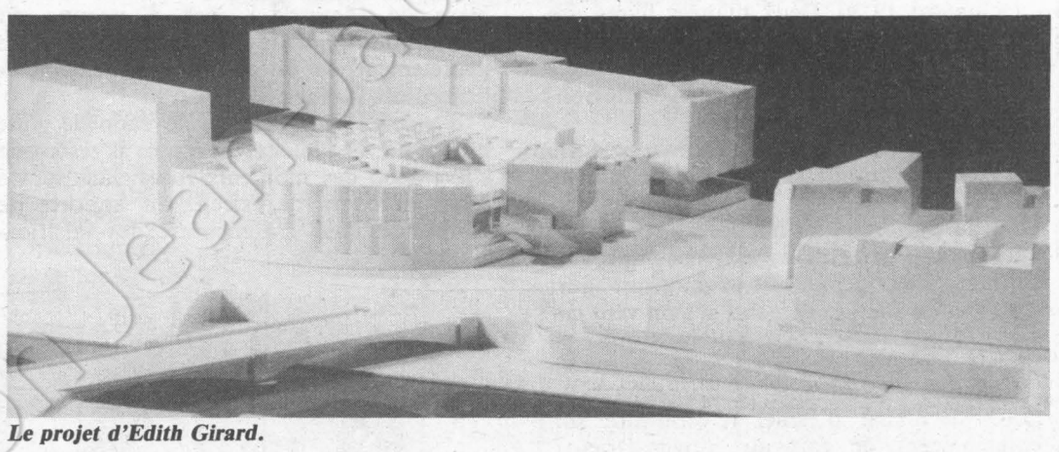
PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

BEAUCOUP de construction, peu d'architecture. Ainsi restera dans l'histoire du paysage français la décennie soixante-dix. Les générations à venir ne sont pas prêtes de l'oublier puisque ces bâtiments, malgré leur médiocrité, continueront à marquer l'environnement dans des dizaines d'années encore. Ainsi le veut la règle du jeu de cet art unique qui s'impose même à ceux qui voudraient refuser de le voir ; règle que le pouvoir politique, les promoteurs autant que les architectes eux-mêmes ont eu l'inconséquence d'oublier à maintes reprises.

La période est aux bilans et celui de l'architecture n'est bien sûr pas purement négatif. Une exposition à la Société française des architectes (100, rue du Cherche-Midi à Paris) suffit pour s'en rendre compte. Quarante-cinq réalisations y témoignent de la diversité des pratiques entre 1970 et 1980. En décembre dernier, une exposition à l'Institut français d'architecture, sur le même thème, donnait une lecture très contrastée de la production architecturale française, divisée entre modernes et post-modernes. (Le catalogue, édité pour l'occasion par le Centre de création industrielle de Beaubourg, en reprend les grands axes.) Ici, au contraire, la parole est laissée à la pluralité, euphémisme à propos d'une production plus hétéroclite que réellement éclectique. De tout un peu : exploit technique avec l'hôtel de ville de Créteil construit par Pierre Dufau ; pastiche avec le Port-Grimaud de François Spoerry ; hymne au progrès avec le centre d'échanges de Lyon-Perrache, dessiné par René Gages ; humour et récupération avec un immeuble d'habitation dans le XVIe arrondissement, de Reichen et Robert...

Jean Renaudie écrivait en octobre 1981, peu de temps avant sa mort : « La rencontre avec l'architecture ne laisse jamais indifférent. Evidemment, s'il y a rencontre et pour qu'il y ait rencontre, il doit y avoir architecture. » Cette émotion, la voilà justement, avec ses H.l.m., à Givors, lumière généreuse dans des espaces intérieurs riches et composés, roche brute affleurant dans les escaliers de béton brut... Quelques autres font don de la même « divine » surprise : un musée de la préhistoire, à Nemours (Roland Simounet), barbare et élégant, lieu de recueillement ; un petit supermarché à Clamecy (Olivier Dugas et Eric van Bellinghen), étonnamment ouvert sur l'extérieur grâce à la transparence de ses verrières ; logements sociaux à Elancourt-Maurepas (Henri Gaudin), parfaite plastique blanche, toute en rondeur et en rigueur ; et bien sûr les célèbres Hautes-Formes (Christian de Portzamparc et Georgia Benamo) : logements sociaux, encore, un vrai « morceau de ville » dans un quartier soufflé par la rénovation, le XIIIe arrondissement de Paris.

Autour de ces quelques réalisations touchées par la grâce, la créativité s'effrite, la rigueur manque. Beaucoup de bâtiments, à peine construits, datent déjà, malgré l'« honnêteté » du travail. En fait, l'exposition retrace fidèlement l'inertie qui semble s'être emparée de l'architecture au cours de cette décennie, une architecture peu novatrice, craintive dans son respect des aînés ou brouillonne lorsqu'elle cherchait à s'écarter de la lignée.



Le projet d'Edith Girard.

Le commissaire de l'exposition, Yves Zeidenberg, titre sa présentation : « En attendant la New Wave. » Et justement, cette nouvelle vague arrive. Deux autres expositions donnent un aperçu de son travail, à l'Institut français d'architecture (6, rue de Tournon, Paris 6e).

Dans la galerie d'actualité, un groupe scolaire en voie d'achèvement dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. A la rencontre de deux allées, le bâtiment présente une façade en arc de cercle, béton blanc rythmé de fenêtres élégantes ; au centre de la courbe, l'angle d'un cube de verre émerge.

Du côté de l'école primaire, deux bâtiments en L, alignements de fenêtres sans grande imagination. Mais, du côté des maternelles, la petite cour s'anime, traitée comme une place de village, avec ses petites maisons aux frontons triangulaires percés d'ouvertures rondes. Le plan d'ensemble, un peu trop complexe, ne permet pas au visiteur de s'y retrouver rapidement, mais réserve des surprises. Et les couleurs, rouge, jaune paille, bleu, donnent à l'intérieur des classes et des couloirs gaieté et mouvement.

A côté de cette réalisation sans prétention, si ce n'est celle — fondamentale — de contribuer à l'harmonie de la ville et de la vie de ses habitants, l'Institut français d'architecture expose les projets d'un concours récent pour l'Institut du monde arabe, un bâtiment qui sera un véritable monument dans Paris. Sur les quais de la Seine, à quelques pas de la faculté des sciences de Jussieu, à une encablure de Notre-Dame : lieu prestigieux pour lequel le ministère de la Culture a organisé un concours exemplaire malgré sa rapidité. Pour revenir sur le projet antérieur, trois semaines seulement ont été laissées aux sept équipes consultées. Parmi elles, deux provoquent l'admiration, avec des projets résolument contemporains, inspirés à la fois de culture moderne et des symboles de la culture arabe.

Edith Girard, qui réalise actuellement sa première construction, un ensemble H.l.m. à Stains, a intitulé son projet : « Donner place au ciel ». L'édifice, compact et fermé sur le quai, s'ouvre sur la rue pour laisser entrevoir un jardin suspendu. Un escalier de jeux d'eau et de verdure monte en larges marches jusqu'à cette terrasse où se déroule l'exceptionnel panorama de Paris et de son skyline. Le lieu, si le projet avait vu le jour, aurait été l'un des plus agréables buts de promenade de la capitale.

C'est en effet celui de Jean Nouvel, Pierre Soria, Gilbert Lezennes et Architecture Studio, qui l'a emporté. Le bâtiment, en marbre blanc, céramique et verre, est haut et étroit, coupé d'une faille en son centre — allusion au secret intérieur que protège si bien l'architecture arabe — et laisse libre un large espace, jardin d'arbres, de haies et de dalles décorées des mêmes motifs géométriques que la façade qui le borde.

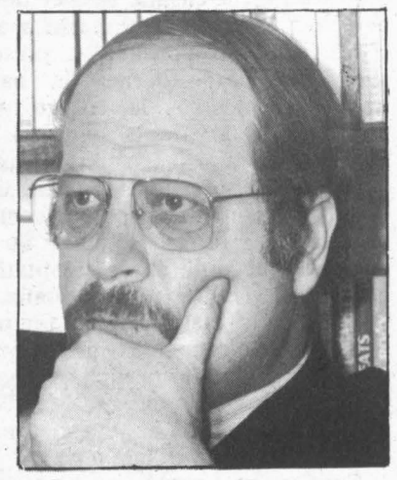
La force des formes alliée à la sophistication de la décoration feront sans doute de l'Institut du monde arabe un des plus beaux édifices contemporains de Paris, un de ceux que les amateurs d'architecture visiteront.

Dans les prochaines années, d'autres réalisations — moins prestigieuses mais de grande qualité —, comme le charmant conservatoire de musique de Christian de Portzamparc dans le VIIe arrondissement, vont ainsi contribuer à redonner à Paris l'image d'une ville moderne mais respectueuse de son passé. Cette évolution devrait aussi déborder de la capitale, si les élus profitent des nouveaux pouvoirs que leur confère la décentralisation, pour faire sortir la construction de son ornière de médiocrité.

Un certain nombre d'éléments permettent d'espérer beaucoup : l'enseignement, malgré ses imperfections, a enrichi les connaissances de la nouvelle génération ; l'architecture contemporaine, en partie grâce aux remises en question des théories modernes et aux réflexions sur l'histoire, s'est enrichie. La crise de la construction et la réduction de la commande peuvent, elles aussi, jouer un rôle positif, si elles rendent plus exigeants les maîtres d'ouvrage et plus attentifs les architectes. Il est bien sûr trop tôt pour attendre des miracles et pour s'enorgueillir des résultats, mais l'architecture française semble repartie sur la bonne voie. Reste à s'atteler au problème majeur qui, lui, paraît bien loin d'avoir trouvé une solution heureuse : l'organisation harmonieuse de la ville. ●

La chronique littéraire de Claude Glayman

Permanence de la question juive et émergence du drame polonais



ON n'entreprend pas d'écrire sur Israël sans craindre le tremblement qu'inspirent les tragédies et les mystères. Admettons après tout cette dimension de l'irrationnel sans sombrer dans les fourre-tout mystiques qui fleurissent tant aujourd'hui comme une échappatoire à une Histoire plus que difficile ; admettons-le d'autant plus qu'aucun livre marquant sur le sujet n'a paru au cours de ces derniers temps qui eût aidé à démêler l'extrême nœud de passions contradictoires.

Où est-il le moment où des essais secouaient notre interrogation juive — du moins pour ce qui me concerne car je n'aurais garde d'impliquer d'autres lecteurs touchés par d'autres motivations ? Je songe aux pages extraordinaires que Georges Friedmann avait intitulées... en 1965 (soit deux ans avant la guerre des Six-Jours) « Fin du peuple juif ? » (Idées - Gallimard) et à cet autre texte, plus récent, qui résonna comme un coup de tonnerre aux oreilles de quelques-uns « la Nouvelle Question juive » par Shmuel Trigano (Idées - Gallimard 1979). Deux maîtres livres, on en sort autrement qu'on y était entré. Caractéristique de quelques rares ouvrages d'élection qui font évoluer votre réflexion, dirigent même votre opinion.

Friedmann distinguait un divorce entre l'assimilation progressive au sein de la diaspora et l'enracinement israélien de la création du sionisme. D'où son titre qu'ont quelque peu démenti les dix-sept années de conflits vécues depuis (Friedmann est mort dans l'intervalle)..., démenti si l'on veut car s'il y a eu renaissance du judaïsme, en France par exemple, c'est sans doute en raison des engagements politiques et militaires de l'Etat d'Israël (c'est-à-dire son enracinement de fait au Moyen-Orient). Mais c'est aussi à cause d'un risque d'assimilation de fait pour ceux de la diaspora qui n'immigraient pas en Israël (c'est-à-dire les plus nombreux du peuple juif). Friedmann, sociologue, historien, économiste, écrivait et pensait comme on le faisait en ces années-là, avec le souci d'une rationalité rigoureuse, dans l'inspiration encore vivace d'un certain « esprit des lumières » et d'un progressisme qui postulait une positivité de l'Histoire.

Shmuel Trigano appartient lui à une autre génération, jeune, qui a connu un resourcement de spiritualité — intermédiaire peut apparaître un auteur comme Richard Marienstrass — je m'apprêtais à l'oublier — dont le livre « Être un peuple en diaspora » (François Maspero - 1975) rappelait que l'on n'est pas juif seulement parce que l'autre, antisémite en général, vous voit juif (selon les célèbres analyses de Sartre), mais parce qu'on appartient à une culture (on serait juif comme on est basque, indien ou arménien). Trigano apporte à cela une dimension philosophique et sacrée qui relève de la nouvelle réflexion sur le judaïsme (nouvelle... encore que des hommes comme Martin Buber ou Emmanuel Lévinas ne s'étaient pas privés depuis longtemps, depuis toujours, de l'afficher. Mais comment dire, cela semblait alors ne pas franchir les frontières des professionnels de la pensée philosophique).

Trigano, pour schématiser, prophétise un nouveau messianisme qui tournerait le dos à l'Occident et à la forme actuelle du sionisme, d'une certaine manière pur produit de ce même Occident. Il dit : « La judeité est aujourd'hui cette transhumance qui évolue entre la Porte de Rome et la Porte de Sion. Le petit retour s'est arrêté au seuil de Sion... » Puis il ajoute : « Sortir de l'Occident, pour les juifs, c'est, tournant le dos à leur « normalité », s'ouvrir à leur altérité. » « ...Le sionisme (l'Etat des juifs) est une médiation, non une fin, un but en soi. » Trigano aspire explicitement à un renouvellement de l'expression de la modernité et de la judéité (modernité et judéité qui vont de pair).

On mesure la progression de l'interrogation juive qui, il faut bien le dire, conduit à de véritables abîmes, du moins pour ceux qui ne raisonnent qu'en termes de politique quotidienne... ce que l'on ne saurait admettre lorsqu'on réfléchit à ce sujet. Le mystère n'a-t-il pas été évoqué au début de cet article ? De ce fait le dernier ouvrage que nous signalerons ici se prête mieux à l'exégèse puisqu'il s'agit du recueil de textes d'un historien de profession. Je veux parler de Pierre Vidal-Naquet, et de « les Juifs, la mémoire et le présent » (Petite Collection Maspéro - 1981). Si Vidal-Naquet souligne qu'il existe aussi des « moments heureux dans l'histoire juive » (le récent voyage du président Mitterrand ne restera-t-il pas comme l'un de ces moments heureux ?), il n'empêche que le savant qu'il est s'arrête longuement sur Massada (cernés par les Romains, environ un millier de juifs se sont délibérément suicidés en l'an 73 après J.C. plutôt que d'accepter l'esclavage) et sur le récit qu'en a donné Flavius Josephe, tout comme Thucydide et Hérodote ont décrit les guerres et les événements de la Grèce antique. Confrontation entre les fouilles effectuées par les archéologues isréaliens sur le site actuel de Massada et le récit. On a parlé depuis, et à maintes reprises, du « complexe de Massada » tant à propos du Ghetto de Varsovie par exemple que de l'entêtement de la politique israélienne à l'égard des Arabes.

Il existe, Vidal-Naquet le rappelle, une littérature de l'apocalypse mais il reste que s'il y a eu des moments roses dans la vie juive au cours des siècles, il importe de rétablir les faits à l'encontre des falsifica-



Deville

Pierre Vidal-Naquet.

tions. Ainsi par exemple l'historien note : « Quoi qu'on en dise souvent, l'Etat d'Israël n'est pas que le résultat du seul antisémitisme européen, il est aussi le négatif de la situation faite aux juifs en pays musulmans, destin infiniment moins tragique sans doute mais qu'il ne faut tout de même pas peindre à l'eau de rose »... et de préciser « l'antisionisme et l'antisémitisme, en droit distingables, se mêlent en fait étroitement dans nombre de textes publiés dans les pays arabes ». A cela il conviendrait de raccrocher le sort des juifs des pays de l'Est et singulièrement ceux d'U.r.s.s. (cf. « les Juifs du silence » d'Elie Wiesel - Le Seuil - 1966). Restent aussi les réserves, pour ne pas dire les critiques, que le citoyen, le militant mais aussi l'observateur, Vidal-Naquet, adresse à la politique, précisément quotidienne, d'Israël.

Dans un texte de 1977, il dénoncera la torture qui serait pratiquée à l'encontre des Palestiniens et dans une tribune de 1979, en un cinglant rapprochement entre MM. Begin et Arafat, il conclut par cette phrase qui apostrophe les politiques de ces deux leaders : « Il va sans dire que l'une et l'autre de ces politiques sont dangereuses, génératrices d'explosions et que, entre la Palestine et Israël, il faudra bien qu'il y ait une frontière ; cette frontière ne tombera pas du ciel monothéiste, mais résultera de négociations. »

En effet, la paix passe par la négociation comme cela s'est toujours pratiqué, pas plus Israël que les Palestiniens n'échapperont à ce dénouement, obligé et... heureux. A moins de parier sur la catastrophe et l'apocalypse il faut en quelque sorte banaliser l'extraordinaire contentieux israélo-arabe (ce qu'avait d'ailleurs fait Sadate qui en est mort). Banaliser ne signifie pas normaliser. Or c'est bien de normalisation qu'il s'agit en Pologne.

Quelque trois mois après l'avènement d'un bonapartisme répressif de curieuse essence pour le monde communiste, on assiste ici à une floraison d'ouvrages dont on voudrait dire l'inégal apport. L'édition a en effet trop tendance à aller vite, à vouloir coller à l'actualité comme s'il s'agissait de journalisme. On attend autre chose d'un livre que de retrouver une somme d'articles (fussent-ils d'un incontestable intérêt comme ceux que Krzystof Pomian a



Lech Walesa, le 16 août 1980, aux chantiers navals de Gdansk.

regroupés sous le titre « Pologne : défi à l'impossible ? de la révolte de Poznan à Solidarité » (les éditions Ouvrières), ou fussent-ils originaux — mais quelque peu hâtifs comme ceux qui constituent l'ouvrage intitulé « Pour la Pologne » (le Seuil) où l'on pousse l'impudeur, à mes yeux du moins, jusqu'à publier des listes de pétitions françaises dont certains des signataires sont des auteurs du livre en question. Déjà différent apparaît le montage de textes dû à Jean-Yves Potel « Gdansk, la mémoire ouvrière, 1970-1980 » (Maspero) ou tout simplement le « Dossier de Solidarité » de la revue « l'Alternative », également chez Maspéro, qui ne se donne pas pour ce qu'il n'est pas et fournit d'utiles indications. N'y a-t-il pas mieux à faire et à demander à un historien, à un politique de concevoir un livre original ?

Sous cet angle deux titres retiendront mon attention, encore que le premier consiste également en un recueil de textes, mais attention, polonais cette fois « Quand les journalistes polonais parlaient » (textes traduits et présentés par Pierre Li chez Megrelis) et un autre remarquable, autant qu'accessible, petit ouvrage global intitulé « Révoltes ouvrières à l'Est » (éditions Complexe) et qui est dû au Tchèque Pavel Tigrid.

A partir d'août 1980, la presse, officielle ou indépendante, a connu un développement sans précédent en Pologne. Pierre Li, qui fut correspondant de « l'Humanité » de 1972 à 1976 et exclu du P.c.f. en 1980, a puisé dans ce miroir-vivier de la vie polonaise. Non sans un certain humour, grinçant et noir, on nous montre la réalité de la base et de la base ouvrière. Condition des femmes face à la corruption des petits dignitaires du Parti, combattants contre l'injustice qui se souviennent des répressions récentes et plus lointaines, rites du débat politique d'avant 1980, censeurs à l'œuvre opposés à ceux qui tentent de faire éclore et éclater le « parler vrai », etc. Hélas — et c'est un manque regrettable — rien sur l'Eglise, souvent citée, jamais décrite de l'intérieur, au niveau de ses serviteurs dont on aurait aimé un portrait aussi vivant que celui des autres couches de la population polonaise.

Tranches de vies qui nous éloignent des imprécateurs abstraits du totalitarisme ou des mystificateurs de la « faute » mais qui ne nous disent pas en soi ce qui s'est passé en Pologne au niveau du structurel. C'est en ce sens que je crois devoir louer le livre de Tigrid. En cent quarante-quatre pages, maîtrisées, documentées, accessibles à tout lecteur et peu cher, l'histoire de l'Est en révolte nous y est expliquée. Berlin (1953), Varsovie (1956), Budapest (1956), Mur de Berlin (1961), Prague (1968), Roumanie (1977), Pologne (décennie soixante-dix, été quatre-vingt, etc.), quelle longue suite historique ! Toujours la même en quelque sorte, celle de la revendication ouvrière avant tout. Motivations d'ordre économique et social de la part d'une classe qu'on a magnifiée par ailleurs en termes formels pour mieux l'exploiter, qu'on a tenté d'amadouer quelque peu et de cloisonner avec quelques miettes d'une consommation au modèle emprunté à l'Ouest et qu'on a en définitive toujours bernée et réprimée et de quelle manière. La cassure de l'après-guerre avait brisé ou presque la tradition de l'organisaton ouvrière d'avant-guerre, alors embryonnaire et souvent marquée par un idéal communiste réel face au stalinisme moscovite. Classe ouvrière — Tigrid ne parle pas par définition du monde paysan — coupée du monde intellectuel, enfant chéri et perverti des nouveaux régimes. Et puis en Pologne (à Prague aussi) la jonction intellectuels-classe ouvrière s'opère finalement (le Kor à Varsovie) et le pouvoir se retrouve coincé, d'autant qu'une certaine alliance laïque se noue avec l'Eglise (ce qui n'enlève rien à la foi des Polonais). Pour couper court, le bonapartisme s'installe, parallélisme frappant avec la montée un peu partout dans le monde des pouvoirs militaires. Voici en quelques lignes le dessin structurel de ce qui s'apparente à une gigantesque et durable Commune. Il faudrait comparer avec les luttes ouvrières en Occident tant au XIXe siècle qu'aujourd'hui, avec celles des peuples du tiers monde. Point focal d'identification et de différence. En tout cas, pour saisir le nœud du problème à l'Est, rien de plus urgent que de lire le livre de Tigrid, un exposé lumineux qui rappelle bien que l'Histoire a toujours un sens. ●

A conseiller quatre collections spécifiques de textes judaïques :

— « Diaspora », chez Calmann-Lévy.

— « Judaïques, une bibliothèque juive », Jean-Claude Lattès.

— « Judaïsme/Israël », Stock Plus.

— « Présences du judaïsme », Albin Michel.

— Egalement en vedette le tout récent Guide Bleu Hachette consacré à Israël.

Culture au fil des jours

Alain, lecteur inattendu de Marx

La rencontre d'Alain, son enseignement, sa pensée et jusqu'à son style ont marqué des générations de filles et de garçons dans les trente premières années de ce siècle. Elève lui-même du philosophe Jules Lagneau, Alain fut l'ami d'Elie et de Florence Halevy, de Charles et de Marie Salomon, de Jeanne et de Michel Alexandre, du chirurgien Henri Mondor, de Paul Valéry, de Jean Hyppolite, traducteur de Hegel. Il a laissé une œuvre considérable que n'épuisent pas les quatre volumes de la Pléiade (1).

Avant sa mort, qui survint à l'âge de 83 ans en 1951, il avait entrepris d'écrire une introduction à la pensée de Karl Marx (« grande ambition », dit-il), travail auquel l'avait conduit « une étude assez poussée de Hegel » faite quelques années plus tôt. Les notes rédigées qu'il a laissées viennent de paraître dans le bulletin que publie deux fois par an l'Association des amis d'Alain.

Alain annonce que ce sera « un long ouvrage et difficile ». Il prévient aussi qu'il n'est pas socialiste, « ayant d'autres questions à résoudre avant celle-là ». De fait, ce penseur qui s'était lancé dans la bataille pour la révision du procès de Dreyfus, qui avait enseigné dans les universités populaires, qui, pacifiste, s'était engagé à 46 ans comme simple soldat en 1914, et qui fut, avec Paul Rivet (socialiste) et Paul Langevin (communiste), un des trois fondateurs du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes après la tentative du coup de force des ligues du 6 février 1934, ce penseur s'est toujours tenu à l'écart de la vie politique proprement dite et ne s'est jamais situé dans le champ politique sous une autre dénomination que celle de « radical » (et, plus précisément, de « combiste »).

Je me garderai de répéter ici ce qu'écrit Alain sur Karl Marx : que ceux qui éprouvent une curiosité assez forte pour prendre la peine de se procurer ce texte (2) ne soient pas privés du choc que leur réservait la rencontre inattendue de la pensée jaillissante d'Alain avec « cet esprit turbulent qui laboure le monde ». Je me bornerai à deux remarques. Premièrement, par-delà les obscurités et les énigmes auxquelles les familiers d'Alain sont accoutumés, et qu'accentue sans doute le caractère d'ébauche de ces notes, Alain est bien là tout entier présent. Ceux qui ont lu son œuvre, ceux qui l'ont entendu parler retrouvent le ton, l'audace, les éclairs, et jusqu'aux reprises de la pensée. Deuxièmement, s'il y a des marxistes de courants divers dans le monde politique — et, naturellement, des antimarxistes —, s'il existe des marxiens, des marxologues, des commentateurs, des interprétateurs des annotateurs de Marx, les simples lecteurs de Marx sont une espèce introuvable. Qui pense à lire « le Capital » ou la « Correspondance avec Engels » comme un « Dialogue » de Platon, « les Essais » de Montaigne, « les Méditations » de Descartes, « le Curé de campagne » de Balzac ? Alain l'a fait. Il en sort renouvelé et Karl Marx rafraîchi.

A peu près au moment où paraissait le bulletin de l'Association des amis d'Alain, Maurice Godelier déclarait dans une interview qu'a publiée le Monde-dimanche du 14 février : « Il faut traiter Marx comme il le demandait, comme n'importe quel penseur historique, comme Aristote, Descartes ou Rimbaud ! »

COLETTE AUDRY

(1) Citons tout particulièrement : « Marx ou la guerre jugée », « le Citoyen contre les pouvoirs », « Souvenirs de guerre », « Souvenirs concernant Jules Lagneau », « Histoire de mes pensées », et les admirables essais de critique littéraire sur Balzac, Stendhal et Dickens.

(2) Les commandes sont à passer à Gilbert Kahn, trésorier de l'Association des amis d'Alain, 24, rue des Réservoirs 78000 Versailles.



Alain.

Jazz : dames oui

Même cette encore trop misogyne musique de jazz semble avoir fait un effort pour la journée des femmes : le New Morning a offert sa scène, pour le 8 mars, à Carla Bley, pianiste-chef d'orchestre-compositrice dont l'importance n'est plus à dire (elle reviendra, le 16, pour un concert à la Maison de la Radio).

Pas de 8 mars, en revanche, pour les éditeurs de disques. On notera quand même trois parutions dans le jazz féminin enregistré. Une confirmation, celle de l'éternelle jeunesse de Sarah Vaughan, dont le chant a retrouvé chez Pablo le plus beau des écrins : le Count Basie orchestra (« Send in the clowns »). Et, surtout, deux révélations. Emily Remler, une toute jeune guitariste qui s'est découvert en Hank Jones, le pianiste, un compagnon pour les plus passionnantes aventures musicales (disques Concord-Dam). Enfin, une quasi-inconnue, Chaka Khan, qui prête une voix étrange et prenante aux « Echoes of an era » (Elektra) où elle dialogue avec quelques surdoués comme Freddie Hubbard et Chick Corea.

S.R.

Le cinéma en festivals

Dans la foulée du Festival du film de Chamrousse (15 - 20 mars), toute une série de compétitions de ce genre sont prévues dans les prochaines semaines. Deux d'entre elles au moins méritent une mention particulière, outre l'originalité propre de leur thème.

D'abord, le Festival international de Cognac du film policier (2 - 5 avril), dont le lauréat bénéficiera d'une aide véritable (200 000 F) pour la promotion de son film ; on y guettera particulièrement « Terminus liberté », la dernière œuvre de l'auteur du remarquable « Couteau dans la tête », Reinhard Hauff.

Surtout, à Amiens, viennent de s'ouvrir (jusqu'au 21 mars) les Journées cinématographiques contre le racisme. Outre les quatorze films en compétition, les participants pourront profiter d'un très riche éventail d'« hommages » spécialisés : le cinéma algérien, découverte du cinéma indien, les cinéastes noirs américains, l'œuvre de René Vauthier (l'auteur notamment de « Avoir vingt ans dans les Aurès ») et une intéressante anthologie du racisme plus ou moins latent dans la production dite populaire (« Tarzan », etc.) ou les films d'auteur (« la Terre de la Grande Promesse », « Voyage au bout de l'enfer », « Midnight Express »...) Un bon exemple de travail intelligent.

S.R.

Découvrons les verts paradis de Verdi

Depuis le 19 février et jusqu'au 27 mars, le Théâtre musical de Paris triomphe avec quatre opéras de jeunesse de Giuseppe Verdi. Après « Macbeth » et « I Masnadieri », « Attila », mis en scène par le cinéaste René Allio et « Ernani », présenté en version de concert, jetteront les dernières flammes d'un festival pour le moins original et passionnant. Quand l'art lyrique devient un royal feu d'artifice...

Nouvelle passion dans le monde lyrique : les « Verdi-de-jeunesse » sont en train de faire le printemps musical de la capitale. On y court, on y vole et le T.m.p. affiche complet. Pourtant, le pari lancé par Jean-Albert Cartier n'était pas gagné d'avance. Il y a cinq années encore, quel théâtre aurait osé centrer sa programmation autour d'ouvrages — « Macbeth » mis à part — pratiquement inconnus et relégués au rang des antiquités gentillettes, légères et sans intérêt ? Mais les mentalités ont changé. Le public ne se satisfait plus, visiblement, des sentiers battus et des sempiternelles mêmes rengaines. Un appétit nouveau est né : celui de la découverte, de l'aventure.

Mais que sont, au juste, ces fameux « Verdi-de-jeunesse » dont l'appellation semble tout aussi contrôlée que « château-margaux » ou « vieux-loup-de-mer » ? Jusqu'où vont-ils dans le temps et sur quel ouvrage s'opère la transition vers le grand Verdi ? Chronologiquement, ils s'étalent entre « Oberto » (1839) et « Luisa Miller » (1849). Après, avec « Rigoletto » (1851), on pénètre dans un autre univers, incontestablement plus novateur, plus personnel.

Les ouvrages des jeunes années ne sont pas tous d'égale qualité. Si « Macbeth » est déjà le signe avant-coureur du génie à venir, « I Masnadieri » (pourtant postérieur), « Ernani » et « Attila » n'ont pas cette force. Ils ne sont pas, pour autant, bons à jeter au panier. Certes, Verdi y manie presque exclusivement une sorte de tiercé musical répétitif (récitatif — air — cabalette) qui donne à l'ensemble une allure peu sérieuse de cavalcades ininterrompues. Oui, c'est vrai qu'« Attila » résonne comme un cheval au galop et que les mélodies enchaînées ont quelque chose d'un irrésistible et drolatique « tagada tagada ». Mais si l'on va par là, Beethoven a bien écrit « Pom Pom Pom Pom » et personne n'a éclaté de rire... Il convient donc d'accepter le divertissement, la simplicité d'écriture (encore que les vocalises d'Odabella, toujours dans « Attila », sont aussi périlleuses et compliquées que celles de Lady Macbeth) et de ne pas s'arrêter au premier degré.

Pour nous y aider, le T.m.p. a fait appel à des metteurs en scène, à des interprètes qui forcent l'admiration.

« Macbeth », par exemple (1). Signé Pier-Luigi Pizzi. Une manière de chef-d'œuvre. Une mise en scène géométrique, noire, nue, qui épousait le drame sans l'étouffer et laissait éclater la violence interne de la partition. Voici une production exemplaire, intelligente qui mériterait de voyager à travers la France entière et d'être même reprise à Paris dès que possible. Au fait, pourquoi la télévision n'a-t-elle pas pensé filmer ce spectacle ? Elle filme bien au palais Garnier, il serait temps qu'elle tourne ses caméras vers le T.m.p....

« I Masnadieri » (les brigands) n'ont pas eu la même chance. Il est préférable de glisser sur la scénographie inexistante de Pierre Constant et les décors tartignoles de Roberto Platé. Mais le public a pu y découvrir une voix : la toute jeune Margarita Castro-Alberty dont les débuts français à la scène furent littéralement foudroyants. On la retrouvera, l'an prochain, sur les planches de l'Opéra de Paris. Mais que c'est émouvant, une première rencontre !

Vient, à présent (du 16 au 27 mars) (2) la seconde vague de ce festival Verdi : « Attila » et « Ernani ». Avec, en plus, quelques promenades dans le répertoire de l'âge « mûr » : le « Requiem » (22 mars) dirigé par Jean-Claude Casadesus et un récital de quelques grands airs offert par Martina Arroyo (29 mars). C'est René Allio, le metteur en scène de « la Vieille Dame indigne » ? qui s'attaque, pour sa seconde mise en scène lyrique, au roi des Huns, à sa barbarie, à sa marche sur Rome, à sa mort. Tout un programme où Verdi retrouvait le souffle nationaliste qui avait déjà illuminé « Nabucco ». L'invasion étrangère, le soulèvement de tout un peuple, la résistance au nom d'une identité culturelle, les cris souvent répétés de « Attila, Attila ! » sous lesquels le public de l'époque entendait volontiers « Italia, Italia » : autant d'éléments qui font de cet opéra un morceau de bravoure, un acte musical politique. Mais on y trouve aussi un simple drame humain, l'histoire d'un homme qui s'effondre... et René Allio l'avoue : c'est cette dimension secrète qui l'a le plus touché.

Ainsi allait le jeune Verdi, allegro con fuoco la plupart du temps. Fonceur, décidé. Mais aussi fin psychologue, déjà. Sachant forger des personnages à la hauteur des drames qu'ils avaient à chanter. Par la suite, Verdi musclera sa musique, franchira le cap d'une dramaturgie résolument moderne. Mais pour bien saisir la portée de son audace, encore fallait-il pouvoir comparer les étapes. Voilà qui est fait. Quel beau cadeau, ces quadruplés du T.m.p. !

FABIAN GASTELLIER

(1) Sur « Macbeth » ne pas manquer le dernier numéro de « l'Avant-Scène opéra ».

(2) « Attila » les 16, 18, 20, 23, 25 et 27 mars. « Ernani » les 21 et 24 mars au Théâtre musical de Paris : 261.19.83.

René Allio : « Sous la barbarie, le drame humain. »

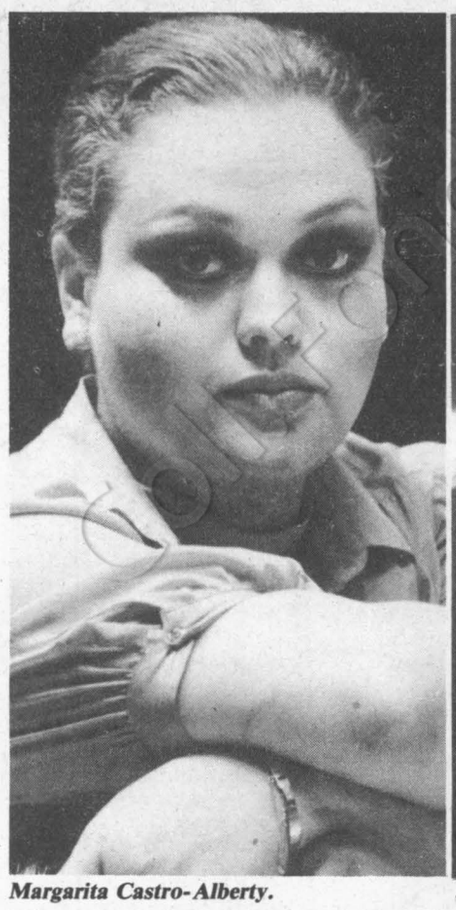
« L'opéra m'a toujours fasciné. Parce que c'est un art qui fait appel à l'inconscient collectif, qui éveille en nous tout un monde d'images, d'archétypes. C'est aussi la sensibilité, l'émotion mises à nu ; or, en tant que cinéaste, j'ai toujours cherché à donner une place privilégiée à l'émotion. D'une certaine façon, il était évident qu'un jour je me mesurerais à la musique, à l'art lyrique. Parce que, si d'une certaine façon, le genre opéra est mort avec « Lulu », l'histoire de la mise en scène d'opéra, elle, vient tout juste de naître.

Pourquoi « Attila » ? Et pourquoi pas ? Le génie de Verdi est déjà là, dans la façon qui fut la sienne d'utiliser les conventions de son époque. Personnellement, je ne renie pas ce système de conventions. Il faut marcher avec et non pas lutter contre. Il faut trouver le moyen de servir ces conventions — l'aria chantée face au public et presque la main sur le cœur, par exemple. Rien n'est plus beau parce qu'à ces moments-là le rapport au temps devient autre. Ces instants appartiennent à la narration, mais sont des points d'arrêt, des parenthèses. La représentation continue son déroulement et, à l'intérieur, l'histoire se stoppe. C'est la musique qui, seule avec la chant, assure le lien entre les deux mondes ; la continuité...

On a longtemps dit qu'« Attila » était une œuvre ridicule. Uniquement parce qu'on ne la connaissait pas. On passait par le choix d'une esthétique dominante et on méprisait les autres. Ce n'est plus possible : il faut apprendre à cohabiter avec toutes les musiques, car elles sont toutes un langage spécifique qui ne peut qu'enrichir l'auditeur.

Bizarrement, ce qui me fascine dans « Attila », c'est moins la fougue nationaliste, la révolte d'un peuple opprimé que le drame humain d'un homme qui s'écrase. Verdi détestait sûrement son tyran, mais, avec le temps et l'histoire, c'est quand même lui qui domine toute l'œuvre. Sa musique, la musique qui entoure, décrit, supporte le personnage d'Attila est la plus belle musique de cet opéra. Attila, le roi des Huns, c'est une force primitive qui vient s'échouer ; c'est l'image d'un monde antique qui se défait. Voilà ce que j'ai voulu dire : le héros fêlé, plus près d'Otello ou d'Ivan le terrible que du barbare simpliste. L'annnonce de la mort des dieux. Et, recouvrant le cadavre, la naissance d'une nation. Vous voyez, « Attila », finalement, c'est bouleversant. »

F.G.



Margarita Castro-Alberty.



« Macbeth », au T.m.p.

Opéra-Bastille

Remue-méninges* à la télévision

L'AUDIOVISUEL par-ci, l'audiovisuel par-là : quel beau sujet de conversation pour l'hiver de l'opposition que cette télévision de l'après 10-mai ! Une vraie cible de stand de tir. De quoi vous faire imploser ! D'un côté, les lazzis permanents contre le petit écran « récupéré » par le nouveau pouvoir et, de l'autre, la complainte des militants désireux d'accélérer le lifting des médias, encore bâtards selon eux, hésitants entre la continuité et le vent du changement.

Mais le changement, ce n'est pas une affaire de formule magique. Il ne suffit pas de claquer des doigts pour que le décor se transforme. Tout cela est affaire de long travail, de patience. On ne bouscule pas les habitudes d'un simple revers de la main...

Que n'a-t-on pas entendu ! Télévision débile, grossière, ringarde, ennuyeuse, pornographique, stalinienne... On croit rêver ! Ne se passe-t-il donc rien de passionnant dans le monde, à l'intérieur de notre propre pays pour que la presse se soit obnubilée à ce point sur cet épiphénomène ?

Que la télévision n'ait pas encore donné à ses spectateurs entière satisfaction, c'est certain et, d'ailleurs, pas vraiment nouveau. Il faut avoir la mémoire vraiment courte pour croire que personne ne râlait du temps du règne absolu de Guy Lux et que foyers ronronnaient d'un égal plaisir durant « Au théâtre ce soir... »

Toujours est-il que la télévision doit bouger. Et qu'elle bouge. Pour mieux le faire savoir, nous avons été sur le terrain, dans les coulisses des trois chaînes, pour voir ce qui s'y prépare. Et nous avons interrogé les saltimbanques, ceux qui créent, produisent, animent. En clair : ceux qui se jettent à l'eau. Afin de comprendre leurs désirs et, surtout, de faire comprendre que, vingt-cinq années d'une certaine forme de télévision peuvent difficilement juger quelques mois d'un nouveau visage.

F.G.

** Titre d'une remarquable nouvelle émission de Gilbert Lauzun, programmée chaque mois sur Antenne 2.*

Variétés: les belles surprises de Pierre Bouteiller

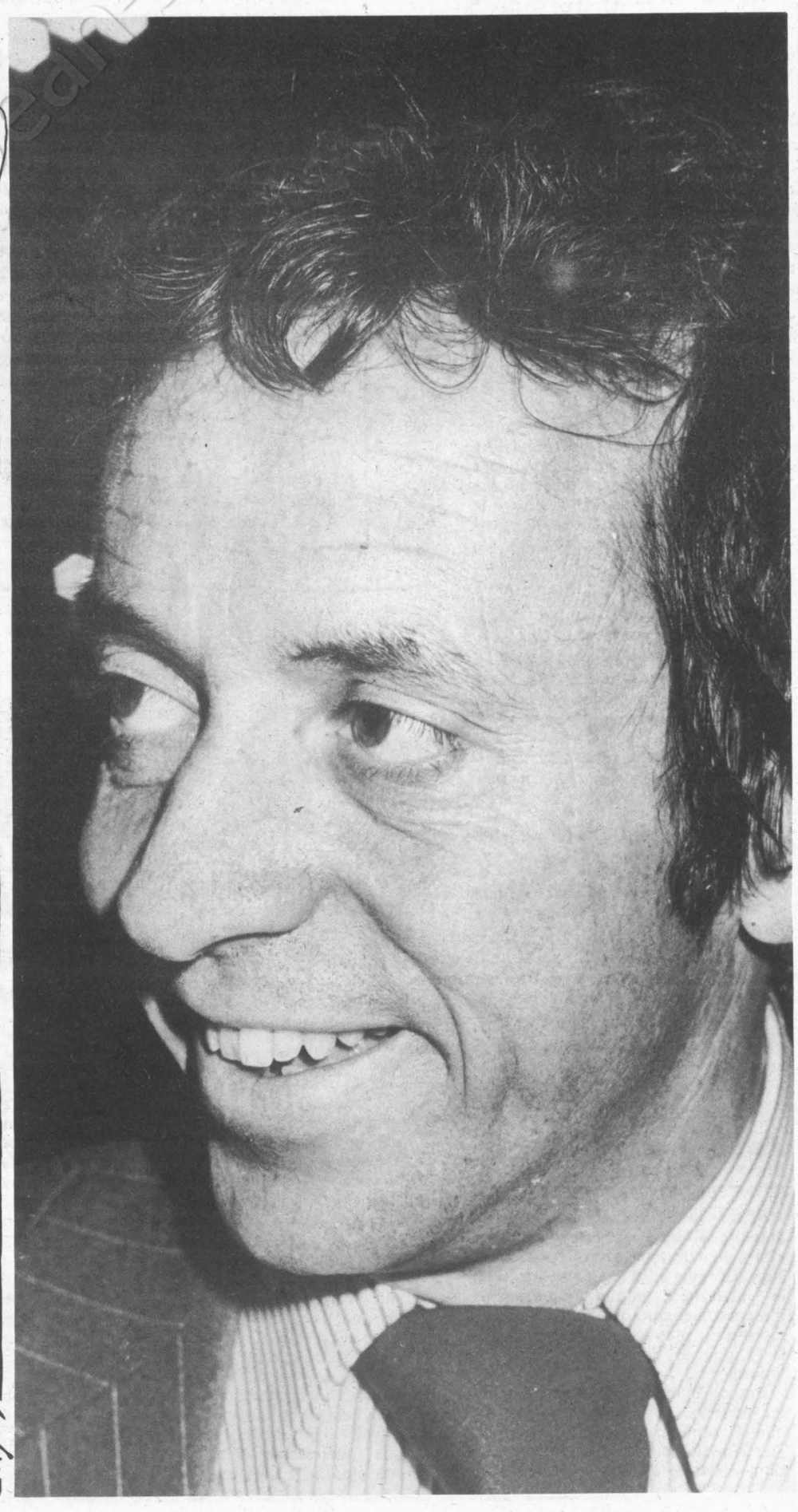
"C'est stupide et faux d'opposer la culture au divertissement. Comme si l'on se divertissait idiot et comme si l'on se cultivait emmerdant!"

PAR FABIAN GASTELLIER

IL avait fait s'éclater la radio, le voici désormais en place pour bousculer la bonne vieille télévision : à 38 ans, Pierre Bouteiller vient encore d'ajouter une corde à son arc en prenant la responsabilité des programmes de variétés sur T.f.1. Son et lumière, quoi ! Un vrai festival... Surtout que, redoutant par-dessus tout la sclérose ou la spécialisation à haute dose, Pierre Bouteiller s'est ménagé une « lucarne » sur les ondes ; une « respiration radiophonique » comme il dit lui-même. Afin de ne pas se blaser, s'encrasser dans une seule forme de communication. Mais l'image l'attire depuis toujours. Le mystère de l'image lorsqu'elle sait inventer, danser ; être autre chose qu'un simple portrait animé. Ce passionné de musique(s) — il tient au pluriel — et de cinéma a plus d'un tour dans son sac et désire ne pas se préoccuper outre mesure des attaques dont la télévision est, à l'heure actuelle, constamment l'objet.

Pierre Bouteiller, le passionné, a bien voulu dévoiler à « l'Unité » l'envers du décor télévisuel de la première chaîne. A l'écouter, de belles surprises nous attendent...





« L'UNITE » : Pierre Bouteiller, on dit de part et d'autre que la télévision ne va pas bien... Alors, vous, comment vous sentez-vous ?

PIERRE BOUTEILLER : Moi ? Le mieux du monde ! Lorsqu'on est attaqué de tous côtés, finalement, c'est plutôt bon signe ! Il convient de garder son sang-froid ; de ne pas répondre aux provocations par des colères qui seraient tout de suite montées en épingle... D'ailleurs, au bout du compte, la télévision n'est qu'une cible paravent. Derrière elle, c'est le Pouvoir que l'on cherche à atteindre. Et, pour ce genre de combat au ras du sol, le petit écran est une bonne arme car il touche de très près le cœur des Français. La télévision est un membre de la famille, une habitude ; quelque chose avec quoi on cohabite quotidiennement et dont on se veut tout à la fois fier, responsable et content. Vous savez, il a trois responsables pour les trois chaînes, mais, d'une certaine façon, il y a 50 millions de directeurs de programmes... Vous ne rendrez jamais 50 millions de personnes satisfaites, alors tant pis ! Cela dit, je tiens à préciser qu'en ce moment les téléspectateurs sont, en fait, manipulés.

— Vous pensez aux sondages ?

— Les sondages sont la nouvelle maladie du XXe siècle. Comme si vous étiez un grand malade, on vous prend le pouls sans arrêt. Se préoccuper de la télévision à ce point ; en faire une véritable obsession, sin-

cèrement ce n'est pas sérieux. Cela n'a pu exister et se développer que parce que ces gens-là n'avaient rien d'autre à se mettre sous la dent. Au premier problème réellement important, ils lâcheront les baskets du petit écran !

— D'une certaine façon, vous êtes un peu écartelé entre deux camps : ceux qui trouvent que la « chasse aux sorcières » a abouti à une télévision stalinienne et ceux qui jugent le changement trop lent, trop hésitant.

— Ah ! La chasse aux sorcières ! Eh bien je l'attends encore... Six responsables sont partis, c'est tout ; des figures emblématiques... L'intendance, elle, est restée. Et elle a donné naissance à une force de blocage dans les efforts de changement. Force à laquelle, curieusement, se sont ralliés les syndicats... Et puis cette loi sur l'audiovisuel qui joue les « Godot » et n'arrive jamais... Du coup, nous stagnons, inévitablement. Comment prendre de grandes décisions, d'importantes initiatives tant que vous ne savez pas comment évolueront les structures ? Il aurait fallu aller plus vite. Claude Estier avait bien raison lorsqu'il disait que la réforme de l'audiovisuel était, une fois le 10 mai franchi, une des priorités absolues du nouveau gouvernement. A trop attendre, on n'a réussi qu'à mécontenter tout le monde en faisant de l'à-peu-près. Quand on n'a pas aiguisé les griffes des opposants...

— Vous attendez beaucoup de la réforme ?

— Enormément. Qu'elle nous sorte de l'aberrante loi de 1974, déjà ! Qu'on ne se bagarre plus entre les chaînes en jouant à l'espionnage industriel ! Et puis que l'on puisse manœuvrer avec plus de souplesse, plus d'autonomie. Il faut nous rendre la noblesse de notre rang, qui est celui d'un service public ; nous redonner la possibilité d'être une entreprise dynamique. Il ne faut surtout plus ronronner mais ouvrir les fenêtres, aller vers la recherche, l'invention, l'ouverture. Faire de grands pas. Afin de nous préparer aux futures révolutions technologiques, les satellites, la quatrième chaîne, etc. Il est important d'être vigilant, prêt. Sinon, nous ne serons que de vieux croulants dépassés par les événements...

— Alors, les changements à T.f.1, dans votre secteur appelé « variétés », quels seront-ils au juste ?

— Les « variétés », cela ne veut pas dire grand-chose. En tout cas, pour moi, cela ne saurait en aucun cas se résumer aux seules émissions de chansons... Par « variétés », j'aimerais que l'on entende « programmes variés ». Et cela peut donc aller du simple « show » jusqu'au film de fiction en passant par des documentaires sur la musique classique, par exemple. Mais les « variétés » sont un genre qui ne se change pas facilement... Dans l'absolu, la première (et seule) chose que l'on peut immédiatement transformer, à la télévision, c'est l'information. Parce que ça marche au jour le jour. Mais le reste est inscrit dans des cahiers de commandes qui s'étendent sur des mois. Ce contre quoi les gens râlent, en ce moment, c'est en fait des émissions commandées il y a plus d'un an ! Dans le secteur « variétés », le changement peut s'établir à moyen terme. Il faut que les téléspectateurs le comprennent ; que la race des impatients se rende compte de la réalité des choses : on nous boucule avant même que nous ayons eu le temps d'installer une réelle grille de programmes, pouvant faire comprendre notre ligne de conduite, nos désirs... Ici, nous avons gardé ce qu'il fallait garder : les Carpentier, par exemple, qui ont leur public. Mais il convenait de changer les fréquences. Les Carpentier, Guy Lux, ok, mais pas en seuls maîtres des lieux ! En gros, nous avons changé 20 % des programmes et il est impossible de transformer le reste tout de suite. Personnellement, je suis pour des variétés ouvertes sur le monde ; pour le mélange des styles. Et totalement contre une télévision qui se contente d'être un diffuseur de chansons à la solde des maisons de disques... Mon rêve, mon souhait, c'est de faire travailler les gens que j'estime. Ou d'ouvrir ma chaîne aux créateurs que j'aime, Barbara, Yves Montand, Guy Bedos... Des « coups », d'accord, mais avec des personnalités rares. Barbara, on ne la voyait pratiquement jamais, eh bien nous allons retransmettre son show de Pantin. Yves Montand, nous le suivrons dans sa tournée française et américaine. En compagnie (efficace) de... Simone Signoret ! Bedos, sur T.f.1, a toujours plus ou moins été barré. Il n'avait jamais eu une émission à lui... Nous la lui donnons, en programmant l'intégrale de son spectacle, enregistré en public à Strasbourg.

— Mais pour une télévision nouvelle, ne faut-il pas des réalisateurs nouveaux ?

— La date de naissance ne fait rien à l'affaire... J'ai ici, en cassette vidéo, un show Maurice Chevalier de 1967 en noir et blanc, qui est bien plus révolutionnaire que la plupart des réalisations des années quatre-vingt. Il est vrai qu'il est signé... Jean-Christophe Averty !

— Un homme « télévisuel » s'il en est...

— Oui. Et c'est cela qui compte : retrouver l'esprit de la télévision, l'écriture propre au petit écran. Avec Averty, nous fourmillons de projets : une émission sur Zizi Jeanmaire, les 50 ans de chanson de Tino Rossi. Vu par lui, ça risque d'être quelque chose, non ?

— Et pour les autres types de musique ?

— Notre cahier des charges nous oblige à programmer ce que produisent le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France et le National. Très bien. Mais j'ai envie, aussi, d'émissions sur le classique : nous sommes en train de mettre sur pied, avec Armand Panigel, une émission sur Toscanini. Et puis en coproduction avec les Etats-Unis, un film sur Maurice Ravel. Toujours avec Panigel, j'aimerais bien faire une « histoire du disque ». Mais ce n'est encore qu'un projet. En ce qui concerne le jazz, je désire rénover avec la diffusion, en différé, du festival d'Antibes...

— Avous écouter, on a l'impression que vous voudriez réhabiliter les « variétés »...

— Les réhabiliter, non ; mais leur donner leur réelle signification. C'est un vieux et stupide faux débat que d'opposer la culture au divertissement. Comme si l'on se divertissait idiot et comme si l'on se cultivait emmerdant ! N'importe quoi ! On peut parfaitement se changer les idées sans verser dans le crétinisme !

— Mais ça, c'est le grand combat : arriver à changer les mentalités...

— C'est le seul vrai changement, et je sais bien qu'il relève de l'utopie... Mais il faut foncer pour essayer d'y arriver. Quitte à choquer. On ne change pas impunément. Les gens sont trop encrassés dans leurs habitudes, et cela depuis toujours. Je me souviens, chez moi, lorsqu'on se réunissait autour du poste de radio, le soir. Eh bien l'aiguille était posée sur une station et n'en bougeait pas. Elle avait d'ailleurs fini par se couvrir de poussière... Non, il faut bousculer. C'est la seule voie possible pour une évolution. A Radio-Luxembourg, lorsqu'on a inventé « la Famille Duraton », dans les années cinquante, les auditeurs ont hurlé au scandale et la station a perdu pas mal de clients... Mais elle a persévéré et voilà qui est sain. C'est grâce à des comportements, à des courages de ce type qu'on a pu franchir certaines étapes.

— Donc, il faut persister et signer ?

— Absolument. Contre vents et marées. Surtout ne jamais céder aux pressions ; ne jamais revenir à la case départ. J'ai une grande ambition, une grande passion, le changement. Donc le mouvement. Ou alors je partirai. On n'avait pas besoin de nous pour faire ce que l'on faisait avant ! ●



Patrick Pesnot, Philippe Alfonsi, Antoine Gallien et Alexandre Tarta.

Pasteur roule-t-il encore pour Giscard ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Il y a quelque temps, Pierre Desgraupes, p.-d.g. d'Antenne 2, avait laissé entendre que l'émission quotidienne de Philippe Alfonsi, Patrick Pesnot et Antoine Gallien « les Gens d'ici » n'était pas promise à un grand avenir... parce que, selon les sondages, elle n'était pas assez regardée. Son « délégué » Joseph Pasteur a donc décidé de tirer, sans risques évidemment, sur cette ambulance. Philippe Alfonsi avait ramené de Corse environ vingt heures « utiles » de reportage et d'entretiens. Il avait accepté d'en « céder » une partie pour en faire un magazine spécial diffusé le 18 février dernier dans le cadre de « Situations 82 ». Avec le reste, il avait composé une série de cinq émissions, une « suite » à programmer en continuité pour « les Gens d'ici ». Le 2 mars, Joseph Pasteur a déprogrammé cette série et l'a remplacée par une « suite » sur Lyon réalisée par Patrick Pesnot.

Explications dudit Pasteur : « J'attends de Philippe Alfonsi qu'il complète cette série par des entretiens avec des personnalités aux opinions diverses. Sur les cinq qu'il a interrogées pour « les Gens d'ici » trois étaient favorables à l'indépendance, ce qui ne correspond pas à la réalité de l'île. Je suis prêt à fournir à Philippe Alfonsi des adresses et des noms s'il ne connaît pas des Corses d'avis différents. »

Ce qui est bizarre dans ce procès d'intention c'est que Pasteur oublie délibérément que l'émission « les Gens d'ici » n'a pas pour but de donner la parole à des « personnalités » mais, au contraire, à des anonymes, à des inconnus, à des gens qui n'ont jamais la parole dans les médias. Il est donc malhonnête de vouloir imposer une règle de respect minuté de la diversité à une émission de « libre parole ». Ce qui est suspect surtout, ce sont les motivations réelles de Joseph Pasteur qui fut sous Giscard le représentant de l'Elysée en Corse et qui intervient dans le contenu d'une émission sur la Corse exactement comme il l'aurait fait avant le 10 mai 1981. On ne sache pas que le « Figaurore » ou le « Quotidien » aient protesté contre de telles pratiques...

Philippe Alfonsi a raison quand il écrit : « Il y a un malaise en Corse. Ce n'est pas moi, journaliste, qui l'ai inventé. » On comprend que Joseph Pasteur veuille taire ce malaise que ses amis politiques ont provoqué et alimenté pendant des années. On comprendrait moins que Pierre Desgraupes lui donne raison et donne tort à Philippe Alfonsi. Pierre Desgraupes, qui se dit si « soucieux » de l'indépendance des journalistes sur sa chaîne, peut-il accepter que l'indépendance d'Alfonsi soit bafouée par un ancien de l'ex-Etat giscardien ? On attend sa réponse avec intérêt.



DIPAPACÉQUOI

par Piem

A la recherche d'une nouvelle liberté, Audio et son épouse Visuelle gambadaient à travers champs et jurisprudence.

Un papillon aux ailes enchantées les précédait dans leur promenade ; ils tentaient de l'attraper mais à chaque fois le lépidoptère s'envolait au loin et Audio et Visuelle le poursuivaient en riant. Ils auraient bien aimé pourtant l'épingler aux nouveaux statuts de la télévision française.

L'occasion leur en fut donnée lorsque le papillon se posa inopinément sur le col de chemise d'un Fillioud qui passait par là.

« Parlez-moi avec douceur, dit le ministre, sinon mon papillon va s'envoler. »

Visuelle bat des paupières dans un long mouvement de cils et prend la première la parole.

« Mon bon ministre, comment voyez-vous notre indépendance par rapport au pouvoir politique ? »

Le papillon eut un court instant une forte envie de redevenir chrysalide, mais le ministre ayant enflé sa voix, il dut s'accrocher aux pointes du col pour ne pas tomber.

— Je vois un comité des sages.

— Sage n'est pas toujours message, dit Audio qui était tout ouï.

— Un comité des sages inamovible et qui aura du poids.

Le papillon qui était lui-même à poids sourit dans ses mandibules en pensant in petto « ça va être cocon ».

— Ce comité sera le garant de l'indépendance de l'information, poursuivit le ministre.

Le papillon, qui n'était pas une teigne, lança un grand coup de trompe pour fêter l'événement ; il était resté trop longtemps à ramper chenille et cette nouvelle façon de voir les choses le faisait frissonner des ailes.

— Ce n'est pas une transformation c'est une métamorphose, s'écria Audio.

Les métamorphoses le papillon en connaît un rayon. Il frotte ses antennes de bonheur et se transforme en Bombyx du mûrier dont la couleur se marie parfaitement avec la veste en tweed du ministre.

— Ce projet verra le jour ?

Le lépidoptère étant diurne cette question l'intéressait au premier chef.

— Bien sûr, déclare Georges, ce sera pour la session de printemps ; n'ayez aucune crainte et chassez vos papillons noirs.

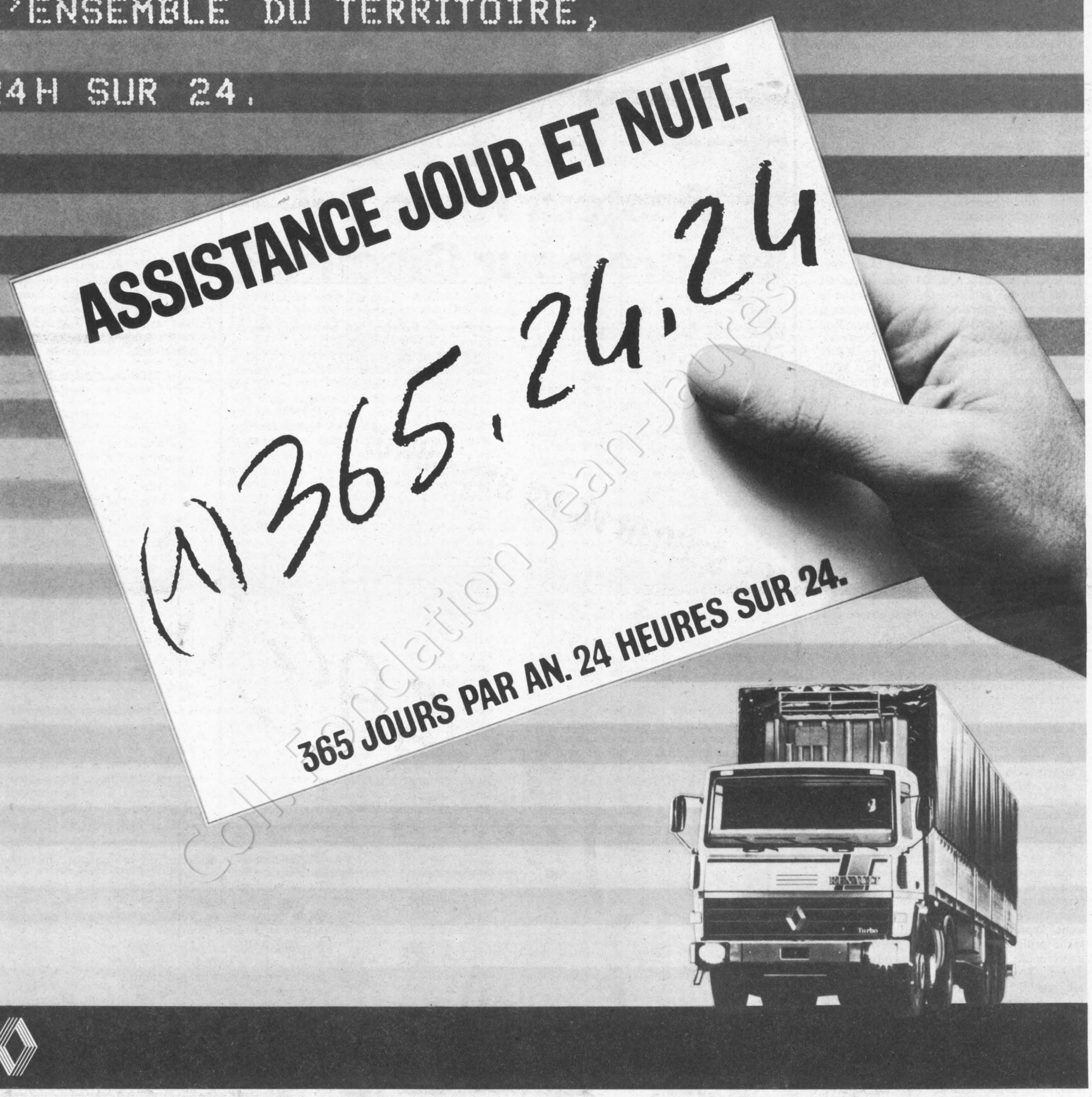
Le papillon noir ne va pas avec du tweed. Le Bombyx s'envole.

Ausio et Visuelle le regardent disparaître au loin.

Un ministre sans cravate ça fait peut-être un peu négligé, mais l'habit ne fait pas le moine et une bonne réforme peut faire une bonne télé.

Un enfant qui passait par là, accroché à la main de son père, attrapa le papillon, il en défit le nœud qui entravait les négociations et en fit un ruban qu'il laissa flotter derrière lui...

TRANSPORT ROUTIER : LE RESEAU MET EN PLACE
L'ASSISTANCE JOUR ET NUIT SUR
L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE,
24H SUR 24.



365.24.24, c'est le numéro d'Assistance Jour et Nuit Renault Véhicules Industriels. C'est, sur simple appel téléphonique, la certitude pour tous les transporteurs routiers d'être dépannés de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, avec un mode de règlement facile : la carte accréditive Renault Véhicules Industriels.
Au 365.24.24 Renault répond, 365 jours sur 365, 24 heures sur 24.
Derrière ce numéro de téléphone, il y a la formidable organisation Renault Véhicules Industriels, son implantation répartie sur toute la France, son organisation pièces de rechange décentralisée et informatisée, ses 10 000 professionnels à votre service partout sur votre route.
Maintenant, avec l'Assistance Jour et Nuit, 24 heures sur 24, Renault roule avec vous.

RENAULT REPOND. **RENAULT Véhicules Industriels**

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325